

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)**

**RAPPORT SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX DU
GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL CREE AUX
TERMES DE LA RESOLUTION 553(XXVI)**



**NATIONS UNIES
Santiago du Chili, 1996**

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Avant-propos	1
1. La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC, Résolution 553(XXVI)	3
2. Rapport de la Réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la Résolution 553(XXVI) (Santiago du Chili, 29-31 juillet 1996)	7
Annexe: Hiérarchisation proposée pour la mise en oeuvre du Programme de travail du système de la CEPALC, 1998-1999	35
3. Réunion des représentants des pays membres de la CEPALC auprès des Nations Unies visant à prendre connaissance du rapport de la Réunion du Groupe de travail spécial (New York, 25 octobre 1996)	111
4. Programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999	119

Avant-propos

Conformément au paragraphe 8 du dispositif de la Résolution 553(XXVI), sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC, le secrétariat a élaboré ce rapport sur l'état des travaux du Groupe de travail spécial créé aux termes de cette résolution.

553(XXVI) LA REFORME DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET SON INCIDENCE SUR LA CEPALC

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant les résolutions 520(XXIV) et 541(XXV) de la CEPALC sur le rôle et les fonctions de la Commission et les conséquences, en ce qui la concerne, de la restructuration et de la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économique et social,

Ayant présentes à l'esprit la résolution 48/162 et la décision 49/411 de l'Assemblée générale sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, ainsi que la résolution 48/218 et la décision 49/461 relatives à l'examen de l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sur le plan administratif et financier,

Tenant compte également des orientations émanant du groupe de travail de haut niveau à composition non limitée chargé de l'examen approfondi de la revitalisation du système des Nations Unies, de son renforcement et de sa réforme, créé en vertu de la résolution 49/252 de l'Assemblée générale,

Prenant note de la teneur de la déclaration émise par les Etats membres et observateurs de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation et, en particulier, de l'intention de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies entre dans le XXIème siècle dotée de moyens, de ressources financières et de structures qui lui permettent de servir efficacement les peuples au nom desquels elle a été créée,

Réaffirmant sa conviction que les activités dont elle a été chargée par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) gardent leur pleine raison d'être dans les circonstances actuelles et dans l'avenir prévisible des pays d'Amérique latine et des Caraïbes,

Etant saisie de la Note du secrétariat intitulée "La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC" (LC/G.1899(SES.26/4)) du 7 mars 1996,

Convaincue du fait que le développement durable doit, à l'aube d'un siècle nouveau, occuper une place prééminente dans le programme des Nations Unies,

Convaincue également du fait qu'il est indispensable, dans l'exercice de leurs activités dans les domaines économique et social, que les Nations Unies tiennent compte de la dimension régionale et de la décentralisation des tâches en fonction des avantages comparatifs du Siège et des organismes subsidiaires installés dans les régions en développement,

1. Affirme que la CEPALC est particulièrement compétente pour affronter en Amérique latine et dans les Caraïbes les tâches qui lui ont été confiées par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI), dans le cadre d'une Organisation des Nations Unies restructurée;

2. Déclare, par conséquent, que la CEPALC doit exercer ses activités en tant que centre d'excellence chargé de collaborer avec les Etats membres à une analyse intégrée des processus de développement axée sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation de politiques publiques, assortie d'une

prestation de services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, d'une action de formation et de soutien en faveur de la coopération régionale et internationale;

3. Déclare également que, pour faire oeuvre utile avec une efficience et une efficacité accrues, la CEPALC devra s'adapter à l'évolution des priorités du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre de la restructuration et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies;

4. Recommande que la structure institutionnelle et le plan des réunions du système de la CEPALC, y compris la pratique de tenir des réunions biennales de l'instance principale, continuent de servir de fondement au maintien de la simplicité, de l'efficacité et de la souplesse de fonctionnement de la Commission;

5. Recommande également que la CEPALC, en tenant compte, le cas échéant, des processus en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies, poursuive ses efforts pour améliorer sa performance, sa productivité, son impact, son efficience et son efficacité;

6. Charge par conséquent le Secrétaire exécutif de:

- a) poursuivre et intensifier les activités de développement institutionnel et de rationalisation de la gestion ayant pour objet d'améliorer l'efficience et l'efficacité des activités que mène la CEPALC en application des directives des Etats membres;
- b) améliorer les indicateurs d'évaluation de la performance, de la productivité et de l'impact des activités de l'organisme;
- c) intensifier les consultations et renforcer la coopération avec les autres organes, organismes et programmes des Nations Unies, particulièrement avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population, en veillant tout particulièrement à éviter les doubles emplois en matière d'activités;
- d) renforcer la coopération et la coordination avec les autres organismes multilatéraux, comme la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des Etats américains, le Système économique latino-américain et d'autres institutions d'Amérique latine et des Caraïbes qui poursuivent en commun des objectifs analogues dans la région, en prenant également soin d'éviter les doubles emplois en matière d'activités;

7. Décide de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, sous la présidence du président de la vingt-sixième session de la Commission, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires. La première réunion du groupe de travail spécial se tiendra dans un délai maximum de 90 jours, au siège de la CEPALC, à Santiago du Chili, et les réunions ultérieures, le cas échéant, se tiendront, de préférence, à l'un des sièges sous-régionaux de la CEPALC ou au Siège des Nations Unies à New York;

8. Charge le groupe de travail spécial d'établir un rapport d'activités qui sera transmis par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, à la reprise de la session de fond du Conseil économique et social, aux fins d'examen à la cinquante-et-unième session ordinaire de l'Assemblée générale, et de communiquer par les voies appropriées ses propositions concernant les priorités du programme de travail 1998-1999 à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale;

9. Charge également le groupe de travail spécial de présenter un rapport final sur l'examen des priorités du programme de travail de la CEPALC à la prochaine session de la Commission.

**RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL
CREE AUX TERMES DE LA RESOLUTION 553(XXVI)**

(Santiago du Chili, 29-31 juillet 1996)

1. Texte portant autorisation

1. En vertu de la résolution 553(XXVI) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), il a été convenu de créer un groupe de travail spécial, ouvert à tous les pays membres. Ce groupe aura pour mandat, sous la direction du Président de la vingt-sixième session de la Commission, de définir, en consultation avec le Secrétaire exécutif, les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires. Il est également prévu, dans cette même résolution, que la première réunion du groupe de travail spécial se tiendra à Santiago du Chili, dans un délai maximum de 90 jours après la vingt-sixième session.

2. Lieu et date de la réunion

2. La première réunion du groupe de travail spécial a été tenue du 29 au 31 juillet 1996, au siège de la CEPALC à Santiago du Chili.

3. Participants

3. Etaient représentés à cette réunion les pays membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ci-après: Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Italie, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

4. Etaient également présents les deux membres associés de la Commission suivants: Antilles néerlandaises et Aruba.

4. Séance inaugurale

5. Le Président du Bureau de la vingt-sixième session, M. Melvin Sáenz Biolly, du Costa Rica, a souhaité la bienvenue à tous les participants et a rappelé la teneur de la résolution 553(XXVI) de la CEPALC. Outre le fait de contenir le mandat de cette réunion, celle-ci traduit l'intérêt manifesté par les Etats membres afin d'accroître la contribution des Nations Unies au développement. Il a également signalé que la CEPALC avait déjà adopté diverses mesures pour améliorer son efficacité, dans le cadre d'un important processus d'innovation au niveau de toute l'Organisation, défini par certains comme une "réforme" mais que son pays préférait qualifier de "modernisation" ou "d'actualisation". Il a ajouté que cette réunion avait pour objectif primordial de définir les priorités des Etats membres au sein du programme de travail, et de réaffirmer le rôle fondamental de la CEPALC en tant que centre d'excellence

chargé d'étudier les principaux aspects du développement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes.

6. M. Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC, a souhaité la bienvenue la plus cordiale aux représentants des gouvernements présents à cette réunion du groupe de travail spécial. Il a précisé que, au-delà de ses objectifs ponctuels, cette instance de rencontre entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres permettrait d'adapter les travaux futurs à la situation changeante en matière de financement et de requêtes des gouvernements. Cet exercice s'inscrit dans le contexte plus général de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, qui devait aujourd'hui s'adapter à une nouvelle conjoncture non seulement en termes d'organisation, de gestion et de budget, mais aussi au niveau de l'identité institutionnelle, de la suppression des doubles emplois et de l'épuration du programme de travail afin de répondre aux besoins les plus urgents des gouvernements des Etats membres. En ce qui concerne la programmation et la définition des priorités, M. Rosenthal a signalé que, ce processus ayant lieu trois ans à l'avance et devant tenir compte, dans ses aspects budgétaires, d'autres instances de l'Organisation, une certaine souplesse était nécessaire pour autoriser l'émergence de nouvelles priorités et s'adapter aux fluctuations des ressources disponibles, dans un contexte d'interaction avec les gouvernements des Etats membres. Jusqu'à présent, cette interaction avait été établie lors des sessions de la Commission et moyennant des consultations bilatérales. Cependant, les mutations étant de plus en plus rapides, il s'avérait souhaitable de procéder à ces échanges de façon plus fréquente et intégrale.

7. Il a affirmé que le rôle primordial de la CEPALC consistait à accompagner les gouvernements dans leur réflexion sur la façon de surmonter les obstacles qui entravent le développement, d'une optique régionale et en vue d'une action pratique. Il a souligné, à cet égard, que le domaine de compétence de la CEPALC englobait de nombreux aspects. Ceci est reflété par l'approche essentiellement thématique de son programme de travail, qui présente l'avantage de permettre une collaboration entre les divisions et une flexibilité accrue. Il a finalement expliqué la proposition du secrétariat visant à orienter les débats sur le programme de travail. Pour ce faire, chaque activité a été classifiée, en première instance, dans une des quatre catégories de priorité, allant des activités considérées indispensables à celles qui, dans la pratique, ne pourraient être menées à bien, à moins que ne soient rétablis les fonds suspendus. Le produit espéré serait un programme de travail répondant à la situation concrète et aux désirs exprimés par les gouvernements.

8. Le Secrétaire exécutif a finalement souligné qu'au sein de l'institution, les travaux analytiques et les activités opérationnelles n'étaient pas ressentis comme des domaines opposés mais complémentaires; en effet, ces dernières sont un prolongement du cadre analytique qui en assure la cohérence. Quant au problème du financement de ces activités à l'aide de fonds extra-budgétaires, il a expliqué que cette pratique obéit à l'intérêt que porte le secrétariat à la collaboration avec des organismes externes qui, tirant parti du patrimoine central de la CEPALC —à savoir sa capacité analytique—, proposent des activités opérationnelles et le financement pertinent, offre que l'institution ne peut négliger. Quant au risque de faire double emploi, il a précisé que la Commission entretient des rapports constants avec d'autres instances internationales, ainsi qu'un réseau de contacts avec d'autres centres d'élaboration conceptuelle afin de garantir une distribution des tâches qui tienne compte des avantages comparatifs de chaque institution. Il a fait ressortir la portée de l'exercice réalisé au sein de cette réunion, en signalant qu'il s'agissait d'amorcer un processus susceptible de conduire à un produit, à savoir un accord préliminaire sur la hiérarchisation des activités.

9. Le Secrétaire exécutif a ensuite suggéré, comme méthodologie de travail, de procéder à une analyse générale de la note extra-officielle élaborée par le secrétariat, suivie d'une brève présentation orale avant l'examen de chaque sous-programme. Le produit final de cette réunion serait un rapport élaboré par le secrétariat où seraient consignées les décisions adoptées par les délégations, mais qui n'inclurait pas les résumés de chaque intervention et, ultérieurement, une version révisée du programme de travail approuvé au préalable à la dernière session, dans laquelle seraient recueillies les observations émanées du groupe de travail.

5. Déroulement des travaux

10. L'échange de vues entre les représentants et le secrétariat s'est déroulé à deux niveaux: un débat général sur le type d'exercice requis et un examen minutieux des différents sous-programmes.

a) Débat général

11. Les délégués sont convenus que l'exercice de hiérarchisation des priorités dans le programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999 s'inscrit dans le cadre du Plan à moyen terme des Nations Unies pour la période 1998-2001, actuellement étudié par les Etats membres au sein du Comité du programme et de la coordination (CPC) du Secrétariat à New York.

12. Ils ont souligné que cet exercice devait être de type constant et flexible. Il devait rester possible de réaménager les priorités établies, étant donné le caractère anticipé du processus de programmation des Nations Unies et l'évolution du contexte mondial et régional. Tout comme l'avait souligné le Secrétaire exécutif, les représentants estiment que ce processus est l'amorce d'un mécanisme de dialogue et de consultations entre les Etats membres et le secrétariat quant à l'aménagement du programme et des travaux du système de la CEPALC, ainsi qu'à l'évaluation de leur réalisation.

13. Ils ont également fait ressortir que cette rencontre avait pour but de redéfinir les priorités du programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999. Malgré les incidences manifestes d'une telle hiérarchisation en termes budgétaires, celles-ci ne seraient pas traitées à fond à cette réunion, les aspects financiers devant être examinés par d'autres instances du système des Nations Unies.

14. Il a été décidé que, pour déterminer les priorités, le programme de travail serait considérée de façon intégrée. Par conséquent, les ajustements concernant la priorité accordée aux activités d'un sous-programme déterminé ne devaient pas nécessairement être compensés au sein de ce même sous-programme. Les délégations sont également convenues que toutes les sphères thématiques s'appliquaient à tous les membres de la CEPALC, sans préjudice de l'existence des sous-programmes 10 et 11. Les participants ont souligné, à cet égard, qu'il fallait prêter une attention particulière aux économies de petite envergure de la région.

15. Certaines délégations ont suggéré que la CEPALC concentre ses efforts sur les domaines dans lesquels elle possède des avantages comparatifs et délaisse ceux qui seraient mieux couverts par d'autres organisations ou institutions, ou encore qu'elle établisse des alliances stratégiques avec ces dernières de façon à réaliser en commun certaines activités déterminées.

16. D'autre part, il a été signalé que le secrétariat est particulièrement bien placé pour encourager et faciliter la réalisation des activités de coopération au sein de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'entre celle-ci et d'autres régions du monde.

17. Répondant à une suggestion d'une délégation, il a été convenu d'attacher une attention particulière, dans le programme de travail, aux aspects sociaux de toutes les sphères thématiques envisagées.

18. Dans ce débat général, plusieurs délégations ont mis l'accent sur le fait que le programme de travail de la CEPALC devait refléter davantage les besoins propres aux Etats des Caraïbes membres de la Commission. Il a été reconnu que les aspects spécifiques de ces économies devaient être envisagés non seulement dans le cadre du sous-programme respectif mais aussi dans tous les travaux analytiques réalisés au siège de la CEPALC.

19. De même, certaines délégations ont demandé au secrétariat d'envisager la possibilité d'affecter un pourcentage plus important de ressources provenant du budget ordinaire (en mois-personne de travail professionnel) aux activités opérationnelles. D'autres ont demandé au secrétariat de fournir une information plus précise quant à l'utilisation des fonds extra-budgétaires dans la réalisation des activités opérationnelles.

20. Finalement, les participants ont également prié le secrétariat d'actualiser les listes des destinataires des différentes publications afin d'assurer une meilleure efficacité au niveau de la diffusion des produits du programme de travail.

b) Examen des sous-programmes

21. Les participants à la réunion se sont penchés sur la définition et la hiérarchisation des priorités sur le plan des activités spécifiques mentionnées dans les sphères thématiques prévues dans le Programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999, approuvé par la vingt-sixième session de la CEPALC, tenue à San José, Costa Rica, en avril 1996, moyennant la résolution 559(XXVI).

22. Le secrétariat a présenté, un par un, les différents sous-programmes aux délégations, ce qui a donné lieu à un débat approfondi. A l'issue de ce débat, le secrétariat a procédé à modifier les priorités, soit en réponse à certaines demandes spécifiques acceptées à l'unanimité, soit en interprétant l'opinion de la plupart des participants. Les modifications approuvées lors de ce débat sont consignées ci-après.

**SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET
SPECIALISATION PRODUCTIVE**

Sphère thématique 1.2: Les politiques commerciales nationales et l'intégration des marchés

Accorder une priorité relative B à la réunion d'experts chargés d'examiner la marge de manoeuvre possible pour les gouvernements de la région dans leurs politiques d'insertion internationale (paragraphe a)), ainsi qu'à l'étude sur l'incidence des engagements multilatéraux, régionaux et hémisphériques sur les politiques commerciales de la région (paragraphe b), alinéa i)).

Sphère thématique 1.5: Modèles de spécialisation commerciale

- a) Accorder une priorité relative D à l'étude sur le développement technologique et les exportations, sur la base de l'étude de certaines expériences réalisées en Asie et en Amérique latine (paragraphe a), alinéa iii)).
- b) Prendre note du fait que les délégations de la Bolivie, du Brésil et du Venezuela accordent des priorités différentes aux sphères thématiques comprises dans ce sous-programme.
- c) Inclure le volet intra-régional dans cette sphère thématique.
- d) Renforcer la présence des Caraïbes dans les différentes sphères thématiques de ce sous-programme.

**SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET
COOPERATION REGIONALE**

Sphère thématique 2.1: Convergence du processus d'intégration: aspects économiques, réglementaires et institutionnels

- a) Il a été convenu d'inclure dans cette sphère thématique les aspects sociaux de la convergence du processus d'intégration.
- b) Il a été pris note du fait que les activités d'appui au processus d'intégration hémisphérique visées au paragraphe c) doivent être complétées par celles prévues dans les sphères thématiques 3.5 a)iv); 4.5 c); 10.4 et 10.5; et 11.1 b). Il a également été souligné qu'un grand nombre d'activités prévues dans le cadre du sous-programme étaient communes au processus d'intégration hémisphérique et au processus d'intégration régionale et que, par conséquent, le programme tout entier avait, indirectement, une incidence sur les travaux concrets que devait réaliser la CEPALC pour épauler les différents processus d'intégration actuellement en cours entre les pays membres de la Commission.

Sphère thématique 2.2: Les investissements au sein de la région: l'internationalisation des entreprises latino-américaines et des Caraïbes

- a) Il a été décidé de centrer l'attention sur la promotion des investissements au sein de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de prendre les considérations sur l'expérience asiatique uniquement à titre de référence.
- b) Il a été convenu d'accorder des priorités relatives B aux activités opérationnelles (paragraphe c)).

Sphère thématique 2.3: Le volet social de l'intégration régionale

Il est considéré souhaitable que, dans la mesure du possible, un plus grand nombre de mois-personne soit affecté à l'étude du volet social de l'intégration.

Sphère thématique 2.4: Infrastructure et services de transport régional

- a) Il a été proposé de voir la possibilité de réduire le nombre de mois-personne proposé et de renforcer d'autres sphères thématiques.
- b) Il a également été suggéré d'inclure les aspects sociaux associés à cette sphère thématique.

SOUS-PROGRAMME 3: DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES

Sphère thématique 3.5: Facteurs déterminants des opérateurs-clés: sociétés transnationales, groupes nationaux, petite et moyenne entreprise

Il a été convenu d'accorder une priorité relative B à l'étude sur l'internationalisation des sociétés latino-américaines moyennant les investissements à l'étranger, au sein et hors de la région (paragraphe a), alinéa ii)).

Sphère thématique 3.6: Transport urbain et interurbain

Il a été résolu d'accorder une priorité relative C aux activités intermédiaires d'assistance aux différentes instances régionales en matière de transport urbain et interurbain (paragraphe c)).

SOUS-PROGRAMME 4: REFORMES ET POLITIQUES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Sphère thématique 4.2: Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Il a été suggéré d'accorder une priorité relative B à l'étude sur les politiques économiques nécessaires pour affronter les aléas extérieurs, en particulier les fluctuations des courants financiers dans des contextes de forte volatilité et leur incidence sur l'économie interne dans certains domaines tels que le taux de change, l'épargne et la stabilité du secteur bancaire (paragraphe b), alinéa ii)).

b) En ce qui concerne la question de la dette extérieure et de l'incidence de l'endettement excessif sur le développement, question posée par l'une des délégations, le secrétariat a fait savoir que, bien que ce sujet ait perdu sa priorité relative dans les programmes de la plupart des pays de la région, l'évolution de la dette continuait de faire l'objet d'un suivi permanent dans le cadre des activités régulières d'interprétation de la situation économique de la région. Une autre délégation a rappelé que ce sujet relevait de la compétence d'autres institutions et instances, y compris le Club de Paris.

Sphère thématique 4.5: Etude des économies développées de l'hémisphère et leur incidence sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Il a été décidé d'accorder une priorité relative C aux bulletins d'information sur l'économie des Etats-Unis et du Canada (paragraphe a), alinéas i) et ii)).

b) Il a été souligné qu'il fallait veiller à ce que les aspects relatifs à la sous-région des Caraïbes soient dûment pris en considération et abordés dans les travaux de ce sous-programme.

SOUS-PROGRAMME 5: L'ASSISE SOCIALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Plusieurs délégations ont insisté sur l'importance du thème abordé dans ce sous-programme au niveau de l'ensemble du sous-programme.

Sphère thématique 5.3: Répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité

Certaines délégations ont demandé qu'une priorité relative B soit concédée à la réunion d'experts (paragraphe a)) et aux publications non périodiques (paragraphe b)). Il n'a pas été possible d'identifier des activités dont la priorité relative pourrait être réduite de façon à compenser les changements convenus.

Sphère thématique 5.4: Etude des répercussions de la production, du trafic et de l'abus des drogues, et des stratégies pour y faire face

Il a été résolu de maintenir la priorité proposée de l'activité c) et de réduire au maximum le nombre de réunions (paragraphe a) et b)).

SOUS-PROGRAMME 6: GESTION STRATEGIQUE ET REFORME DE L'ETAT

Sphères thématiques 6.1 à 6.5

a) Il n'a pas été suggéré de modifier l'ordre de priorité proposé initialement par le secrétariat. Certaines délégations auraient néanmoins souhaité que certaines activités fassent l'objet d'une plus forte priorité. A cet égard, il a été question d'essayer d'obtenir davantage de contributions extra-budgétaires afin de renforcer ces activités.

b) Les représentants sont convenus qu'il conviendrait de veiller à ce que ce sous-programme ait un impact dans la sous-région des Caraïbes. Il a été signalé que le secrétariat avait déjà commencé à prendre des mesures en ce sens.

Sphère thématique 6.6: Modifications au niveau de la gestion des ressources minières et réforme du secteur énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes

Il a été précisé qu'il n'existe pas de superposition par rapport à la sphère thématique 1.7, cette dernière portant sur la compétitivité. Il s'agit donc de deux domaines complémentaires.

SOUS-PROGRAMME 7: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ESPACE

Tout en reconnaissant que la CEPALC avait peut-être essayé de couvrir trop de domaines complexes malgré le caractère limité des ressources, le secrétariat a précisé que: premièrement, il existe une coordination adéquate avec les autres institutions et organisations concernées par ces sujets, ainsi qu'une répartition des tâches en fonction des avantages comparatifs respectifs; et, deuxièmement, la CEPALC concentre ses efforts dans les domaines où elle jouit d'une capacité et d'un niveau d'excellence reconnus; finalement, la Commission veille à ne pas aborder des sujets ou des activités qui relèvent davantage de la compétence d'autres organisations et pour lesquels sa masse critique s'avère insuffisante.

Par conséquent, il a été convenu, d'une manière générale, de concentrer les ressources limitées dont dispose la Commission sur les activités à plus forte priorité; pour ce faire, il est proposé:

a) D'accorder la plus faible priorité relative à toutes les activités de la sphère thématique 7.3 (Instruments aux fins de la gestion de l'environnement et du développement et systèmes d'aménagement de l'espace et de l'environnement).

b) D'affecter aux sphères thématiques 7.1 (Evaluation de la mise en oeuvre d'Action 21) et 7.2 (Politiques de préservation de la biodiversité dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes) des ressources humaines initialement destinées à d'autres sphères thématiques.

SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION ET DEVELOPPEMENT

Sphère thématique 8.1: Collaboration avec les pays de la région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement

Il a été convenu d'accorder une priorité relative B à l'étude sur les conséquences spécifiques de l'intégration en termes de courants migratoires (paragraphe c), alinéa iii)); cette modification serait compensée moyennant la réduction du nombre de mois-personne dans d'autre(s) activité(s) de façon à équilibrer l'établissement des priorités relatives du sous-programme.

SOUS-PROGRAMME 9: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

Les participants se sont accordés à reconnaître que les travaux menés à bien par le secrétariat dans le cadre de ce sous-programme constituaient un des domaines d'excellence de la CEPALC, et qu'ils étaient, en outre, réalisés en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales concernées par ce sujet; il a également été signalé que, au-delà des tâches prévues explicitement, beaucoup d'autres activités sont effectuées, dans le cadre de ce sous-programme, à l'aide de fonds extra-budgétaires.

Par conséquent, aucune modification n'a été proposée quant aux priorités relatives attribuées par le secrétariat aux différentes activités du sous-programme.

SOUS-PROGRAMME 10: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE

Les délégations se sont montrées satisfaites des activités menées par le secrétariat dans le cadre de ce sous-programme pour appuyer le développement de la sous-région et favoriser son rapprochement vis-à-vis du reste de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Plusieurs délégations ont demandé que le thème de l'intégration des services dans la sous-région centraméricaine fasse l'objet d'une attention particulière dans le programme de travail déjà approuvé; il conviendrait, pour ce faire, d'essayer d'obtenir des ressources extra-budgétaires.

Aucune modification n'a été proposée quant aux priorités proposées par le secrétariat dans ce sous-programme.

SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES

Outre les considérations générales concernant cette sous-région déjà consignées dans le résumé du débat général, les participants sont parvenus, durant l'examen de ce sous-programme, à plusieurs conclusions spécifiques. Premièrement, que les gouvernements de cette sous-région doivent faire l'objet d'une attention spéciale afin d'améliorer la production de données quantitatives. Deuxièmement, que ces gouvernements ont également besoin d'une assistance technique accrue afin de contribuer à la solution de leurs problèmes de développement et que, pour ce faire, les ressources affectées au secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) semblent insuffisantes. Troisièmement, que la réalité particulière de la sous-région des Caraïbes soit dûment prise en considération et interprétée dans tous les sous-programmes du secrétariat.

Sphère thématique 11.3: Développement productif et technologique

Il a été convenu d'accorder la priorité relative B à la réunion d'experts chargés d'examiner divers aspects technologiques et leur rapport avec le développement économique et social des Caraïbes (paragraphe b)).

Il a en outre été décidé d'accorder la priorité relative C à l'étude d'évaluation des réseaux de science et de technologie fonctionnant dans la sous-région et de leur efficacité (paragraphe c), alinéa iv)).

Il a été proposé d'accorder la priorité relative B au document sur les tendances et les événements récents dans le secteur manufacturier dans certains pays des Caraïbes à préciser (paragraphe c), alinéa v)).

Il n'a pas été possible d'identifier des activités dont la priorité relative pourrait être réduite de façon à compenser les changements convenus.

c) Résumé

23. Cet exercice a conduit à un léger déséquilibre: en effet, le nombre d'activités dont la priorité avait été rehaussée dépassait celui des activités dont la priorité avait été réduite. Le secrétariat a indiqué que ce déséquilibre ne représentait qu'1 p.100 environ et que, pour préserver l'intégrité du processus, il s'assurerait de le compenser en modifiant le nombre de mois de travail alloué à chacune des activités en question.

6. Conclusions de l'exercice

a) Apport du Secrétaire exécutif

24. Dressant un bilan des débats tenus ces trois derniers jours, le Secrétaire exécutif a signalé qu'il pensait se faire l'écho de tous les participants en tirant un certain nombre de conclusions générales de cet exercice. En premier lieu, il a souligné que la seule existence de ce groupe de travail constituait la preuve de son utilité puisqu'il avait offert au secrétariat et aux gouvernements des Etats membres l'occasion d'effectuer un examen approfondi du programme de travail. Il a rappelé, à cet égard, que c'était la première fois que le programme de travail de la CEPALC faisait l'objet d'un débat d'une telle nature, ce qui, en définitive, révélait l'amorce d'un nouveau style, conforme aux objectifs de la réforme des Nations Unies. En deuxième lieu, il a fait ressortir les difficultés que pose l'élaboration d'un programme de travail reflétant fidèlement les souhaits et les objectifs de chacun des pays membres, situation à laquelle n'avait pas échappé l'exercice réalisé au cours de ces derniers jours. Certaines de ces difficultés avaient été analysées à la dernière session, tenue à San José, dans le cadre de l'examen de la Note du secrétariat intitulée "La réforme des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC" et avaient été à nouveau mises en évidence à cette réunion. Les principaux problèmes sont les suivants: délimiter la frontière entre la concentration d'activités ayant un impact plus important et la prise de position nécessaire, à l'échelon institutionnel, sur toute la gamme des aspects fondamentaux du développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes; le besoin de préserver un certain équilibre entre l'affectation des ressources à chaque sous-programme et la possibilité de se concentrer sur un nombre réduit de sous-programmes; l'équilibre fréquemment mentionné entre les travaux de type analytique et les activités opérationnelles; la répartition des activités entre le siège de Santiago et les bureaux sous-régionaux, et le rapport entre le financement de type budgétaire et celui basé sur des fonds extra-budgétaires. Mais le dilemme le plus grave est celui que pose la demande considérable de services face aux ressources limitées dont dispose le secrétariat de la CEPALC. Troisièmement, le Secrétaire exécutif a rappelé que l'examen des sous-programmes et des activités pertinentes faisait un peu perdre la vision d'ensemble du programme de travail. C'est pourquoi il a insisté sur le fait que la plupart des activités prévues dans les onze sous-programmes se renforçaient mutuellement et que le secrétariat s'efforçait d'encourager la collaboration entre les divisions afin d'assurer la cohérence interne au niveau de l'ensemble du programme. Il a finalement reconnu que cette rencontre ne constituait que la première phase d'un processus visant à adapter la quantité de "produits" générés au volume de ressources disponibles.

25. D'une manière ponctuelle, il a signalé que des ajustements concrets avaient été apportés au niveau des priorités du programme de travail. Malgré le désir de concéder une plus forte priorité à de nombreux éléments du programme, et compte tenu de la situation budgétaire que traverse actuellement l'Organisation, le groupe avait veillé à compenser les activités ayant fait l'objet d'une plus forte priorité moyennant la réduction de la priorité relative accordée à d'autres travaux. Cela n'avait néanmoins pas été possible dans tous les cas. Il a précisé que le secrétariat allait identifier les éléments de programme susceptibles d'être modifiés afin de parvenir à une telle compensation; quoi qu'il en soit, ces éléments représentaient des sommes modestes et équivalaient à moins de 3 p.100 du nombre de mois-personne destinés à la réalisation de tout le programme de travail. Un tableau contenant un résumé de ces ajustements est présenté en annexe.

26. Le Secrétaire exécutif a ajouté que, plus encore que les ajustements ponctuels, l'important était d'avoir institué une nouvelle modalité de travail pour élaborer le programme de travail, laquelle serait certainement perfectionnée dans l'avenir, à l'occasion d'exercices similaires qui viendraient s'inscrire dans

le cadre de l'effort de "modernisation" —pour reprendre le terme utilisé par le Président du groupe de travail— de tout le système des Nations Unies. Une partie de cet effort consistait à éviter les chevauchements et les superpositions, aussi bien au sein des Nations Unies qu'entre les différents organes de l'Organisation et d'autres instances intergouvernementales. Ce sujet avait fait l'objet de nombreux commentaires au sein du groupe de travail, à propos du potentiel de la CEPALC en termes de collaboration avec d'autres organisations dans la réalisation d'activités communes ou de délimitation de "créneaux" où le travail de chaque organisation serait déterminé en fonction de ses avantages comparatifs. A cet égard, le Secrétaire exécutif s'est rallié à l'opinion de plusieurs délégués et a rappelé qu'outre les mécanismes de coordination existants, le secrétariat appliquait —et continuerait d'appliquer— un contrôle interne visant à éviter les doubles emplois dans le cadre de son programme.

27. Cette dernière réflexion le conduisait à la dernière partie de son intervention, à savoir quelles étaient dorénavant les mesures à prendre. La première est évidente puisqu'il est prévu dans la résolution 553(XXVI) que le programme de travail révisé et hiérarchisé, ainsi que le rapport d'activités du groupe de travail seront transmis à la session de fond du Conseil économique et social, aux fins d'examen à la cinquante-et-unième session de l'Assemblée générale. Le pas suivant concerne les activités futures du groupe de travail. Il a affirmé, à cet égard, que le groupe avait fait la preuve de son utilité et qu'il devrait se réunir chaque fois que nécessaire, sur la demande du secrétariat, de la Présidence ou de tout Etat membre. Cette question ferait certainement l'objet de commentaires de la part des délégués.

b) Débat général

28. Le débat qui a suivi a été centré sur les mesures à adopter pour conclure l'exercice amorcé à cette réunion. Certaines délégations, en nombre minoritaire, ont souhaité qu'une nouvelle réunion soit tenue avant que le programme de travail comprenant les priorités établies soit soumis aux instances pertinentes des Nations Unies à New York. D'autres ont insisté sur le fait qu'il serait très difficile pour leurs gouvernements d'envoyer des représentants à cette deuxième réunion. Après avoir étudié les diverses possibilités, la Présidence a proposé une marche à suivre qui a recueilli l'adhésion de tous les participants et qui serait composée des étapes suivantes: dans un premier temps, le secrétariat enverrait à toutes les délégations, dans les prochains jours, une première version du rapport complet, en leur accordant un délai de deux semaines pour transmettre leurs commentaires et leurs observations. En fonction des commentaires et des observations qu'il aura reçus, le secrétariat élaborerait une deuxième version dans laquelle ceux-ci seraient reflétés le plus fidèlement possible, tout en s'efforçant d'assurer l'équilibre nécessaire entre les mois-personne correspondant à chaque sous-programme de façon à préserver la proportion voulue dans les priorités relatives du programme de travail; il ferait ensuite parvenir cette deuxième version aux gouvernements des Etats membres. Au terme d'un nouveau délai de deux semaines, et à moins que ne soient reçus de nouveaux commentaires ou observations, la Présidence et le secrétariat présenteraient le rapport de la réunion du groupe de travail ainsi que le programme de travail et les priorités convenues aux missions permanentes des pays membres au siège de l'Organisation des Nations Unies.

29. Le groupe de travail n'a pu, faute de temps, se pencher sur le deuxième aspect proposé par le Secrétaire exécutif, à savoir les activités futures. Tout en reconnaissant qu'il serait utile de réaliser des réunions périodiques, qui, selon certaines délégations, pourraient être annuelles, les délégations ont proposé de reporter à plus tard l'examen de ce point.

c) Points de vue particuliers

30. Toutes les observations formulées par les délégations ont été prises en considération dans la préparation de la version définitive de ce rapport dans la mesure où elles représentaient l'opinion unanime de la réunion. Cependant, certaines positions n'ont pas été consensuelles et sont donc présentées ci-après.

31. Deux délégations ont proposé d'inclure dans la sphère thématique 2.2 des activités relatives au transport aérien considérées essentielles pour les pays des Caraïbes et pour le processus d'intégration dans la région.

32. Une délégation a proposé de réduire de C à D la priorité relative de la publication non périodique visée au paragraphe c), alinéa ii) de la sphère thématique 1.6. Elle a également proposé d'élever de C à B la priorité relative des 6 mois/personne attribuée aux activités opérationnelles (paragraphe c)) dans la sphère thématique 1.7 et, en compensation, de réduire de B à C la priorité relative des 6 mois/personne attribuée aux activités intermédiaires (paragraphe d)) prévues dans la même sphère thématique. Elle a aussi proposé d'accorder une même priorité relative aux quatre publications non périodiques mentionnées au paragraphe b), alinéa i) de la sphère thématique 3.1.

33. Une délégation a demandé que la CEPALC collabore avec le PNUD, dans le cadre de la sphère thématique 4.4, à la réalisation d'un programme sur la technologie de l'information dans les Caraïbes, et d'accorder à cette activité une priorité relative B.

34. Une délégation a proposé de réduire le nombre de mois/personne affecté aux publications non périodiques prévues dans le paragraphe a), alinéa iii) de la sphère thématique 4.5, ainsi que celui attribué aux réunions intergouvernementales (paragraphe a), alinéas i), ii) et iii) mentionnées dans la sphère thématique 6.5. Elle a également proposé de réduire de B à C la priorité relative des activités intermédiaires (paragraphe d)) prévues dans la sphère thématique 6.6.

35. Une délégation a proposé de supprimer tout à fait la sphère thématique 5.3 du programme de travail pour la période biennale 1998-1999.

36. Une délégation a proposé d'attribuer une priorité relative B à la publication non périodique prévue dans le paragraphe a), alinéa i) de la sphère thématique 7.3 ainsi qu'aux activités opérationnelles mentionnées dans le paragraphe b), alinéa i) de la même sphère thématique.

37. Deux délégations ont proposé que soit rationalisé, autant que faire se peut, le nombre d'études prévues dans le sous-programme 11.

38. Une délégation a proposé une réaffectation de ressources du sous-programme 1 (Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive) au sous-programme 11 (Activités sous-régionales dans les Caraïbes) de la façon suivante:

- transfert de 2 mois/personne de la sphère thématique 1.2, paragraphe c) à la sphère thématique 11.3, paragraphe c);
- transfert de 4 mois/personne de la sphère thématique 1.7, paragraphe c) à la sphère thématique 11.4, paragraphe c), alinéa i).

39. Une délégation a proposé que les services prévus dans les sphères thématiques 11.3 (paragraphe e)) et 11.4 (paragraphe e), alinéa i)) soient imputés au budget ordinaire.
40. Une délégation a proposé d'attribuer une priorité relative B à l'étude sur les possibilités d'intensifier le développement des secteurs industriels dans certains pays des Caraïbes (paragraphe c), alinéa ii)) prévue dans la sphère thématique 11.3 et, en compensation, d'accorder une priorité relative C à l'étude visant à évaluer l'efficacité des projets en matière de sources d'énergie renouvelables exécutés dans les Caraïbes (paragraphe c), alinéa vii)) mentionnée dans la même sphère thématique.
41. Deux délégations ont proposé que le groupe de travail devienne un organisme permanent de la Commission.
42. Finalement, certaines délégations ont suggéré que la version définitive soit révisée lors d'une réunion de représentants des missions permanentes auprès du siège des Nations Unies.

7. Clôture

43. Au terme de la réunion, le Président a remercié les participants de leur esprit de travail et du climat de cordialité et de franchise dans lequel s'est déroulée la réunion. Il pensait interpréter le sentiment de toutes les délégations en affirmant que tous rentraient dans leurs pays respectifs pleinement satisfaits de la tâche accomplie.
44. Pour sa part, le Secrétaire exécutif a remercié tous les délégués, en faisant ressortir le grand nombre de participants, le niveau élevé des délégations et le sérieux avec lequel celles-ci avaient transmis leurs observations au secrétariat. Il a notamment remercié M. Melvin Sáenz de la façon impeccable dont il avait dirigé les débats et tous les délégués de leur travail intense. Pour conclure, il s'est félicité de l'esprit particulièrement constructif dans lequel s'étaient constamment déroulés les travaux de la réunion.

Annexe

**MODIFICATIONS PROPOSEES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL
A L'ORDRE DE PRIORITES PROPOSE PAR LE SECRETARIAT
POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL
DU SYSTEME DE LA CEPALC, 1998-1999**

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUES / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET SPECIALISATION PRODUCTIVE					
1.2 Les politiques commerciales nationales et l'intégration des marchés a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner la marge de manoeuvre possible pour les gouvernements de la région dans leurs politiques d'insertion internationale. b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'incidence des engagements multilatéraux, régionaux et hémisphériques sur les politiques commerciales de la région.		x ¹		(x) ²	5
		x		(x)	11

¹ Dans les tableaux présentés ici, **x** correspond à la modification de catégorie de priorité relative proposée par le groupe à l'issue de ses débats.

² Dans les tableaux présentés ici, (x) correspond à la catégorie de priorité relative initialement présentée par le secrétariat à la réunion du groupe de travail.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUES/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
1.5 Modèles de spécialisation commerciale a) <u>Publications non périodiques</u> iii) Une étude sur le développement technologique et les exportations, sur la base de l'étude comparative de certaines expériences réalisées en Asie et en Amérique latine.		(x)		x	14

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUES/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET COOPERATION REGIONALE					
<p>2.2 Les investissements au sein de la région: l'internationalisation des entreprises latino-américaines et des Caraïbes</p> <p>c) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les expériences des PYME dans le contexte des mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale. (XB)</p>		X	(x)		1

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUES / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 3: DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES	10%	75%	10%	5%	
3.5 Facteurs déterminants du comportement des opérateurs-clés: sociétés transnationales, groupes nationaux, petite et moyenne entreprise a) <u>Publications non périodiques</u> ii) Une étude sur l'internationalisation des sociétés latino-américaines moyennant les investissements à l'étranger, au sein et hors de la région.		X		(x)	3
3.6 Transport urbain et interurbain c) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud ainsi qu'au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), en matière de transport urbain et interurbain.		(x)	X		3

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUES / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 4: REFORMES ET POLITIQUES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES					
4.2 Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes b) <u>Publications non périodiques</u> ii) Une étude sur les politiques économiques nécessaires pour affronter les aléas extérieurs, en particulier les fluctuations des courants financiers dans des contextes de forte volatilité et leur incidence sur l'économie interne dans certains domaines tels que le taux de change, l'épargne et la stabilité du secteur bancaire.		X	(x)		24
4.5 Etude des économies développées de l'hémisphère et leur incidence sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie des Etats-Unis (en anglais seulement). ii) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie du Canada (en anglais seulement).		(x)	X		6
			X		6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUES/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 5: L'ASSISE SOCIALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					
5.3 Répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité					
a) <u>Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts</u>		X		(x)	6
Réunion d'experts sur les transformations socio-économiques et les obstacles critiques existant sur les marchés du capital humain et de l'emploi et leur incidence en termes de bien-être et d'équité.					
b) <u>Publications non périodiques</u>		X		(x)	12
Deux études sur les répercussions des politiques de développement socio-économique en termes de bien-être et d'équité, afin de proposer des instruments actifs qui permettent de surmonter les obstacles critiques existant sur les principaux marchés du capital humain et de l'emploi.					

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUES/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 7: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ESPACE					
7.3 Instruments aux fins de la gestion de l'environnement et du développement et systèmes d'aménagement de l'espace et de l'environnement a) <u>Publications non périodiques</u> ii) Une étude sur l'aménagement de l'espace et de l'environnement dans le contexte du processus de régionalisation et du transfert de responsabilités aux autorités locales. On accordera une importance particulière à la prise en compte de concepts de type écologique tels que la gestion de bassins hydrographiques et l'évaluation des effets sur l'environnement des plans d'aménagement du territoire.		(x)		x	10

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUES / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION ET DEVELOPPEMENT					
<p>8.1 Collaboration avec les pays de la région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>iii) Une étude sur les conséquences spécifiques de l'intégration en termes de courants migratoires.</p>		X	(x)		3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUES/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois-homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES					
11.3 Développement productif et technologique					
b) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner divers aspects technologiques et leur rapport avec le développement économique et social des Caraïbes.		X	(x)		4
c) <u>Publications non périodiques</u> iv) Une étude d'évaluation des réseaux de science et de technologie fonctionnant dans la sous-région et de leur efficacité. v) Un document sur les tendances et les événements récents dans le secteur manufacturier dans certains pays des Caraïbes à préciser.		(x)	X		4
		X		(x)	4

RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL
CREE AUX TERMES DE LA RESOLUTION 553(XXVI)

Annexe

Hierarchisation proposée pour la mise en oeuvre du Programme
de travail du système de la CEPALC, 1998-1999

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET SPECIALISATION PRODUCTIVE					
1.1 Mondialisation et évolution du scénario international					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Deux réunions d'experts chargés d'examiner les thèmes des rapports annuels mentionnés ci-après (une par période biennale).	x				10
b) <u>Publications non périodiques</u> Deux rapports annuels sur: i) l'évolution récente de la structure et des principaux courants du commerce international, le financement extérieur et l'investissement étranger direct; ii) les tendances de croissance des principaux marchés vers lesquels sont dirigées les exportations régionales; iii) le processus d'insertion dynamique à l'économie mondiale des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et de la région prise dans son ensemble.	x				26
c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande quant à l'évolution de l'économie mondiale et ses répercussions dans la région. (XB)***		x			2

*** La réalisation des activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
1.2 Les politiques commerciales nationales et l'intégration des marchés a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner la marge de manoeuvre possible pour les gouvernements de la région dans leurs politiques d'insertion internationale. b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'incidence des engagements multilatéraux, régionaux et hémisphériques sur les politiques commerciales de la région. ii) Une étude sur l'harmonisation des politiques commerciales et les conditions de compétitivité existant dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. iii) Une étude annuelle sur les barrières imposées par les Etats-Unis aux exportations de l'Amérique latine et des Caraïbes. c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les politiques commerciales et leurs rapports avec les politiques de transformation du processus de production.		x		x	5 11 8 6 2
1.3 Questions spécifiques liées aux modifications de la structure de la concurrence internationale a) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'incidence de la concurrence internationale sur la mise au point des politiques commerciales de la région. ii) Une étude sur les nouveaux marchés qui s'ouvrent aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes.		x x			8 8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
1.4 Insertion internationale, croissance durable et équité a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner le caractère systémique des changements productifs impliqués dans la spécialisation commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, et leurs répercussions sur les stratégies régionales de transformation du processus de production dans un climat d'équité.			x		5
b) <u>Publications non périodiques</u> Une étude comparative des expériences observées au sein et hors de la région en matière d'articulation entre le secteur exportateur et le reste de l'économie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.		x			8
1.5 Modèles de spécialisation commerciale a) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux études sur le dynamisme et la structure du commerce international de la région par groupes homogènes, par produits et par opérateurs principaux. ii) Une étude sur la promotion des exportations non traditionnelles et de manufactures, des services et des secteurs à forte intensité technologique. iii) Une étude sur le développement technologique et les exportations, sur la base de l'étude comparative de certaines expériences réalisées en Asie et en Amérique latine.		x			27
		x			14
		x			14

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>1.6 Le transport international et la compétitivité</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner la situation du transport maritime régional dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration verticale des services.</p> <p>b) <u>Publications périodiques</u> <u>Boletín FAL</u>, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'adaptation des services régionaux de transport maritime au commerce extérieur de la région. ii) Une étude sur l'incidence de l'économie mondiale sur le système de conférences maritimes.</p> <p>d) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), à la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), au Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), au Marché commun du sud (MERCOSUR) et au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), ainsi qu'à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud, en matière de transport international maritime et multimodal.</p>		x			5
		x			8
		x			8
			x		8
		x			6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>1.7 La compétitivité de l'industrie minière dans les pays de la région</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la compétitivité de l'industrie minière des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> Une étude sur la compétitivité de l'industrie minière des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à la fin des années 90. Une attention spéciale sera accordée à l'examen des changements relatifs à la localisation de la production minière mondiale, ainsi qu'à la détermination des nouvelles modalités d'embauche et d'association au sein de l'industrie, et aux modifications quantitatives et qualitatives que subira la participation de la région sur le marché mondial.</p> <p>c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'investissement et la compétitivité dans l'industrie minière.</p> <p>d) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI) quant au développement de l'activité minière.</p>		x	x		6
					10
		x	x		12 ¹
		x			8

¹ Les 12 mois/homme sont répartis à part égale dans les catégories B et C.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
1.8 Le commerce international et l'environnement a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les rapports entre le commerce international et l'environnement, notamment en ce qui concerne la portée et la possibilité d'appliquer les critères de qualité environnementale et la compétitivité au niveau des relations commerciales entre la région et le reste du monde, ainsi que la mise en oeuvre des politiques pertinentes.		x			6
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les critères de qualité environnementale et de compétitivité et leurs répercussions sur le commerce extérieur de la région. On y soulignera les effets positifs qu'une politique environnementale adéquate peut exercer sur le commerce extérieur ainsi que les barrières écologiques imposées par les pays développés. ii) Une étude sur les nouvelles mesures prises par les entreprises pour atténuer ou éliminer l'impact sur l'environnement des produits ou des processus de production, ainsi que leur incidence sur la promotion des exportations.		x			12
c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des facteurs environnementaux dans les accords commerciaux aux échelons sous-régional et régional, ainsi que l'harmonisation des politiques environnementales dans le cadre du respect des accords internationaux en matière de commerce. (XB)		x			4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET COOPERATION REGIONALE					
<p>2.1 Convergence du processus d'intégration: aspects économiques, réglementaires et institutionnels</p> <p>a) <u>Publications non périodiques</u> Deux rapports annuels sur l'évolution et les perspectives du processus d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans lesquels seront abordés les thèmes suivants: i) l'évolution du commerce et de l'investissement au sein de la région; ii) la nature des échanges commerciaux: le commerce intra-industriel; iii) l'internationalisation des entreprises latino-américaines et des Caraïbes; iv) la convergence du cadre réglementaire régional; v) la convergence au niveau des politiques de réglementation sociale.</p> <p>b) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'évolution et les perspectives du processus d'intégration régionale.</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u> Appui au processus d'intégration hémisphérique. A l'issue du Sommet des Amériques, tenu à Miami (Etats-Unis) en décembre 1994, les chefs d'Etat et de gouvernement sont notamment convenus de créer la "Zone de libre-échange des Amériques", à l'horizon 2005. Ils ont également demandé à l'OEA, à la BID et à la CEPALC d'assister les gouvernements dans la réalisation de ces engagements. Pour ce faire, les trois institutions ont mené diverses activités conjointes qui se poursuivront certainement au cours de la période biennale comprise dans ce programme.</p>		x			12
		x			2
		x			6

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
2.2 Les investissements au sein de la région: l'internationalisation des entreprises latino-américaines a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés de comparer le régionalisme ouvert en Amérique latine et en Asie, en particulier en ce qui concerne le comportement des petites et moyennes entreprises (PME). b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les expériences de régionalisme ouvert en Asie: l'investissement au sein de la région, l'association entre entreprises et l'innovation technologique. ii) Une étude sur le rôle des petites entreprises des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale. c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les expériences des PME dans le contexte des mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale. (XB)		x	x		4 6 6 1
2.3 Le volet social de l'intégration régionale a) <u>Publications non périodiques</u> Une étude sur les aspects, les bénéfices et les coûts sociaux du processus d'intégration, en particulier en ce qui concerne l'emploi et la sécurité sociale. b) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande sur tout ce qui concerne le volet social de l'intégration régionale.		x	x		4 1

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
2.4 Infrastructure et services de transport régional a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> i) Une réunion d'experts chargés d'examiner les options en matière de cadres réglementaires et de mécanismes de marché susceptibles de créer et de préserver un équilibre dans la concurrence entre le mode ferroviaire et le mode routier. ii) Une réunion d'experts sur l'intermédiation dans le transport international en Amérique latine et dans les Caraïbes, et son insertion aux services mondiaux d'appui. b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les conséquences des différentes modalités de privatisation des chemins de fer et de la concession des services d'entretien routier sur la répartition modale et l'efficacité du secteur du transport terrestre en Amérique latine. ii) Une étude sur l'incidence éventuelle de la concurrence au sein de marchés élargis sur l'évolution technologique et des entreprises des services de transport terrestre. iii) Une étude sur les facteurs favorables à la concurrence sur les marchés des services d'intermédiation du transport. c) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), à l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) et à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud, en matière d'infrastructure et de services de transport régional.	x	x			5
		x			5
					8
		x			8
			x		8
		x			12

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 3: DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES					
3.1 Etude de la dynamique productive et élaboration de politiques de compétitivité en Amérique latine et aux Caraïbes					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u>					
i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la structure industrielle et de la compétitivité internationale de la région.		x			2
ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les propositions de politiques de compétitivité industrielle.		x			2
iii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les résultats de l'étude sur la position compétitive des pays de la région en matière de produits agricoles et agro-industriels.		x			2
iv) Une réunion d'experts chargés d'analyser les conclusions des travaux sur le rôle des sociétés transnationales dans la promotion des exportations. (XB)		x			1
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Quatre études analytiques sur l'évolution de la structure industrielle et la compétitivité internationale de la région, mettant l'accent sur la proposition de politiques de compétitivité.	x (2)	x (1)	x (1)		32 ²
ii) Une étude sur la position compétitive des pays de la région en matière de produits agricoles et agro-industriels.		x			16
iii) Deux études de cas sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce extérieur, dans des pays ou des secteurs à préciser. (XB).			x		4
iv) Un document de synthèse sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce extérieur. (XB)		x			2
v) Une étude comparative des stratégies et des politiques nationales appliquées en matière d'investissement étranger direct, et leurs répercussions sur la compétitivité internationale des économies hôtes. (XB)		x			2
c) <u>Matériel technique</u>					
Mise à jour annuelle des logiciels CAN (Analyse de la compétitivité des pays) et PADI (Programme d'analyse de la dynamique industrielle).		x			8

² Huit mois/homme sont attribués à chaque étude.

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
3.1 Etude de la dynamique productive et élaboration de politiques de compétitivité en Amérique latine et aux Caraïbes (cont.) d) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la restructuration et les politiques de compétitivité industrielle. (XB) ii) <u>Formation collective</u> - Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours ou d'ateliers de formation en vue de l'utilisation des logiciels CAN et PADI. (XB) - Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours de postgraduat dans certains domaines liés à la restructuration industrielle et à la compétitivité internationale. (XB) e) <u>Activités intermédiaires</u> i) <u>Elaboration d'un projet à l'échelon régional sur le comportement et l'incidence de la petite et moyenne entreprise dans les domaines industriel et agricole, ainsi que ses répercussions sur la pérennité de l'environnement.</u> ii) <u>Elaboration d'un projet à l'échelon régional visant à étudier les changements intervenus dans les politiques de compétitivité industrielle et à formuler des propositions de rechange dans ce domaine.</u>		x			2
		x			2
		x			2
		x			2
		x			2
		x			2

³ Deux mois/homme sont attribués à chaque étude.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
3.2 Le potentiel des complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles (cont.) ii) Elaboration d'un projet à l'échelon régional sur le développement basé sur l'industrialisation des ressources naturelles.		x			3

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>3.3 Etude de l'évolution des marchés de facteurs de la région et leur interdépendance avec les aspects macro-économique, méso-économique et micro-économique, la dynamique démographique et le développement technologique</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les raisons qui sont à l'origine des changements intervenus sur les marchés des facteurs de la région et de formuler les recommandations de politique pertinentes.</p> <p>b) <u>Publications périodiques</u> <u>Inversión extranjera en América Latina y el Caribe</u>, publication annuelle (une par année de la période biennale).</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les marchés de facteurs de la région, mettant l'accent sur le repérage et l'examen des raisons qui sont à l'origine des mutations qu'ils enregistrent. Une attention particulière sera accordée aux rapports d'interdépendance avec les aspects macro-économique, méso-économique et micro-économique, la dynamique démographique et le développement technologique. ii) Deux documents de mise à jour du cadre juridique et de l'information statistique en matière d'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes (un par année de la période biennale). iii) Deux rapports sur les sociétés transnationales et l'investissement étranger, dans des domaines à préciser.</p> <p>d) <u>Matériel technique</u> Développement et mise à jour de la base de données sur l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes, comprenant le cadre juridique et l'information statistique.</p>		x			2
		x			8
		x			24
		x			2
				x	8
		x			3

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>3.4 Les systèmes d'innovation technologique de la région et leur adaptation aux exigences de la compétitivité et de l'insertion internationale</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les études sur les systèmes d'innovation technologique à la lumière des exigences de la compétitivité et de l'insertion internationale de la région.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux études de cas sur les sociétés transnationales et leur incidence sur la modernisation technologique et sur l'accroissement de la compétitivité internationale des économies de la région. ii) Deux études sur les systèmes d'innovation et de transfert technologique: l'une concernant le secteur industriel et l'autre, le secteur agricole.</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u> Cinq études de cas sur les systèmes d'innovation technologique à la lumière des exigences de compétitivité et d'insertion internationale dans certains pays de la région.</p>		x			2
		x			4
		x			14
		x			15

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
3.5 Facteurs déterminants du comportement des opérateurs clés: sociétés transnationales, groupes nationaux, petite et moyenne entreprise					
a) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les répercussions des changements stratégiques opérés par les sociétés transnationales sur les économies de la région. ii) Une étude sur l'internationalisation des sociétés latino-américaines moyennant les investissements à l'étranger, au sein et hors de la région. iii) Une étude sur la dynamique de la petite et moyenne entreprise dans la région. iv) Une étude sur les nouveaux facteurs déterminants --extérieurs et intérieurs-- et les critères de politique nécessaires pour optimiser l'apport des sociétés transnationales au développement des économies hôtes.		x			5
				x	3
		x			8
		x			1
b) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les options de politique susceptibles d'optimiser l'apport des sociétés transnationales au développement.		x			1

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
3.6 Transport urbain et interurbain a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les politiques de transport et les solutions apportées à la congestion urbaine dans les grandes agglomérations de la région. b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'évaluation de l'impact de l'accroissement des flux de marchandises et de passagers sur le développement des centres urbains en question. ii) Une évaluation comparative des options possibles pour améliorer le transport urbain régional moyennant des investissements permettant l'expansion de la capacité physique ou des mesures visant à modifier la distribution spatiale, modale ou temporelle de la demande. (XB) c) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud ainsi qu'au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), en matière de transport urbain et interurbain.		x			5
		x			8
		x			3
		x			3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 4: REFORMES ET POLITIQUES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES					
<p>4.1 Analyse globale et sectorielle du comportement des économies en Amérique latine et aux Caraïbes</p> <p>Publications périodiques</p> <p>a) <u>Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1997-1998</u></p> <p>b) <u>Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1998-1999</u></p> <p>Cette publication est élaborée chaque année et est essentiellement composée de deux sections. La première est consacrée à l'examen global de l'évolution récente de l'Amérique latine et des Caraïbes. On y analyse les changements intervenus dans la région à la lumière de l'économie internationale, de même que la politique économique, les problèmes structurels que présentent les différents types d'économies, l'évolution du niveau d'activité, de l'offre et de la demande globale, le comportement de l'investissement, l'épargne et la consommation, l'inflation, l'emploi et les salaires, ainsi que le secteur extérieur. La deuxième section comprend les rapports correspondant aux pays de la région, un examen systématique de l'évolution économique étant présenté pour chacun d'eux. La publication est accompagnée d'un ensemble de tableaux statistiques présentés sous formes de disquettes contenant des données relatives à la croissance, à l'emploi, au commerce extérieur, à la balance des paiements, à l'endettement extérieur, aux prix, aux salaires et à la situation monétaire et budgétaire. Au mois d'avril, un bref rapport préliminaire sur l'évolution de l'économie de la région pendant l'année précédente est élaboré (essentiellement à l'intention du Conseil économique et social), à titre de prélude à l'<u>Estudio económico de América Latina y el Caribe</u>.</p> <p>c) <u>Panorama económico de América Latina, 1998</u></p> <p>d) <u>Panorama económico de América Latina, 1999</u></p> <p>Il s'agit d'un rapport publié en septembre de chaque année et qui contient une analyse succincte mais systématique de la performance économique de la région et des politiques en vigueur, ainsi qu'un ensemble de tableaux statistiques clés sur les tendances observées au cours du premier semestre de l'année en ce qui concerne la croissance, le chômage, le secteur extérieur, les salaires et rémunérations et d'autres variables économiques importantes dans les neuf ou dix principales économies de la région.</p>		x x			36 36 20 ⁴
			x x		12 1 ⁴ 12 1 ⁴

⁴ Financement fourni par les bureaux de la CEPALC dans les principaux pays de la région, réalisant des études et des analyses et prêtant des services consultatifs dans ces domaines, et générant des ressources extra-budgétaires fournis par les gouvernements concernés.

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>4.1 Analyse globale et sectorielle du comportement des économies en Amérique latine et aux Caraïbes</p> <p>(cont.)</p> <p>e) <u>Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1998</u></p> <p>f) <u>Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1999</u></p> <p>Le <u>Balance preliminar</u> est publié à la fin de chaque année et consiste en une description et une évaluation de la performance économique de la région. Il contient l'information détaillée la plus récente quant à l'évolution comparative des variables macro-économiques de l'ensemble de la région et de la plupart des pays. Cette publication est présentée lors d'une conférence de presse que le Secrétaire exécutif de la CEPALC offre chaque année à la fin du mois de décembre.</p>	x x				<p>12</p> <p>1⁴</p> <p>12</p> <p>1⁴</p>

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
4.2 Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> i) Une réunion d'experts chargés d'analyser les conclusions du document sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité. ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les conclusions du document sur les tendances de la productivité dans les économies de la région et leurs répercussions sur les variables macro-économiques.		x			6
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité. On y analysera plus particulièrement les privatisations et leurs répercussions sur l'investissement, tant à l'échelon global que sectoriel, ainsi que les nouvelles institutions créées pour superviser les entreprises privatisées dans certains secteurs caractérisés par des monopoles naturels et leur fonctionnement. ii) Une étude sur les politiques économiques nécessaires pour affronter les aléas extérieurs, en particulier les fluctuations des courants financiers dans des contextes de forte volatilité et leur incidence sur l'économie interne dans certains domaines tels que le taux de change, l'épargne et la stabilité du secteur bancaire. iii) Une étude sur les tendances de la productivité dans les économies de la région et leurs répercussions sur les variables macro-économiques, en particulier la croissance économique, l'emploi et la balance des paiements. On analysera plus particulièrement les politiques susceptibles de favoriser l'accroissement de la productivité moyennant la création d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés. iv) Une étude sur les dépenses sociales et leur capacité de contribuer à l'équité dans les sociétés latino-américaines sans compromettre la stabilité macro-économique. On mettra l'accent sur l'étude des dépenses en matière d'éducation et de santé, ainsi que sur leur incidence sur les équilibres budgétaires et sur la distribution du revenu et l'atténuation de la pauvreté.		x			6
c) <u>Matériel technique</u> Mise sur pied, développement et entretien d'une base de données sur différents domaines associés au développement économique.		x			12 6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>4.2 Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes</p> <p>(cont.)</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le repérage de politiques susceptibles de favoriser l'investissement et la productivité, de résoudre les problèmes liés aux courants financiers, d'accroître l'équité moyennant l'application de politiques sociales et de mettre sur pied des institutions propres à faciliter l'atteinte de ces objectifs. (XB) ii) On prévoit, au cours de la période biennale, la réalisation de deux types d'activités dans certains domaines critiques de la politique économique: en premier lieu, une mise en oeuvre plus efficace des politiques budgétaires (recettes, dépenses, gestion fiscale et aspects institutionnels); en deuxième lieu, la décentralisation des finances publiques. Ces deux types d'activités s'inscrivent dans le cadre de l'appui à une seconde phase de réformes économiques. (XB)</p>		x			24 96 ⁴
		x			24 42 ⁴

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
4.3 Epargne, investissement et financement					
a) Publications non périodiques					
i) Un document visant à analyser et à évaluer les politiques économiques susceptibles de favoriser l'épargne nationale.		x			10
ii) Une étude sur les expériences nationales en matière de drainage de fonds et d'intermédiation dans le financement de l'investissement, notamment en ce qui concerne les banques et les fonds d'investissement.		x			8
iii) Une étude sur les expériences nationales innovatrices quant au financement des politiques visant à la satisfaction des nécessités sociales de base, dans un domaine spécifique à préciser: systèmes de financement de la santé ou de financement du logement social. (XB)		x			8
b) <u>Activités opérationnelles</u>					
<u>Services consultatifs</u>					
Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les politiques susceptibles de favoriser l'épargne nationale, le développement des banques et des fonds d'investissement, et certains aspects liés au financement des politiques en matière de santé et de logement. (XB)		x			2

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
4.4 Gestion de l'information aux fins du développement					
<p>a) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Un document sur les tendances des technologies et des industries de l'information et des communications et leur incidence sur le développement (on prévoit une version sur format électronique de ce document).</p> <p>ii) Un document sur la situation et les tendances en matière d'élaboration et d'application des politiques publiques associées au développement du secteur de l'information. (XB)</p> <p>iii) Une étude sur l'interdépendance entre la gestion de l'information, la gestion publique et la réforme de l'Etat.</p> <p>b) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p>i) <u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays de la région ou aux organismes de coopération et d'intégration régionales qui en font la demande en ce qui concerne la gestion de l'information et la modernisation organisationnelle de la gestion publique en matière d'information. (XB)</p> <p>ii) <u>Formation collective</u></p> <p>- Trois séminaires nationaux sur la gestion de l'information. (XB)</p> <p>- Deux ateliers de formation intensive dans certains domaines et techniques spécialisées de la gestion de l'information. (XB)</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u></p> <p>i) Appui à la préparation interdivisions de produits informatiques technologiques à forte valeur ajoutée installés sur des supports modernes d'information (CD-ROM, bases de données et produits informatiques sur INTERNET), dans le cadre du Comité de gestion de l'information.</p> <p>ii) Suivi de l'environnement régional et international en matière de gestion de l'information; prestation de services d'orientation et d'information sur les politiques en vigueur, sur les thèmes nouveaux et sur les expériences innovatrices en matière de systèmes d'information (y compris l'utilisation intensive d'INTERNET).</p>	x				8
				x	4
		x			6
		x			4
		x (2)	x		5 ⁵
		x			3
		x			8
		x			10

⁵ Trois mois/homme correspondent à la catégorie B, et deux à la catégorie C.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
4.5 Etude des économies développées de l'hémisphère et leur incidence sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a) Publications non périodiques i) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie des Etats-Unis (en anglais seulement). ii) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie du Canada (en anglais seulement). iii) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie de Porto Rico. b) <u>Matériel et services d'information</u> <u>CEPAL News</u> (24 numéros), publication mensuelle, en anglais seulement, du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C. c) <u>Activités intermédiaires</u> i) Diffusion des documents de la CEPALC par le biais du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C. ii) Recueil, analyse et transmission de l'information au siège, aux bureaux sous-régionaux et autres bureaux de la CEPALC, à partir du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.			x		6
		x			6
		x			6
	x				6
	x				6
	x				6

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 5: L'ASSISE SOCIALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					
5.1 Mise au point, gestion et évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux a) <u>Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales</u> Réunion d'autorités gouvernementales afin d'étudier les progrès et les limitations des réformes en matière de politiques sociales. b) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts afin d'étudier les progrès et les limitations des réformes en matière de politiques sociales. c) <u>Publications non périodiques</u> i) Quatre études comparatives des réformes de politiques, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en particulier du point de vue de l'amélioration en termes de couverture et d'équité, de la qualité et de la décentralisation. Ces études seront publiées dans la série "Políticas sociales". ii) Deux études sur les modifications du rapport public-privé et la mise sur pied de mécanismes de quasi-marché dans la prestation de services sociaux. iii) Deux études sur les répercussions des réformes sectorielles sur la productivité du capital humain national, dans certains pays de la région. iv) Deux études comparatives sur les réformes de type gestionnaire dans la prestation des services sociaux. d) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne l'évaluation des politiques, des programmes et des projets sociaux. (XB) ii) <u>Formation collective</u> - Organisation de deux cours régionaux sur l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux, pour une groupe choisi de techniciens gouvernementaux et de professeurs universitaires concernés par les projets sociaux. (XB) - Organisation de plusieurs cours nationaux de formation en méthodologies de formulation et d'évaluation de programmes et de projets sociaux, à l'intention du personnel gouvernemental de type technique (on prévoit la réalisation de quatre cours pendant la période biennale). (XB)			x		10
		x			5
		x			30
		x			12
		x			12
		x			12
		x			3
		x			6
		x			12

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>5.2 Diagnostic de la situation sociale de la population et de groupes spécifiques, notamment du point de vue de la pauvreté</p> <p>a) Publications non périodiques i) <u>Panorama social de América Latina, 1998</u> ii) <u>Panorama social de América Latina, 1999</u> Cette publication est préparée chaque année, en commun, par la Division du développement social et par la Division des statistiques et des projections économiques. Il s'agit d'une approche conjoncturelle, nuancée d'une perspective à moyen terme qui couvre divers grands domaines tels que l'emploi, la distribution du revenu, la pauvreté et les dépenses sociales, ainsi que des mesures de l'inégalité entre les couches socio-économiques, par genre et par localisation rurale et urbaine, tant du point de vue des conditions de vie que des possibilités de mobilité sociale. Cette publication comprend également un agenda social dans lequel sont analysés les grands thèmes sociaux à l'ordre du jour dans la vie publique et politique des différents pays de la région afin d'en souligner les principales caractéristiques et la façon dont ils sont perçus. De plus, un sujet central est développé dans chaque édition du Panorama social.</p> <p>On essayera, au cours de la période biennale, d'augmenter progressivement le nombre de pays envisagés, de mettre à jour l'information sur la base des chiffres les plus récents dont on pourra disposer et de couvrir les aspects les plus importants du développement social, à savoir essentiellement ce qui a trait aux politiques sociales (éducation, santé, sécurité sociale et logement) et aux tendances de la stratification sociale. On s'efforcera également de diversifier les sources d'information de base.</p> <p>Quant aux sources d'information statistique, on assurera la mise à jour et la continuité du processus des enquêtes sur les ménages, ainsi que l'incorporation d'autres types d'informations disponibles dans la région, essentiellement par le biais de la reconversion des registres administratifs.</p> <p>b) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne les méthodologies de recueil et d'analyse de l'information statistique destinée à l'élaboration ou à la mise à jour du diagnostic social. (XB)</p>	x x				30 30
		x			3

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
5.3 Répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts sur les transformations socio-économiques et les obstacles critiques existant sur les marchés du capital humain et de l'emploi et leur incidence en termes de bien-être et d'équité. b) <u>Publications non périodiques</u> Deux études sur les répercussions des politiques de développement socio-économique en termes de bien-être et d'équité, afin de proposer des instruments actifs qui permettent de surmonter les obstacles critiques existant sur les principaux marchés du capital humain et de l'emploi.				x	6
5.4 Etude des répercussions de la production, du trafic et de l'abus des drogues, et des stratégies pour y faire face a) <u>Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales</u> Réunion d'autorités gouvernementales afin d'arrêter des stratégies intégrées et intersectorielles pour affronter le problème de la drogue. b) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts afin d'étudier et de définir les contextes et les effets sociaux, économiques et institutionnels de la production, du trafic et de l'abus des drogues. c) <u>Publications non périodiques</u> Trois études sur les répercussions sociales, économiques et institutionnelles de la production, du trafic et de l'abus des drogues. Il s'agira essentiellement de définir ces répercussions en fonction d'aspects tels que la violence, la désintégration familiale, l'érosion de la gouvernabilité et l'incidence macro-économique; on évaluera également divers programmes actuellement en vigueur dans les pays de la région afin de proposer des stratégies intégrées et intersectorielles pour affronter ces problèmes.			x		10
			x		5
		x			18

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
5.5 Intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales Réunions du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux réunions sont prévues pendant la période biennale). b) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunions d'experts afin d'étudier les principaux aspects du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (deux réunions sont prévues pendant la période biennale). c) <u>Prestation de services d'appui aux réunions interinstitutions</u> Réunions avec des organisations et des institutions spécialisées des Nations Unies (deux réunions sont prévues pendant la période biennale). d) <u>Publications non périodiques</u> i) Rapports d'activités du secrétariat et documents de fond pour les réunions du Bureau. ii) Quatre numéros de la série "Mujer y desarrollo" dans lesquels seront abordés les thèmes traités lors des réunions d'experts. e) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point de politiques et la création et consolidation d'institutions liées à l'intégration de la femme au développement. ii) <u>Formation collective</u> Collaboration, sur la demande des pays, aux activités de formation organisées par des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des universités et des établissements d'enseignement, en ce qui concerne les questions de genre et de développement.	x	x			4
					4
		x			2
	x				10
		x			8
		x			5
		x			5

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
5.5 Intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (cont.) f) <u>Activités intermédiaires</u> i) Documentation et rapports des réunions du Bureau. ii) Rapports qui seront soumis aux réunions interinstitutions du système des Nations Unies. iii) Etudes sur certains thèmes spécifiques pouvant contribuer à renforcer la prise en compte de la problématique de la femme dans les travaux du système de la CEPALC.	x	x	x		2 1 7

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 6: GESTION STRATEGIQUE ET REFORME DE L'ETAT					
6.1 Programmation du secteur public					
a) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur le suivi et l'organisation des réformes économiques en cours dans les pays de la région. ii) Un document sur la révision des méthodologies d'évaluation de la politique budgétaire. iii) Une étude sur le cadre institutionnel et les arrangements organisationnels nécessaires à la réglementation des services publics.		x			1
b) <u>Matériel et services d'information</u> Brochures de diffusion du Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique (une par année de la période biennale).		x	x		4
c) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la programmation du secteur public. (XB) ii) <u>Formation collective</u> Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, destiné à quelque 35 fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen et supérieur concernés par les questions économiques et membres d'universités des pays de la région (un cours par chaque année de la période biennale). (XB)		x			1
d) <u>Activités intermédiaires</u> Promotion des cours, sélection des participants, conception des programmes, organisation et préparation du matériel pédagogique, réalisation d'ateliers et de séminaires, et direction et coordination des cours. (XB)		x			2
					7
					...

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
6.2 Décentralisation et développement					
a) <u>Réunions techniques</u> Deux séminaires techniques préparatoires des activités de formation en matière de décentralisation et de développement (un par année de la période biennale).		x			2
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux études sur le développement économique local. ii) Deux documents sur le développement, la concertation stratégique et la création d'emplois. iii) Deux études sur la décentralisation et la participation populaire.		x x x			2 4 2
c) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la décentralisation, le développement productif et le développement économique local, ainsi qu'en matière de concertation stratégique en vue de la création d'emplois productifs. (XB) ii) <u>Formation collective</u> - Deux cours internationaux sur la décentralisation, le développement économique et la concertation stratégique (un par année de la période biennale). (XB) - Un séminaire sur la décentralisation et la participation populaire au Chili. (XB)		x		x	2 4 3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
6.3 Politiques et planification régionale					
a) <u>Réunions techniques</u>					
i) Une réunion technique sur diverses expériences de développement local en Amérique latine et en Espagne.		x			1
ii) Une réunion technique sur la culture, les opérateurs sociaux et le développement régional.		x			1
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Une étude sur l'ingénierie des interventions territoriales.		x			1
ii) Une étude comparative des résultats des stratégies de développement régional dans le cas d'un pays de la région.			x		4
iii) Une étude sur le degré d'avancement des processus de décentralisation en Amérique latine et aux Caraïbes.		x			3
c) <u>Activités opérationnelles</u>					
i) <u>Services consultatifs</u>					
prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la gestion du développement régional. (XB)		x			4
ii) <u>Formation collective</u>					
Deux cours internationaux, Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales (LIDER), d'une durée de cinq semaines, avec une trentaine de participants par cours (un par année de la période biennale). (XB)		x			12

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
6.4 Projets et programmation des investissements					
a) <u>Réunions techniques</u>					
i) Une réunion technique sur divers systèmes d'information applicables à la gestion locale.		x			1
ii) Une réunion technique sur la façon d'harmoniser les investissements publics et privés.		x			1
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Une étude sur l'identification, la préparation et l'évaluation de programmes sociaux à l'échelon local.		x			2
ii) Un document sur les nouvelles approches en matière de programmation des investissements.		x			2
iii) Une étude sur l'identification, la préparation et l'évaluation de projets touristiques.				x	3
iv) Une étude sur les projets relatifs aux déchets ménagers solides, évaluant leur incidence sur l'environnement.			x		4
c) <u>Activités opérationnelles</u>					
i) <u>Services consultatifs</u>					
Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la programmation des investissements et les méthodologies de préparation et d'évaluation des projets et programmes. (XB)		x			24
ii) <u>Formation collective</u>					
Deux cours internationaux sur l'identification, la préparation et l'évaluation de projets d'investissements à l'échelon local. (XB)		x			10

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
6.5 Coopération entre organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes a) <u>Réunions intergouvernementales</u> Organisation et prestation de services techniques et d'appui aux réunions des organismes nationaux de planification: i) dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes; ii) onzième réunion du Conseil régional de planification; et iii) vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification. (XB)	x				8
b) <u>Publications non périodiques</u> Publication de quatre numéros du <u>Boletín del Instituto</u> (deux par année de la période biennale). (XB)	x (1)	x (3)			4 ⁶

⁶ Un mois/homme est attribué à chaque publication.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>6.6 Modifications au niveau de la gestion des ressources minières et réforme du secteur énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts destinée à analyser les changements intervenus au niveau de la gestion des ressources minières des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les changements intervenus au niveau de la gestion des ressources minières de la région, en particulier quant au nouveau rôle de l'Etat et au comportement de l'investissement privé national et étranger. ii) Une étude sur la réglementation des marchés énergétiques de la région à la fin des années 90, notamment en ce qui concerne les modifications de ces marchés sur les plans de l'organisation et des institutions. On analysera plus particulièrement les nouveaux cadres réglementaires relatifs à l'électricité et aux hydrocarbures, le rôle des organismes gouvernementaux relevant du secteur énergétique et les changements intervenus au niveau de la structure des entreprises de ce secteur.</p> <p>c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la gestion des ressources minières et la réglementation de la gestion du secteur énergétique. (XB)</p> <p>d) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI) en matière de gestion des ressources minières, et à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en ce qui concerne la gestion et la réglementation du secteur énergétique.</p>	x	x	x	x	6
					8
					10
					13
					6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
6.7 Aspects institutionnels du développement en Amérique latine et aux Caraïbes					
a) <u>Réunions techniques</u> Une réunion technique sur les expériences concernant les aspects institutionnels des politiques de développement. (XB)		x			- ⁷
b) <u>Publications non périodiques</u> Une étude sur l'analyse des aspects institutionnels du développement et la consolidation des éléments institutionnels de la transformation du processus de développement dans un climat d'équité dans la région. (XB)		x			- ⁷
c) <u>Matériel technique</u> Documents techniques sur les expériences nationales et sectorielles servant de base à l'étude des aspects institutionnels du développement et des éléments institutionnels de la transformation du processus de développement dans un climat d'équité dans la région. (XB)		x			- ⁷
d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les aspects institutionnels du développement de la région. (XB)		x			- ⁷

⁷ Uniquement à l'aide de fonds extrabudgétaires.

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 7: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ESPACE					
7.1 Evaluation de la mise en oeuvre d'Action 21					
a) <u>Publications non périodiques</u> Une étude sur les politiques propres à assurer la pérennité de l'environnement dans les secteurs productifs et l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21.		x			10
b) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande sur les technologies associées au développement durable, notamment en ce qui concerne la gestion écologiquement rationnelle des déchets, ainsi que pour divulguer les progrès accomplis dans ce domaine. (XB)		x			4
ii) <u>Formation collective</u> Organisation de deux cours régionaux destinés aux fonctionnaires publics et aux responsables des aspects environnementaux du secteur productif sur la mise en oeuvre de principes et de stratégies propres à assurer une gestion adéquate des déchets, même dangereux, du point de vue environnemental. (XB)		x			4
7.2 Politiques de préservation de la biodiversité dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts destinée à évaluer les répercussions économiques pour les pays de la région des négociations portant sur la réglementation, la gestion et la préservation de la biodiversité.	x				6
b) <u>Publications non périodiques</u> Deux études sur les politiques de préservation de la biodiversité de la région, mettant l'accent sur les instruments de gestion de l'environnement.		x	x		24 ⁸

⁸ Les 24 mois/homme sont répartis à part égale dans les catégories B et C.

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
7.3 Instruments aux fins de la gestion de l'environnement et du développement et systèmes d'aménagement de l'espace et de l'environnement	10%	75%	10%	5%	
a) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'analyse et les propositions propres au développement des systèmes d'évaluation des effets sur l'environnement de projets, plans et programmes. ii) Une étude sur l'aménagement de l'espace et de l'environnement dans le contexte du processus de régionalisation et du transfert de responsabilités aux autorités locales. On accordera une importance particulière à la prise en compte de concepts de type écologique tels que la gestion de bassins hydrographiques et l'évaluation des effets sur l'environnement des plans d'aménagement du territoire.		x		x	10
b) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les systèmes d'évaluation des effets sur l'environnement et les politiques d'aménagement du territoire respectueuses de l'environnement. (XB) ii) <u>Formation collective</u> Deux cours s'adressant aux fonctionnaires publics et d'organismes privés associés aux entreprises sur les systèmes, les normes et l'utilisation efficace de l'évaluation des effets sur l'environnement. (XB)				x	4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>7.4 Energie et développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts afin d'étudier les problèmes posés par la pérennité du secteur énergétique dans la région. (XB)</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Une attention particulière sera accordée aux politiques propres à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie afin d'encourager les économies d'énergie et d'accroître la compétitivité des activités fortement dépendantes de l'énergie, ainsi qu'aux dispositions et aux instruments prévus dans les conventions internationales souscrites en matière de développement durable du secteur. ii) Une étude sur la mise au point de politiques énergétiques propres à favoriser le développement dans un climat d'équité sociale et de pérennité de l'environnement dans les pays de la région, mettant l'accent sur le développement des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. (XB) iii) Un document sur l'intégration énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes, comprenant une étude de cas dans un domaine spatial à préciser.</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en matière d'intégration énergétique.</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne l'utilisation et le développement écologiquement rationnels de l'énergie. (XB)</p>		x			2
		x			10
		x			4
		x			10
		x			4
		x			4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
7.5 Développement écologiquement rationnel des ressources en eau a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts afin d'étudier et d'évaluer les modifications de la législation en matière de ressources hydriques en Amérique latine et aux Caraïbes.	x				6
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur l'évolution du droit de l'eau et les expériences pertinentes existant dans la région. On analysera plus particulièrement les systèmes et les marchés des droits de l'eau, les tarifs et les coûts financiers, la participation des consommateurs et l'organisation de l'administration à différents niveaux, ainsi que les aspects relatifs à l'environnement et à la qualité de l'eau. (XB) ii) Une étude sur les politiques de gestion des ressources en eau dans les bassins couvrant de grandes concentrations urbaines, et en particulier l'analyse du fonctionnement des organismes chargés de la gestion des utilisations multiples de l'eau et la proposition de grands principes de politiques publiques propres à assurer un développement durable. iii) Une étude sur l'application d'instruments économiques à la gestion de la qualité de l'eau. iv) Une étude sur le degré d'avancement dans la mise en oeuvre des accords prévus au chapitre 18 d'Action 21.		x	x		4
c) <u>Matériel et services d'information</u> i) Bulletin d'information, circulaire du Réseau de coopération en matière de gestion intégrale des ressources en eau aux fins du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (quatre numéros sont prévus durant la période biennale). ii) Bulletin d'information, circulaire sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays (un numéro par année de la période biennale). (XB)	x	x	x		15
d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne la législation, l'organisation d'institutions et la réglementation des services publics concernés par les ressources en eau. (XB)		x			16
					12
					8 ⁹
					4
					10

⁹ Les 8 mois/homme sont répartis à part égale dans les catégories B et C.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>7.6 L'assistance technique quant à la négociation et l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles</p> <p>a) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur l'application d'Action 21 et des conventions internationales en matière d'environnement aux écosystèmes côtiers et marins représentatifs d'Amérique latine et des Caraïbes. On étudiera la façon dont certains chapitres d'Action 21 ainsi que des instruments tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres accords internationaux peuvent être utiles aux pays de la région dans les stratégies de développement soutenables des zones côtières et marines.</p> <p>ii) Une étude sur le rôle de la coopération régionale pour lutter contre la génération de déchets dangereux. On étudiera la possibilité de mettre le réseau latino-américain de centres régionaux et sous-régionaux de formation et de transfert de technologie prévus dans la Convention de Bâle, au service des pays afin qu'ils adoptent des modalités de production et de consommation soutenables qui permettent de réduire la génération de déchets dangereux.</p> <p>iii) Une étude sur l'efficacité de l'Accord sur la pêche en haute mer en termes de protection des intérêts halieutiques de l'Amérique latine et des Caraïbes. On évaluera également l'effectivité de la Convention sur l'application des dispositions de la Convention des Nations sur le droit de la mer portant sur les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs, souscrite en 1995, sur la base de l'examen des composantes économiques et environnementales des modèles de valorisation de la pêche mis au point durant la période biennale précédente.</p> <p>b) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande dans les domaines relevant de l'application des chapitres 9, 15, 16, 17, 20 et 39 d'Action 21 et des instruments juridiques y afférents, ainsi que sur les aspects techniques de l'établissement du régime d'exploitation minière pour la zone internationale des fonds marins et océaniques.(XB)</p>	x	x			10
					10
	x				10
		x			6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>7.6 L'assistance technique quant à la négociation et l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles</p> <p>(cont.)</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance technique aux réunions d'experts gouvernementaux destinées à l'examen du projet d'accord régional sur la Convention de Bâle.</p>		x			8

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
7.7 Structure, dynamique et pérennité des établissements humains en Amérique latine et aux Caraïbes					
a) <u>Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales Région régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se tient tous les deux ans.</u>		x			6
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Une étude sur la situation, les caractéristiques et les fonctions des établissements humains urbains et ruraux de la région et les tendances et perspectives de leur évolution future.		x			10
ii) Une étude sur la structure du système d'établissements humains dans la région, particulièrement orientée vers l'analyse des stocks et du déficit en matière d'infrastructure urbaine et de logement, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. (XB)			x		6
iii) Une étude comparative des systèmes institutionnels et opérationnels utilisés dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques d'établissements humains dans les pays de la région.		x			10
c) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u>					
Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande dans le domaine de la gestion des établissements humains, en particulier en ce qui concerne la conception, l'application et le suivi des politiques pertinentes. (XB)			x		4
d) <u>Activités intermédiaires</u> <u>Appui aux activités et préparation de documents de la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes.</u>		x			6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION ET DEVELOPPEMENT					
8.1 Collaboration avec les pays de la région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement					
a) Prestation de services aux réunions intergouvernementales					
i) Appui au Comité spécial de session sur la population et le développement, y compris l'élaboration de documents techniques pour le suivi annuel du Plan d'action régional sur la population et le développement.	x				8
ii) Participation et travaux préparatoires connexes au sein de groupes spéciaux de travail dans des domaines relevant du suivi du Plan d'action régional.	x				8
b) Publications périodiques					
Edition annuelle des bases de données bibliographiques en matière de population: Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL), sur disques optiques (CD-ROM), au lieu de la publication DOCPAL: Resúmenes sobre población en América Latina.		x			6
c) Publications non périodiques					
i) Une étude sur les expériences censitaires des pays de la région, en préparation de la série de l'an 2000.		x			1
ii) Quatre numéros de la publication intitulée <u>Notas de Población</u> . (XB)		x			6
iii) Une étude sur les conséquences spécifiques de l'intégration en termes de courants migratoires.			x		3
d) Matériel technique					
i) Mise à jour permanente de la base de données bibliographiques CELADE/DOCPAL sur la population.		x			3
ii) Développement du Réseau d'information en matière de population pour l'Amérique latine et les Caraïbes (IPALCA), favorisant l'interconnexion entre les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux dans ce domaine.		x			3
iii) Mise à jour permanente de la banque de données du Programme de recherche de la migration internationale en Amérique latine (IMILA).		x			3
iv) Entretien d'une banque de données actualisée d'information démographique sur INTERNET.					
e) Matériel et services d'information					
Publication d'un bulletin d'information sur les activités menées dans le cadre du Plan d'action régional.		x			3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>8.1 Collaboration avec les pays de la région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement</p> <p>(cont.)</p> <p>f) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p>i) <u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'analyse démographique et la préparation censitaire en vue de la série de l'an 2000, ainsi que la réalisation de recherches appliquées à la migration internationale sur la base d'informations actualisées. (XB)</p> <p>ii) <u>Formation collective</u></p> <p>- Cours nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur l'analyse démographique aux fins du développement sectoriel ou régional, d'une durée de deux à quatre mois, avec quelques 25 participants par cours (on prévoit la réalisation de deux cours pendant la période biennale). (XB)</p> <p>- Coopération avec les universités et les organisations non gouvernementales des pays de la région qui en font la demande afin de programmer et d'incorporer des cours sur les études démographiques, y compris la préparation du matériel de formation; en particulier, appui au cours de postgraduat en population et développement offert par l'Université du Chili avec le concours financier du Fonds des Nations Unies pour la population. (XB)</p> <p>- Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux dans l'utilisation de méthodologies permettant de faire un meilleur usage des sources de données sur la migration internationale. (XB)</p>		x			3
		x			12
		x			3
		x			1

	SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
		A	B	C	D	
		10%	75%	10%	5%	
8.2	Prise en compte des variables démographiques dans les politiques, les programmes et les projets sociaux ciblés sur les groupes prioritaires					
a)	Publications non périodiques i) Une étude sur la population, la pauvreté urbaine et la vulnérabilité dans certains pays de la région. ii) Une étude sur certains aspects de l'hygiène sexuelle en matière de procréation et leur incidence sur la situation des femmes, dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes à préciser. (XB) iii) Une étude sur la situation et les besoins de la population du troisième âge, dans certains pays de la région. (XB)	x	x	x		1 1 1
b)	Activités opérationnelles i) Services consultatifs Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et les programmes sectoriels ciblés sur certains groupes vulnérables tels que les adolescents, les personnes du troisième âge et les populations autochtones. (XB) ii) Formation collective - Deux ateliers ou séminaires sur la dynamique démographique, le développement et la pauvreté. (XB) - Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'utilisation de méthodologies permettant une meilleure utilisation des sources de données démographiques afin de faciliter la mise au point et l'application de politiques sectorielles. (XB) c) Activités intermédiaires Préparation de matériel pédagogique sur l'incorporation opérationnelle des variables démographiques aux politiques et aux programmes sectoriels en matière d'éducation, de santé et de logement, afin de l'utiliser dans les activités de formation organisées par le CELADE et d'assistance aux programmes gouvernementaux, aux universités et aux organisations non gouvernementales.	x	x			4 5 1 3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>8.3 Utilisation de l'information multisectionnelle relative à la population et à la technologie afférente aux fins de la gestion publique</p> <p>a) Publications périodiques Quatre numéros de la publication intitulée <u>Boletín demográfico</u>.</p> <p>b) Publications non périodiques</p> <p>i) Deux études sur les applications de logiciels (software) en matière de population aux fins de la gestion publique.</p> <p>ii) Une étude sur les expériences de prise en compte des variables démographiques dans les projets d'investissement socio-économique. (XB)</p> <p>iii) Deux rapports sur les estimations et les projections de population, en coordination avec des institutions de certains pays de la région. (XB partielle)</p> <p>c) Matériel technique</p> <p>i) Mise au point de logiciels facilitant l'utilisation de l'information multisectionnelle relative à la population, notamment aux fins de la gestion publique locale, moyennant l'utilisation combinée du système de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur et des systèmes d'information géographique (WIN-REDATAM/SIG).</p> <p>ii) Mise à jour d'une base de données sur les tendances démographiques de la population à l'échelon des pays. (XB)</p> <p>iii) Mise à jour d'une banque régionale de données censitaires et d'enquêtes démographiques. (XB)</p> <p>d) Matériel et services d'information <u>REDATAM informa</u> (deux numéros, en espagnol et en anglais).</p> <p>e) Activités opérationnelles <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays et organisations et institutions nationales ou régionales qui en font la demande en ce qui concerne la préparation d'estimations et de projections de la population, ainsi que dans le maniement des logiciels WIN-REDATAM/SIG, afin qu'il soit tenu compte de l'information démographique dans la gestion publique nationale, régionale et locale ou de favoriser l'utilisation intensive des données censitaires et d'autres données concernant la population sur de petites aires. Ces services pourront également être prêtés au siège du CELADE. (XB)</p>	x (1)	x (3)	x		12 ¹⁰
		x			6 ¹⁰
		x			1
		x	x		6 ¹⁰
		x			8
		x			3
		x			3
		x			3
		x			4

¹⁰ Trois mois/homme sont attribués à chaque publication.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>8.3 Utilisation de l'information multisectionnelle relative à la population et à la technologie afférente aux fins de la gestion publique</p> <p>(cont.)</p> <p>f) <u>Activités intermédiaires</u> Appui aux réseaux d'utilisateurs des systèmes d'information utilisant des bases de données multisectionnelles.</p>				x	4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
8.4 Analyses démographiques aux fins de la conception, du suivi et de l'évaluation de projets, de programmes et de politiques en matière d'environnement et de mise en valeur de l'espace					
a) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les tendances de la distribution spatiale de la population et de la migration interne en Amérique latine et aux Caraïbes. ii) Une étude sur les expériences de prise en compte des variables démographiques dans les programmes de pérennité de l'environnement. (XB)		x			1
b) <u>Matériel technique</u> Actualisation d'une base de données sur la dynamique démographique couvrant toute la région.		x			1
c) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et les programmes publics de pérennité de l'environnement et de l'espace. (XB) ii) <u>Formation collective</u> Formation en cours d'emploi à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'application de méthodologies permettant d'améliorer l'utilisation des sources de données démographiques et faciliter de la sorte la mise au point et l'application de politiques en matière d'environnement et d'espace. (XB)		x			4
d) <u>Activités intermédiaires</u> Elaboration d'une étude technique dans le cadre du suivi biennal des aspects démographiques d'Action 21.		x		x	2
					3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 9: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES					
<p>9.1: Banque de données statistiques sur l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes, et diffusion de statistiques et d'indicateurs régionaux</p> <p>a) Publications périodiques</p> <p>i) <u>Anuario estadístico de América Latina y el Caribe</u> (deux numéros pendant la période biennale, éventuellement remplacés par des éditions sur médias électroniques en tant que modalités nouvelles de diffusion).</p> <p>ii) Synthèse statistique et estimation du bilan préliminaire annuel de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux publications pendant la période biennale, comprises dans le <u>Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe</u>).</p> <p>iii) <u>Indicadores principales de coyuntura</u> (huit publications pendant la période biennale, une par trimestre).</p> <p>b) <u>Matériel technique</u></p> <p>i) Entretien et mise à jour des bases de données existantes et création de nouvelles bases de données dans d'autres domaines d'information. Organisation et développement de systèmes d'accès aux bases de données permettant une utilisation plus fluide et rapide de l'information. Amélioration des mécanismes de connexion avec les réseaux informatiques internes de la CEPALC et avec le système d'information économique et social des Nations Unies. Mise sur pied de réseaux régionaux et création de bureaux nationaux de statistique afin de faciliter le recueil et l'échange de données.</p> <p>ii) Dans le cadre de l'activité antérieure, traitement du composant relatif à la production sectorielle et les prix.</p> <p>c) <u>Activités intermédiaires</u></p> <p>i) Préparation de l'information statistique en vue de l'élaboration de l'<u>Estudio económico de América Latina y el Caribe</u>.</p> <p>ii) Appui statistique aux travaux interdivisions et aux projets de la CEPALC.</p>		x			14
		x			7
		x			7
		x			15
			x		8
		x			8
		x			12

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>9.2: La comptabilité nationale et les indicateurs du développement économique</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner: i) Les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale. ii) Le programme de comparaison internationale des prix.</p> <p>b) <u>Publications périodiques</u> Cuadernos estadísticos de la CEPAL, deux numéros pendant la période biennale: le premier sur les statistiques du secteur extérieur et le deuxième sur les séries régionales de comptabilité nationale.</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux rapports sur les expériences nationales quant à la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale des Nations Unies. ii) Deux études sur les indices de production sectorielle et des prix internes. iii) Un étude sur les statistiques du secteur extérieur.</p>		x	x		10 8 8
<p>9.3: Coopération technique avec les Etats membres et avec divers organismes régionaux de statistique</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> i) Réunion de directeurs de statistique des Amériques, en 1998. ii) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution du système régional de données conjoncturelles.</p> <p>b) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux Etats membres ou organismes de statistique qui en feront la demande, en ce qui concerne l'organisation statistique, les statistiques économiques et la comptabilité nationale, les technologies de diffusion électronique des données statistiques et la mise au point de modèles et de méthodologies de projection en vue de l'élaboration et de l'application de politiques et de stratégies de développement.</p>		x x	x		20 4 18

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>9.4: Evaluation et analyse du processus de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes</p> <p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives et des projections économiques.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Deux rapports sur les perspectives à long et à moyen terme du développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. ii) Deux études sur les perspectives de l'économie et du commerce international, centrés à la fois sur les économies des pays développés les plus susceptibles de servir de partenaires commerciaux de la région et sur l'insertion extérieure de cette dernière. iii) Deux études sur les projections macro-économiques globales et sectorielles à moyen et à long terme.</p>		x			16
		x			26
		x			16
		x			8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
9.5: Statistiques sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts en statistique et en indicateurs sociaux afin d'étudier: i) le renforcement des enquêtes sur les ménages; et ii) la reconversion des registres administratifs dans la région (activité commune de la Division du développement social et de la Division des statistiques et des projections économiques). b) <u>Publications non périodiques</u> Cinq rapports sur les estimations en matière de distribution du revenu, de pauvreté, d'emploi, de main-d'oeuvre et d'autres indicateurs sociaux. c) <u>Matériel technique</u> Entretien et mise à jour des bases de données existantes et création de bases de données dans de nouveaux domaines d'information. d) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux Etats membres et aux organismes régionaux qui en font la demande en ce qui concerne: - Les enquêtes sur les ménages, les statistiques et les indicateurs sociaux, ainsi que la quantification, la description et l'analyse du phénomène de la pauvreté. (XB) - L'organisation d'ateliers ou de séminaires sur l'application des recommandations de la Commission de statistique des Nations Unies dans les domaines de la création d'information en matière sociale, des méthodologies d'analyse des situations de pauvreté et des techniques spécialisées en statistique, y compris l'informatique. (XB)		x			4
	x	x			10
	x				15
	x				6
	x				5

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
9.5: Statistiques sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes (cont.) ii) <u>Formation collective</u> Formation en ce qui concerne l'estimation et l'utilisation d'indicateurs sociaux relatifs à la distribution du revenu, aux situations de pauvreté et aux caractéristiques de l'emploi dans différents groupes sociaux. (XB) e) <u>Activités intermédiaires</u> Appui statistique aux études et projets de la CEPALC.		x			4
		x			3

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 10: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE					
10.1: Epargne, investissement et croissance économique					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> i) Réunion d'experts sur le rôle de la politique fiscale pour favoriser l'épargne et l'investissement. ii) Réunion d'experts sur la prise en compte des facteurs environnementaux dans la mise au point et l'application des politiques de développement économique dans les pays desservis par la Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico.		x			5
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur la conception de politiques fiscales susceptibles de favoriser l'épargne et l'investissement dans un contexte de mondialisation et d'ouverture économique. ii) Une étude sur la coordination entre politiques monétaire et fiscale en vue de favoriser l'investissement et l'épargne dans la sous-région. (XB) iii) Une étude sur les corrélations entre la politique macro-économique et la pérennité des équilibres sociaux au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale. (XB)	x				18
		x		x	5
		x			5
c) <u>Matériel technique</u> i) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1997 (10 documents). ii) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1998 (10 documents). iii) Participation à l'élaboration du <u>Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1998.</u> iv) Participation à l'élaboration du <u>Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1999.</u> v) <u>Panorama económico de México, 1998.</u> vi) <u>Panorama económico de México, 1999.</u>		x			44
		x			44
		x			10
		x			10
			x		4
			x		4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.1: Epargne, investissement et croissance économique (cont.) vii) Mise à jour et développement de la base de données statistiques économiques et sociales, et préparation d'indicateurs de la conjoncture économique et du développement. d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point et l'évaluation de politiques économiques globales et de programmes de développement. (XB) e) <u>Activités intermédiaires</u> Assistance technique aux réunions intergouvernementales tenues dans la sous-région.		x			10
		x			8
		x			8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.2: Compétitivité industrielle et modernisation agricole					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u>					
i) Une réunion d'experts chargés d'examiner les défis auxquels va se heurter le développement industriel dans le contexte de l'intégration hémisphérique.		x			8
ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les politiques d'appui à la modernisation des micro-entreprises et des unités de production rurales.		x			5
iii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les politiques visant à accroître la compétitivité des exportations agricoles.		x			5
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Une étude sur le développement technologique dans les petits pays de la sous-région afin de mettre au point des politiques susceptibles de conduire à l'adoption, de la part des entreprises, de stratégies favorisant la modernisation technologique, en particulier dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement.	x				10
ii) Une étude prospective à long terme sur le profil de production des pays de la sous-région, mettant un accent spécial sur l'examen des rapports entre l'agriculture et l'industrie.			x		16
iii) Une étude sur la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière dans les petits pays de la sous-région afin de détecter les obstacles qui freinent la participation active des entreprises au marché hémisphérique intégré et de proposer des solutions pour en venir à bout. (XB)		x			6
iv) Une étude sur les conditions requises pour renforcer les relations en amont et en aval des filières de production et tirer un meilleur parti des marchés, dans le cadre de l'intégration centraméricaine.				x	14
v) Une étude sur le développement technologique au niveau de la production et du traitement des produits agricoles, dans le contexte de la préservation des ressources naturelles.	x				14

Sous-programmes / Sphères thématique / Activités	Priorité relative				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
<p>10.2: Compétitivité industrielle et modernisation agricole</p> <p>(cont.)</p> <p>vi) Une étude sur les politiques de promotion et de modernisation de l'agriculture dans le contexte de l'intégration régionale.</p> <p>vii) Une étude sur le développement organisationnel des entreprises et des unités de production rurales dans les pays de la sous-région. (XB)</p> <p>c) <u>Matériel technique</u></p> <p>i) Développement des bases de données sur l'industrie manufacturière du Bureau sous-régional et diffusion de leur utilisation au niveau des pays.</p> <p>ii) Recueil, mise à jour, systématisation et diffusion de l'information relative au secteur agricole dans les pays de la sous-région.</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la compétitivité industrielle et la modernisation agricole. (XB)</p>		x			14
		x			8
		x			6
		x			10
		x			6

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE / ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.3: Marchés de l'emploi, genre et équité					
<p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts pour examiner certaines questions liées à la productivité de la main-d'oeuvre et au chômage dans les pays de la sous-région.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur la technologie et la pauvreté dans laquelle seront analysés divers aspects de la révolution technologique et leurs répercussions sur la productivité de la main-d'oeuvre et sur le chômage dans certains pays de la sous-région à préciser. ii) Une étude sur l'intégration et la convergence des politiques sociales (marchés de l'emploi, sécurité sociale, ressources humaines, migration) dans certains pays de la sous-région à préciser. iii) Une étude sur l'incidence de la mondialisation sur l'économie paysanne, en particulier sur les politiques visant à mitiger les répercussions de l'ouverture sur les groupes pauvres ruraux, ainsi que les modalités d'organisation rurale à des fins de protection dans certains pays de la sous-région à préciser. (XB) iv) Un rapport d'évaluation du degré d'exécution du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, dans certains pays de la sous-région à préciser. (XB)</p> <p>c) <u>Matériel technique</u> Elaboration d'indicateurs sociaux de base du Mexique et des pays centraméricains.</p>	x	x			6
					15
		x			15
		x			8
		x			8
			x		8

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.4: Commerce international					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner la participation des petites et moyennes entreprises d'exportation aux courants commerciaux.		x			6
b) <u>Publications non périodiques</u> Une étude sur la participation des opérateurs économiques, notamment petits et moyens, aux courants commerciaux extérieurs.		x			12
c) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays et organismes intergouvernementaux et régionaux qui en font la demande en ce qui concerne les politiques de commerce international et les négociations commerciales. (XB) ii) <u>Formation collective</u> Organisation d'un cours sur l'insertion commerciale aux courants mondiaux, l'intégration et la coopération économiques, avec la collaboration d'institutions régionales ou nationales. (XB)		x			6
d) <u>Activités intermédiaires</u> Elaboration d'un projet régional dans le domaine de la compétitivité et l'efficacité économique des exportations.		x			4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.5: L'intégration économique et la coopération régionale					
<p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u></p> <p>i) Réunion d'experts chargés d'étudier les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique dans le contexte de la convergence du processus d'intégration et du régionalisme ouvert.</p> <p>ii) Une réunion d'experts sur les problèmes d'ajustement et sur les coûts de la transition qu'implique l'adhésion à la Zone de libre-échange des Amériques, et sur les mesures proposées pour mitiger ces coûts.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u></p> <p>i) Une étude sur les répercussions des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique conclus par les pays de la sous-région, entre eux et vis-à-vis de pays tiers, dans le cadre des perspectives de l'intégration hémisphérique.</p> <p>ii) Une étude sur la mise sur pied de la Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005, les coûts de la transition et les mesures proposées pour les mitiger.</p> <p>c) <u>Matériel technique</u></p> <p>Mise à jour et développement de la base de données statistiques, documentaires et bibliographiques sur le commerce, l'intégration et la coopération dans les pays de la sous-région.</p> <p>d) <u>Activités opérationnelles</u></p> <p><u>Services consultatifs</u></p> <p>Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'intégration économique et la coopération régionale.</p> <p>e) <u>Activités intermédiaires</u></p> <p>Appui technique aux réunions intergouvernementales sur l'intégration économique et la coopération régionale.</p>	x	x	x		6
					6
					18
	x				16
		x			10
		x			8
			x		5

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
10.6: L'intégration énergétique a) <u>Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales</u> Prestation de services techniques au Forum régional énergétique de l'Amérique centrale (FREAC), au Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) et au Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale (CCHAC), notamment lors des réunions annuelles, ordinaires et extra-ordinaires, convoquées par les secrétariats provinciaux respectifs. b) <u>Publications non périodiques</u> i) Un rapport sur les progrès accomplis en matière d'intégration électrique en Amérique centrale et dans le Groupe des trois (Colombie, Mexique et Venezuela). ii) Une étude sur l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale. (XB) iii) Une étude sur le développement écologiquement rationnel du secteur énergétique en Amérique centrale. iv) Une étude sur les marchés et les cadres réglementaires dans l'industrie énergétique du Mexique et de l'Amérique centrale. v) Une étude sur la gestion publique dans le secteur énergétique des petits pays d'Amérique centrale. (XB) c) <u>Matériel technique</u> Mise à jour de la base de données sur l'énergie au Mexique et dans les pays de la sous-région. d) <u>Activités opérationnelles</u> i) <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'intégration et la gestion dans le domaine énergétique. ii) <u>Formation collective</u> Un séminaire ou atelier sur les répercussions des réformes sur les marchés pétroliers de l'isthme d'Amérique centrale. (XB)	x	x			10
		x			6
		x			6
				x	8
		x			1
			x		8
		x			8
		x			6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES					
11.1 Insertion au sein de l'économie mondiale et compétitivité des économies des Caraïbes					
<p>a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'examiner les répercussions des événements économiques hémisphériques et mondiaux sur les processus d'intégration économique et l'insertion internationale des Caraïbes.</p> <p>b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur les événements économiques mondiaux et hémisphériques et leurs répercussions sur la politique économique des Caraïbes. ii) Une étude sur divers aspects liés à l'expansion du secteur des services dans les Caraïbes. iii) Un document sur la progression des négociations commerciales internationales visant à intensifier la libéralisation des échanges commerciaux mondiaux et leurs répercussions pour les Caraïbes. iv) Un document sur les effets éventuels de la mondialisation des marchés financiers aux Caraïbes. v) Une étude sur la compétitivité de certaines économies des Caraïbes dans le contexte des événements mondiaux et hémisphériques. vi) Un rapport d'évaluation des politiques menées par la CARICOM en matière de commerce, d'investissement et de paiements, dans le cadre du développement économique mondial et hémisphérique. vii) Une étude sur les événements relatifs à la coopération économique hémisphérique et leur importance pour les économies des Caraïbes. viii) Un rapport sur les statistiques commerciales des Caraïbes contenant une analyse des échanges commerciaux entre la sous-région et l'Amérique latine afin d'identifier les marchés traditionnels et émergents.</p>	x	x			6
		x			6
		x			4
	x				6
		x			4
	x				6
		x			6
		x			6
			x		6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.1 Insertion au sein de l'économie mondiale et compétitivité des économies des Caraïbes (cont.) c) <u>Matériel et services d'information</u> Publication trimestrielle d'un bulletin d'information sur le secteur extérieur.		x			8

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.2 Intégration et coopération régionale					
<p>a) <u>Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales</u> Une session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et une réunion du Comité de surveillance du CDCC.</p> <p>b) <u>Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts afin d'analyser les questions de coopération aux fins du développement concernant les pays membres du CDCC.</p> <p>c) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude actualisée sur les échanges commerciaux entre les pays membres du CDCC, et entre ces derniers et les autres pays de l'hémisphère. ii) Une étude sur l'intégration économique des Caraïbes dans le contexte du développement commercial hémisphérique et mondial. iii) Une étude sur la coopération économique entre les Etats membres des Caraïbes et les autres membres de l'Association des Etats de la Caraïbe. iv) Une étude des effets éventuels de la création de la Zone de libre-échange des Amériques sur les économies des pays non indépendants des Caraïbes, ainsi que des possibilités de collaboration avec ces pays dans le cadre du programme d'action du Sommet des Amériques. v) Une étude concernant la capacité des membres associés de la CEPALC de mener à bien, à l'échelon national, certaines activités prévues dans les programmes d'action des conférences mondiales des Nations Unies sur l'environnement, les petits Etats insulaires en développement, les femmes, la réduction des catastrophes naturelles, la population, le développement social et les établissements humains.</p>	x	x			4
		x			6
		x			4
		x			4
		x			4
		x			4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.2 Intégration et coopération régionale (cont.) d) <u>Matériel technique</u> Mise à jour de la base de données statistiques sur le commerce entre les pays membres de l'Association des Etats de la Caraïbe, et entre cette Association et le reste du monde. e) <u>Matériel et services d'information</u> i) Publication du bulletin trimestriel <u>Focus</u> sur les activités du CDCC. ii) Publication d'un bulletin mensuel, <u>Associate</u> , sur certains thèmes intéressant les membres associés de la CEPALC.		x			5
		x			8
		x (8)	x (8)	x (8)	9 ¹¹

¹¹ Les 9 mois/homme sont répartis à part égale dans les catégories B, C et D.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.3 Développement productif et technologique					
a) <u>Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales</u>					
i) Deux sessions plénières du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST).	x				2
ii) Quatre réunions de son Comité exécutif.		x			4
b) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u>					
Une réunion d'experts chargés d'examiner divers aspects technologiques et leur rapport avec le développement économique et social des Caraïbes.			x		4
c) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Un document sur le fonctionnement et la gestion des services et des institutions concernés par la science et la technologie dans les pays membres du CCST.		x			4
ii) Une étude visant à évaluer les possibilités d'intensifier le développement des secteurs industriels dans certains pays des Caraïbes.			x		4
iii) Une étude sur les aspects technologiques de la diversification et du développement économiques dans les pays des Caraïbes.		x			4
iv) Une étude d'évaluation des réseaux de science et de technologie fonctionnant dans la sous-région et de leur efficacité.		x			4
v) Un document sur les tendances et les événements récents dans le secteur manufacturier dans certains pays des Caraïbes à préciser.				x	4
vi) Une étude sur la promotion et l'adoption de nouvelles technologies respectueuses dans le contexte du développement durable.		x			6
vii) Une étude visant à évaluer l'efficacité des projets en matière de sources d'énergie renouvelables exécutés dans les Caraïbes.		x			4
viii) Une étude sur la participation du secteur touristique au développement économique dans certains pays des Caraïbes à préciser.				x	4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.3 Développement productif et technologique (cont.) d) <u>Matériel et services d'information</u> Publication du bulletin trimestriel d'information du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST). (XB) e) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services d'assistance technique aux organismes gouvernementaux et organisations non gouvernementales qui en feront la demande, en matière de développement productif et technologique. (XB)		x			8
		x			4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.4 Développement économique et information aux fins du développement					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Une réunion d'experts chargés d'analyser divers aspects de la gestion économique dans les pays de la sous-région à la lumière de l'environnement mondial et régional.		x			6
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude sur la diversification et le développement économiques dans les économies des Caraïbes basées sur la monoculture. ii) Deux résumés de l'évolution économique des pays du CDCC (un par année de la période biennale). iii) Une étude comparative sur les politiques macro-économiques dans certains petits pays insulaires des Caraïbes et d'autres régions. iv) Une étude sur la participation de l'investissement étranger au développement économique des Caraïbes. v) Un document évaluant les approches et les méthodologies utilisées dans la préparation des projections économiques dans les pays des Caraïbes. vi) Une étude sur les méthodologies appliquées dans les pays des Caraïbes pour la compilation de la comptabilité nationale. vii) Deux rapports sur certains indicateurs statistiques des pays des Caraïbes (un par année de la période biennale). viii) Une étude sur l'utilisation efficace de la technologie et des systèmes d'information des Caraïbes.		x			6
c) <u>Matériel et services d'information</u> Publication sur imprimé et sur média électroniques du bulletin mensuel <u>Current Awareness Bulletin</u> .	x	x	x	x	8
	x				6
		x	x		8 ¹²

¹² Six mois/homme correspondent à la catégorie B, et deux à la catégorie C.

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.4 Développement économique et information aux fins du développement (cont.) d) <u>Matériel technique</u> i) Publication de la base de données du CARISPLAN sur CD-ROM, selon la disponibilité de ressources extra-budgétaires; ii) Mise à jour d'une base de données contenant une information bibliographique et des textes complets, accessible à distance. e) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> i) Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne la planification économique et la mise au point de politiques, ainsi que pour l'élaboration de bases de données et l'organisation statistique. (XB) ii) Prestation d'une assistance technique aux centres de documentation des pays de la sous-région qui en feront la demande. (XB)		x x x x			2 4 4 4

SOUS-PROGRAMMES / SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.5 Développement humain et social					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u>					
i) Réunion d'experts sur la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes.		x			6
ii) Réunion d'experts sur la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.		x			6
iii) Réunion d'experts pour étudier certains aspects de la pauvreté et de la distribution du revenu aux Caraïbes, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social. (XB)		x			2
b) <u>Publications non périodiques</u>					
i) Un document sur plusieurs aspects de l'intégration sociale aux Caraïbes.	x	x			6
ii) Une étude sur divers aspects liés à la pauvreté et à la distribution du revenu dans les Caraïbes.					6
iii) Un résumé des indicateurs du développement social dans les pays des Caraïbes.			x		4
iv) Une étude sur les tendances récentes de la croissance démographique dans les pays membres du CDCC.		x			6
v) Un document évaluant les efforts consentis par les gouvernements des Caraïbes pour tenir compte des considérations démographiques dans la planification du développement.		x			4
vi) Un rapport sur les mécanismes et les modalités de mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans les pays des Caraïbes.		x			4
vii) Une étude sur certains aspects de la planification et de l'égalité des genres dans les Caraïbes.	x				6
viii) Un rapport sur la mise en oeuvre, dans les pays des Caraïbes, de la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes, à la lumière du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.		x			6

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.5 Développement humain et social					
(cont.)					
ix) Une étude sur la multiplication des possibilités d'emploi pour les femmes dans les pays des Caraïbes.		x			6
c) <u>Matériel technique</u>					
i) Mise à jour de la base de données sur les indicateurs du développement social.		x			4
ii) Mise à jour et développement de la base de données socio-démographiques.		x			4
iii) Mise à jour et développement des systèmes d'information sur les statistiques vitales.		x			4
iv) Mise à jour de la base de données bibliographiques informatisées sur la femme et le développement dans les Caraïbes.		x			4
d) <u>Activités opérationnelles</u>					
<u>Services consultatifs</u>					
Prestation de services de coopération technique aux pays membres du CDCC qui en font la demande dans les domaines suivants: évaluation et analyse des statistiques démographiques, mise au point et application de politiques démographiques, intégration de la femme au développement et promotion du développement social. (XB)		x			4

SOUS-PROGRAMMES/ SPHERES THEMATIQUE/ ACTIVITES	PRIORITE RELATIVE				Estimation des ressources en mois/homme
	A	B	C	D	
	10%	75%	10%	5%	
11.6 Pérennité de l'environnement					
a) <u>Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts</u> Réunion d'experts visant à analyser les aspects du développement durable concernant les pays des Caraïbes.	x				6
b) <u>Publications non périodiques</u> i) Une étude analytique de certains aspects du développement soutenable présentant une importance spéciale pour les Caraïbes, dans le contexte du Programme d'action aux fins du développement durable des petits Etats insulaires en développement. ii) Une étude sur les problèmes transfrontières liés à l'environnement et au développement dans les pays des Caraïbes. iii) Un rapport sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement.		x			6
c) <u>Matériel technique</u> Mise à jour et développement de la base de données environnementales des pays des Caraïbes.	x	x			8
d) <u>Activités opérationnelles</u> <u>Services consultatifs</u> Prestation de services de coopération technique aux pays membres du CDCC qui en font la demande en ce qui concerne la pérennité de l'environnement, ainsi que pour la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement. (XB)		x			6
					4

**REUNION DES REPRESENTANTS DES PAYS MEMBRES DE LA CEPALC AUPRES
DES NATIONS UNIES VISANT A PRENDRE CONNAISSANCE DU RAPPORT
DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL**

(New York, 25 octobre 1996)

1. Texte portant autorisation

1. Cette réunion a été convoquée par l'Ambassadeur du Costa Rica auprès des Nations Unies, M. Fernando Berrocal Soto, en sa qualité de représentant du pays occupant actuellement la présidence de la CEPALC, et conformément aux décisions émanées de la première réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle avait pour but de prendre connaissance de la version définitive du rapport de la réunion tenue à Santiago du Chili, du 29 au 31 juillet 1996.

2. Lieu et date de la réunion

2. La réunion a été tenue le 25 octobre 1996, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

3. Participants

3. Etaient représentés à cette réunion les Etats membres de la CEPALC ci-après: Argentine, Bahamas, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

4. Déroulement des travaux

4. Les premiers orateurs ont été l'Ambassadeur Berrocal Soto, M. Melvin Sáenz Biolly, premier Ambassadeur suppléant du Costa Rica auprès des Nations Unies et Président du Groupe de travail spécial, et M. Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC.

5. M. Sáenz Biolly a brièvement fait référence à l'accord adopté dans la résolution 553(XXVI), au cours de la vingt-sixième session de la Commission, quant à la création d'un Groupe de travail spécial, ouvert à tous les pays membres et ayant pour mandat de définir, en consultation avec le Secrétaire exécutif de la CEPALC, les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des difficultés budgétaires que connaît actuellement l'Organisation des Nations Unies.

6. Il a expliqué que le Groupe de travail spécial s'était réuni du 29 au 31 juillet 1996, au siège de la CEPALC à Santiago du Chili et que des représentants de 32 pays membres et de deux membres associés avaient assisté à cette réunion. Les participants ont entrepris de hiérarchiser les priorités dans le

programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999, dans le contexte élargi de la réforme de l'Organisation des Nations Unies et à la lumière des répercussions qu'un tel processus peut entraîner pour la Commission. Il a ensuite rappelé que le Groupe de travail spécial l'avait chargé, en sa qualité de Président, et conjointement avec le Secrétaire exécutif de présenter le rapport émané de cette réunion aux délégations des pays membres de la CEPALC représentés au siège des Nations Unies afin, d'une part, de faciliter l'articulation entre l'exercice d'élaboration du programme de travail et les aspects budgétaires et, d'autre part, de fournir aux délégations l'information requise avant la réalisation de la session de fond du Conseil économique et social.

7. L'Ambassadeur Fernando Berrocal a ensuite souligné l'importance de la CEPALC pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et son apport significatif à la pensée économique de la région. Il s'est félicité de pouvoir présider cette brève réunion convoquée pour divulguer les résultats du travail effectué par le Groupe spécial. Il s'agissait là d'une nouvelle modalité de collaboration entre les Etats membres et le secrétariat dans la définition des priorités et des stratégies de la CEPALC qui mettait en relief la volonté du secrétariat de travailler conjointement avec les Etats membres. Pour conclure, il a signalé que les résultats des travaux menés par le Groupe spécial sont contenus dans le document LC/G.1942 du 10 septembre 1996, lequel a été transmis à tous les gouvernements des Etats membres de la CEPALC et à leurs missions respectives à New York.

8. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a ensuite présenté le rapport du Groupe de travail spécial aux participants. Il a d'abord signalé que la Commission elle-même s'était donnée cette tâche et que la singularité de cette nouvelle instance résidait dans le fait qu'elle offrait au secrétariat et aux gouvernements des Etats membres l'occasion de se consulter afin d'adapter leur programme de travail à l'évolution des circonstances. Le contenu et la portée ainsi que la hiérarchisation du programme de travail constituaient certainement un des principaux aspects de la réforme de l'Organisation des Nations Unies. Une coordination permanente entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres s'avérait dès lors nécessaire.

9. Il a ajouté que le rapport de la première réunion du Groupe de travail spécial était très significatif et que cette nouvelle instance avait pleinement fait la preuve de son utilité. Elle avait non seulement permis l'adoption de décisions concertées sur les priorités du programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999 mais aussi favorisé l'articulation entre la programmation des activités et la préparation du budget. Au-delà des décisions ponctuelles, le dialogue engagé à Santiago constituait l'amorce d'une modalité de travail extrêmement constructive qui visait à renforcer la pertinence, l'efficacité et l'efficience de la CEPALC.

10. Le Secrétaire exécutif a souligné que le programme de travail de la Commission devait passer le "test de la pertinence", à savoir qu'il devait non seulement refléter les éléments jugés importants par le secrétariat, ou les principaux soucis des gouvernements, mais aussi cristalliser la pensée commune des Etats membres et du secrétariat. La requête des ressources nécessaires à la mise en oeuvre du programme de travail devait être fondée sur des critères adéquats. Les gouvernements comprenaient parfaitement que les activités définies comme prioritaires dans le programme n'étaient pas nécessairement considérées comme telles dans chacun des Etats membres. Il s'agissait donc de parvenir au meilleur degré possible de consensus. Jusqu'à présent, les programmes de travail étaient adoptés à l'issue de réunions qui duraient de trois à quatre heures et ne faisaient pas l'objet d'un dialogue en profondeur entre les Etats membres et le secrétariat, sans préjudice des consultations que ce dernier effectuait au préalable à l'échelon de chaque pays. Au cours de la première réunion du Groupe de travail spécial, les représentants des gouvernements et du secrétariat ont discuté, pendant trois jours, chaque activité et produit de la CEPALC

pour finalement retenir, de façon consensuelle, les éléments considérés absolument pertinents. Bien que le débat se poursuive, cet exercice avait répondu aux directives de l'Assemblée générale, à savoir faire davantage avec moins de ressources, d'une manière plus efficace et dans des domaines soigneusement sélectionnés.

11. Le Secrétaire exécutif a dégagé de cet exercice les conclusions suivantes: i) le rapport du Groupe de travail spécial ne doit pas être considéré comme un produit fini mais comme un pas décisif sur la voie d'un objectif plus vaste; ii) la méthodologie de travail du Groupe s'est avérée très productive, non seulement pour le secrétariat mais aussi pour les pays membres, que ce soit sur le plan individuel ou entre eux. Chaque fois que se présentaient des divergences, le secrétariat s'est efforcé de favoriser le consensus. Les travaux menés durant la réunion, qui fut l'antithèse d'un exercice rituel, avaient fortement contribué à la consolidation d'une instance collective chargée de fixer les priorités; iii) il fallait améliorer le système de programmation des Nations Unies et sa codification de façon à pouvoir mieux quantifier et mesurer la mise en oeuvre des programmes.

12. Le Secrétaire exécutif a ensuite expliqué les quatre catégories de priorité relative en fonction desquelles avaient été classifiées les activités du programme de travail, et la façon dont ce processus allait se refléter dans le programme révisé. La catégorie "A" regroupe les activités considérées indispensables, à savoir 10 p.100 du nombre total; la catégorie "D" correspond aux activités qui, dans la pratique, ne pourraient être menées à bien (5 p.100), à moins que les ressources suspendues au cours de la période biennale 1996-1997 ne soient restituées pour l'exercice 1998-1999; les deux autres catégories "B" et "C" comprennent les activités présentant une priorité relative intermédiaire (respectivement, 75 et 10 p.100 du nombre total).

13. Il a finalement signalé que le secrétariat ne considérait pas le rapport en question comme définitif, mais au contraire comme faisant partie d'un processus en pleine évolution, grâce auquel la Commission avait amorcé une nouvelle méthodologie de travail. Le but de cette réunion n'était pas de d'analyser le document mais d'en faire connaître le contenu et la façon dont les priorités avaient été établies. Pour conclure, il a affirmé que la CEPALC continuerait de préparer l'exercice budgétaire pour la période biennale 1998-1999 et qu'une nouvelle réunion du Groupe de travail serait convoquée en temps opportun, si possible au siège des Nations Unies afin de favoriser la participation des pays des Caraïbes pour qui il était difficile de se faire représenter à Santiago du Chili.

14. Plusieurs délégations sont ensuite intervenues. Certains représentants ont affirmé que la réunion du Groupe de travail spécial avait été extrêmement utile et qu'elle avait été l'occasion d'amorcer un dialogue sur des thèmes de fond.

15. Une délégation a fait ressortir l'importance du développement à l'échelon régional et a souligné le caractère opportun de la priorité accordée, dans le programme de travail, aux activités de soutien du régionalisme ouvert dans le contexte des processus d'intégration actuellement en cours dans la région, en particulier le Mercosur, l'Accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord (Alena) et la Zone de libre-échange des Amériques, rendant ainsi indispensable le rôle de la CEPALC en tant qu'organisme indépendant.

16. D'autres représentants ont signalé que la réforme des Nations Unies s'inscrivait dans le cadre de relations internationales changeantes qui exigeaient, notamment, une plus grande austérité sur le plan des dépenses publiques. Sans prétendre assimiler cette réforme à un simple encadrement budgétaire, ils ont affirmé qu'il fallait faire preuve d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources disponibles.

17. Un représentant a fait remarquer que, bien que l'importance des commissions régionales ait été réaffirmée récemment par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/227, nul n'ignorait que certains pays mettaient en doute leur utilité et que la question réapparaissait fréquemment dans les débats concernant la réforme des Nations Unies.

18. Une autre délégation a affirmé que l'apport intellectuel des commissions régionales était important dans le suivi du Programme d'action adopté à Beijing en ce qui concerne la condition de la femme et a demandé si cette activité était dûment prévue dans le programme de travail.

19. Un représentant a posé la question de savoir si le secrétariat reconnaissait implicitement la nécessité de réduire le nombre de ses activités en fonction des nouvelles contraintes budgétaires. A cet égard, il a ajouté que son gouvernement n'était pas d'accord avec la possibilité de réduire le montant des contributions budgétaires versées aux commissions régionales. Il a également fait part de ses doutes quant à l'incidence de la réforme sur la CEPALC par rapport à ses effets sur les autres commissions régionales.

20. Répondant aux deux dernières questions, le Secrétaire exécutif a signalé que la CEPALC prévoyait de participer aux activités de suivi du Programme d'action de Beijing et qu'il était notamment prévu d'organiser une réunion régionale dans ce domaine fin 1997. Quant à la deuxième question, il partageait l'opinion selon laquelle on ne pouvait assimiler la "réforme" à une contraction (downsizing) du secrétariat. Il a cependant rappelé qu'en 1996, le secrétariat avait déjà, dans la pratique, travaillé avec un volume de ressources nettement inférieur à celui qui était initialement prévu dans le projet soumis au siège de l'Organisation en 1995. C'est pourquoi cet exercice avait pour but d'accroître la pertinence, l'efficacité et l'efficacité des activités de la CEPALC, afin de tirer le meilleur parti possible, en termes de génération de produits utiles, des ressources mises à sa disposition, quelqu'en soit le montant.

21. En ce qui concerne les effets du processus de réforme sur d'autres commissions régionales, il a manifesté ne pas être en mesure d'établir des comparaisons, n'étant pas au courant de leurs expériences; il savait néanmoins que la Commission économique pour l'Afrique était en plein processus de réforme et que la Commission économique pour l'Europe avait entrepris un exercice de hiérarchisation des priorités, similaire à celui amorcé au sein de la CEPALC. D'une manière générale, il était au courant des processus de rationalisation des activités de toutes les Commissions et l'avance de la CEPALC dans ce domaine était certainement due au fait que les premières mesures y avaient été adoptées il y a plusieurs années, bien avant que ne se déclenche la crise financière actuelle.

22. A une question relative à l'état actuel du Plan à moyen terme, le Secrétaire exécutif a répondu que la proposition du secrétariat sur ce Plan avait, semble-t-il, été favorablement accueillie au sein des différentes instances du siège de l'Organisation. Quant à la prochaine réunion du Groupe de travail spécial, il a indiqué que celle-ci serait tenue en temps opportun et avec la périodicité nécessaire pour assurer le suivi du processus, probablement au cours du dernier trimestre de 1997.

23. Une délégation ayant manifesté son souci quant au processus de réforme des Nations Unies, le Secrétaire exécutif a souligné que la CEPALC avait l'avantage de posséder une identité institutionnelle bien définie, d'être très proche de ses Etats membres et d'avoir un espace de travail parfaitement délimité, outre ses avantages comparatifs au sein et en dehors du système des Nations Unies. De tels actifs institutionnels facilitaient le processus d'adaptation de la CEPALC à l'évolution des circonstances.

24. Répondant à une dernière question, il a affirmé ne pas concorder avec la teneur du document Our Global Neighbourhood où l'importance des commissions régionales était remise en question. Il estimait,

quant à lui, que les Nations Unies avaient besoin d'une instance régionale permettant d'harmoniser régionalisme et multilatéralisme. Dans le cas contraire, le régionalisme pourrait conduire à un morcellement du monde en groupements fermés. Les commissions constituaient également le mécanisme idéal pour exprimer les prises de position régionales au sein des instances mondiales et faire connaître les problèmes mondiaux à l'échelon régional. Tous ces éléments, sans mentionner le fait qu'il est plus facile, pour les Nations Unies, de fonctionner dans les régions qu'à partir d'un siège central, confirmaient, à son sens, l'indéniable utilité des commissions. Déterminer si leur potentiel était pleinement mis à profit était une toute autre question.

25. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a remercié tous les délégués, venus en grand nombre, et a manifesté sa reconnaissance à l'Ambassadeur du Costa Rica auprès des Nations Unies pour le rôle joué par le représentant de son pays en sa qualité de Président du Groupe de travail spécial. L'Ambassadeur Fernando Berrocal a, lui aussi, remercié tous les participants de leur présence à cette réunion.

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CEPALC
POUR LA PERIODE BIENNALE 1998-1999***

* Ce document contient une version révisée du programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999, adopté à la vingt-sixième session de la Commission aux termes de la résolution 559(XXVI), à la lumière des recommandations formulées à cette réunion.

SIGLES

ALADI	Association latino-américaine d'intégration	
ALIDE	Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement	
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique	
BID	Banque interaméricaine de développement	
CARICOM	Communauté des Caraïbes	
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes	
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale	
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	
FLACSO	Faculté latino-américaine de sciences sociales	
FMI	Fonds monétaire international	
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification	économique et sociale
JUNAC	Conseil de l'Accord de Carthagène	
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	
OEA	Organisation des Etats américains	
OIT	Organisation internationale du travail	
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie	
OLAMI	Organisation latino-américaine des mines	
OMC	Organisation mondiale du commerce	
OMS	Organisation mondiale de la santé	
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	
OPS	Organisation panaméricaine de la santé	
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement	
PREALC	Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes	
SAD	Société andine de développement	
SELA	Système économique latino-américain	
SIECA	Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique	de l'Amérique centrale
UE	Union Européenne	
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la	culture
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	
UNSTAT	Division de statistique des Nations Unies	

INTRODUCTION

Le secrétariat de la CEPALC a soumis à l'examen des Etats membres de la Commission le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale lors de sa vingt-sixième session tenue à San José, Costa Rica, du 15 au 22 avril 1996.

Trois grands facteurs ont été pris en considération dans l'élaboration de cette proposition, à savoir: en premier lieu, la situation et l'évolution des économies de la région durant cette première partie de la décennie et les priorités qui en découlent en termes de développement régional; en deuxième lieu, les problèmes nouvellement apparus sur la scène mondiale et dont les répercussions dans la région exigent des efforts d'adaptation de la part des pays d'Amérique latine et des Caraïbes; et, en troisième lieu, les multiples contraintes imposées par la réforme des Nations Unies, lesquelles se traduisent, entre autres, par le besoin d'appliquer des critères plus rigoureux de sélectivité dans l'élaboration du programme de travail.

Dans le premier domaine, le secrétariat a fait état, dans ses derniers rapports, des déficiences et des points forts de l'évolution économique dans la plupart des pays de la région.² Il est indéniable que d'importants progrès ont été accomplis sur le plan de la gestion macro-économique, du développement institutionnel et des entreprises productives. Ces progrès se traduisent généralement par une croissance modérée, une consolidation des équilibres financiers et un accès opportun au financement extérieur. Cependant, une telle croissance s'est avérée insuffisante pour absorber les nouveaux demandeurs d'emploi, ce qui explique la lenteur du processus de résorption des iniquités sociales.

Les objectifs primordiaux du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes en termes d'accélération de la croissance et d'amélioration de l'équité sociale restent donc les suivants: i) l'application du progrès technique aux entreprises productives, en particulier aux petites et moyennes entreprises; ii) la mise au point de technologies respectueuses de l'environnement aux fins de l'exploitation des ressources naturelles de la région; iii) l'atteinte de niveaux croissants d'épargne intérieure et son acheminement vers les investissements productifs; iv) la création d'un cadre institutionnel propice à l'investissement, à la croissance et à la gouvernabilité; v) l'investissement en ressources humaines moyennant l'amélioration qualitative des systèmes d'éducation et de santé; vi) le ciblage des dépenses publiques sur les couches à moindres revenus et une approche plus participative du processus

² Voir CEPALC, Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1995 (LC/G.1892-P), Santiago du Chili, 1995; Panorama social de América Latina. Edición 1995 (LC/G.1886-P), Santiago du Chili, 1995; Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie (LC/G.1898(SES.26/3)), Santiago du Chili, 1996; Quinze ans d'expérience économique. L'Amérique latine et les Caraïbes, 1980-1995 (LC/G.1925(SES.26/17)), Santiago du Chili, 1996.

de prise de décision; et vii) la consolidation d'institutions servant d'assises à des systèmes politiques pluralistes et participatifs. Ces objectifs posent des problèmes de type conceptuel et pratique qui doivent trouver écho dans le programme de travail de la CEPALC.

En ce qui concerne le deuxième aspect, toute référence aux surprenantes mutations résultant du processus de mondialisation constitue déjà un lieu commun. Une partie substantielle du plan d'activités de l'Organisation des Nations Unies est destinée à aider les gouvernements à s'adapter aux aléas du contexte international, quelles qu'en soient les manifestations. Pour ce qui est de l'Amérique latine et des Caraïbes, le caractère prioritaire évident de certaines activités s'applique aussi bien aux relations à l'intérieur de la région qu'aux rapports avec les pays d'autres régions. Tel est le cas de la mise en oeuvre des règlements et des normes prévues dans l'Acte final de la série de négociations de l'Uruguay et des politiques susceptibles de favoriser l'insertion de la région aux courants financiers internationaux. La CEPALC est en mesure d'apporter une contribution importante à ce processus d'adaptation, comme il en est fait état dans ce programme de travail.

Finalement, les contraintes financières qui touchent actuellement les Nations Unies ainsi que les exigences accrues en matière de justification de l'emploi des fonds obligent la CEPALC à sélectionner les activités futures avec la plus grande minutie et à concentrer ses efforts dans les domaines où ses avantages comparatifs lui permettent d'apporter une contribution plus significative aux gouvernements de ses Etats membres. A cet égard, il s'agit, moyennant ce programme de travail, de préciser davantage l'identité institutionnelle de la CEPALC. La Commission est en effet la seule institution régionale à se consacrer d'une façon systématique à l'étude des grands problèmes associés au développement des pays latino-américains et des Caraïbes d'un point de vue régional. Elle conjugue les travaux analytiques et les services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, l'assistance technique, la formation et l'appui à la coopération régionale et internationale. Cette mission répond aux grands principes arrêtés récemment par l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.³

Certaines activités prévues dans le programme de travail seront menées à bien en coopération avec d'autres organismes afin de conjuguer les efforts. De même, pour la plupart d'entre elles, les organismes nationaux des gouvernements des Etats membres seront constamment consultés.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 s'inscrit dans le cadre du nouveau plan à moyen terme qui sera bientôt adopté par l'Organisation des Nations Unies. Sa structure a été profondément remaniée par rapport aux projets présentés lors des sessions antérieures. Les programmes et les sous-programmes n'ont pas été abordés selon la liste habituelle de l'Organisation mais ont été regroupés par thèmes; ceux-ci ont été définis à la lumière des trois facteurs mentionnés au début de cette introduction.

Dans un premier temps, le contenu du programme de travail a été défini par le secrétariat à l'issue d'un exercice de planification stratégique qui a permis de cerner les thèmes les plus importants pour la région d'ici à la fin de la décennie, ainsi que d'un processus de consultations officielles effectuées dans les pays lors des nombreuses missions de coopération technique.

³ Boutros Boutros-Ghali, Agenda pour le développement (A/48/935), New York, Nations Unies, 1994.

Par la suite, les délégués participant à la vingt-sixième session de la Commission ont adopté la résolution 559(XXVI) aux termes de laquelle celle-ci approuve le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999. Au cours de cette réunion, il a notamment été recommandé que les activités réalisées par les bureaux sous-régionaux de la CEPALC pour les Caraïbes ainsi que pour le Mexique et l'Amérique centrale fassent l'objet de sous-programmes indépendants. De même, suite à une recommandation de la Division de la planification des programmes et du budget, il a également été convenu de présenter séparément les sous-programmes de la Population et du développement et des Statistiques et projections économiques. Les autres sous-programmes ont été révisés de façon à ce qu'il soit tenu compte des modifications mentionnées plus haut. Le nombre de sous-programmes est donc passé de 7, dans la version originale, à 11, tels qu'ils figurent dans cette version révisée.

Le document comprend une description des différents sous-programmes qui doivent être couverts pendant la période biennale. Chaque sous-programme consiste en une brève introduction, suivie d'une description des sphères thématiques dont il est composé et d'une liste détaillée des activités à réaliser et des produits qui en découleront. Certains sous-programmes prévoient également des activités dont la réalisation dépendra de l'obtention de fonds extra-budgétaires et qui sont mentionnées à la fin de la description de la sphère thématique pertinente.

Le secrétariat a, dans l'élaboration de ce projet de programme de travail, suivi les instructions du siège de l'Organisation en matière de ressources. Il était prévu que le programme soit mené à bien avec la même quantité de ressources humaines prévue dans le budget de la période biennale 1996-1997, avant la décision adoptée à la fin 1995 par l'Assemblée générale quant à l'application de mesures provisoires d'austérité et d'efficacité.

Dans la résolution 553(XXVI) sur la réforme des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC, la Commission a décidé de créer un groupe spécial de travail ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures. La première réunion du groupe spécial de travail se tiendra en juillet 1996 et ses travaux seront basés sur cette nouvelle version du programme de travail.

Finalement, tout comme pour les programmes antérieurs, le secrétariat a utilisé la classification et la description des activités telles qu'elles ont été définies par le siège, à savoir publications périodiques et non périodiques, matériel technique, matériel et services d'information, réunions intergouvernementales et d'experts, activités opérationnelles (y compris les services consultatifs et de formation collective) et les activités intermédiaires.⁴

⁴ La description des différents types d'activités figure en annexe de ce document.

SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET SPECIALISATION PRODUCTIVE

Présentation

Pour assurer la pérennité de leur développement économique, il est indispensable que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes améliorent leur insertion internationale, c'est-à-dire leur participation quantitative et qualitative aux courants commerciaux, l'investissement étranger direct et la technologie, et qu'ils soient mieux à même de tirer parti des cycles d'expansion du commerce international et de résister aux phases négatives, moyennant la diversification des produits et des marchés, la recherche d'investissements et d'alliances à l'étranger, et une meilleure articulation entre les exportations et les autres activités productrices.

Malgré les progrès notables accomplis, au cours de ces deux dernières décennies, pour améliorer leur insertion internationale grâce à la diversification de leurs exportations en termes de composition et de destination, les pays de la région doivent encore répondre au défi que représente la consolidation des nouveaux modèles de spécialisation fondés sur une transformation profonde de la structure productive et sur l'augmentation de la compétitivité internationale.

Les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à fournir aux Etats membres l'information analytique et des études empiriques concernant les grandes tendances de l'économie internationale ainsi que les défis et les possibilités qu'elles présentent aux fins de l'insertion internationale de leurs économies; à évaluer la nature et l'évolution récente de cette insertion et suggérer les politiques susceptibles de favoriser l'expansion et la diversification du commerce des biens et des services, ainsi que la compétitivité et la croissance de leurs économies; à réaliser des études comparatives d'expériences de développement du secteur exportateur, au sein et hors de la région, afin d'analyser les variables qui influent sur la capacité de mobilisation des exportations vis-à-vis des autres secteurs économiques; et à contribuer à l'examen des politiques commerciales et de l'évolution du cadre réglementaire du commerce international afin d'optimiser l'utilisation du champ d'action disponible et de renforcer la capacité de négociation de la région.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 comprend deux groupes de sphères thématiques. Le premier —composé des sphères thématiques 1.1 à 1.5 y compris— englobe les activités associées à la mondialisation et aux aléas de l'environnement international, les politiques commerciales nationales et l'intégration des marchés, les modifications de la structure de la concurrence internationale et leurs répercussions sur la région, l'articulation entre le secteur exportateur et le reste de l'économie et les modèles de spécialisation commerciale.

Finalement, le deuxième groupe d'activités —qui comprend les sphères thématiques 1.6 à 1.8 y compris— prévoit l'examen de questions spécifiques d'ordre interdisciplinaire liées au développement du commerce international dans la région. Ces sphères thématiques couvrent successivement les questions du transport international et de la compétitivité, la compétitivité de l'industrie minière des pays de la région et les rapports entre le commerce international et l'environnement.

1. Activités

Sphère thématique 1.1: Mondialisation et évolution du scénario international

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Deux réunions d'experts chargés d'examiner les thèmes des rapports annuels mentionnés ci-après (une par période biennale).

b) Publications non périodiques

Deux rapports annuels sur: i) l'évolution récente de la structure et des principaux courants du commerce international, le financement extérieur et l'investissement étranger direct; ii) les tendances de croissance des principaux marchés vers lesquels sont dirigées les exportations régionales; iii) le processus d'insertion dynamique à l'économie mondiale des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et de la région prise dans son ensemble.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande quant à l'évolution de l'économie mondiale et ses répercussions dans la région.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 1.2: Les politiques commerciales nationales et l'intégration des marchés

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner la marge de manoeuvre possible pour les gouvernements de la région dans leurs politiques d'insertion internationale.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'incidence des engagements multilatéraux, régionaux et hémisphériques sur les politiques commerciales de la région.

ii) Une étude sur l'harmonisation des politiques commerciales et les conditions de compétitivité existant dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

iii) Une étude annuelle sur les barrières imposées par les Etats-Unis aux exportations de l'Amérique latine et des Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les politiques commerciales et leurs rapports avec les politiques de transformation du processus de production.

Sphère thématique 1.3: Questions spécifiques liées aux modifications de la structure de la concurrence internationale

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'incidence de la concurrence internationale sur la mise au point des politiques commerciales de la région.

ii) Une étude sur les nouveaux marchés qui s'ouvrent aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Sphère thématique 1.4: Insertion internationale, croissance durable et équité

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner le caractère systémique des changements productifs impliqués dans la spécialisation commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, et leurs répercussions sur les stratégies régionales de transformation du processus de production dans un climat d'équité.

b) Publications non périodiques

Une étude comparative des expériences observées au sein et hors de la région en matière d'articulation entre le secteur exportateur et le reste de l'économie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Sphère thématique 1.5: Modèles de spécialisation commerciale

a) Publications non périodiques

i) Deux études sur le dynamisme et la structure du commerce international de la région par groupes homogènes, par produits et par opérateurs principaux.

ii) Une étude sur la promotion des exportations non traditionnelles et de manufactures, des services et des secteurs à forte intensité technologique.

iii) Une étude sur le développement technologique et les exportations, sur la base de l'étude comparative de certaines expériences réalisées en Asie et en Amérique latine.

Sphère thématique 1.6: Le transport international et la compétitivité

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner la situation du transport maritime régional dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration verticale des services.

b) Publications périodiques

Boletín FAL, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes.

c) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'adaptation des services régionaux de transport maritime au commerce extérieur de la région.

ii) Une étude sur l'incidence de l'économie mondiale sur le système de conférences maritimes.

d) Activités intermédiaires

Assistance à l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), à la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), au Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), au Marché commun du sud (MERCOSUR) et au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), ainsi qu'à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud, en matière de transport international maritime et multimodal.

Sphère thématique 1.7: La compétitivité de l'industrie minière dans les pays de la région

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la compétitivité de l'industrie minière des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

Une étude sur la compétitivité de l'industrie minière des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à la fin des années 90. Une attention spéciale sera accordée à l'examen des changements relatifs à la localisation de la production minière mondiale, ainsi qu'à la détermination des nouvelles modalités d'embauche et d'association au sein de l'industrie, et aux modifications quantitatives et qualitatives que subira la participation de la région sur le marché mondial.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'investissement et la compétitivité dans l'industrie minière.

d) Activités intermédiaires

Assistance à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI) quant au développement de l'activité minière.

Sphère thématique 1.8: Le commerce international et l'environnementa) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les rapports entre le commerce international et l'environnement, notamment en ce qui concerne la portée et la possibilité d'appliquer les critères de qualité environnementale et la compétitivité au niveau des relations commerciales entre la région et le reste du monde, ainsi que la mise en oeuvre des politiques pertinentes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les critères de qualité environnementale et de compétitivité et leurs répercussions sur le commerce extérieur de la région. On y soulignera les effets positifs qu'une politique environnementale adéquate peut exercer sur le commerce extérieur ainsi que les barrières écologiques imposées par les pays développés.

ii) Une étude sur les nouvelles mesures prises par les entreprises pour atténuer ou éliminer l'impact sur l'environnement des produits ou des processus de production, ainsi que leur incidence sur la promotion des exportations.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des facteurs environnementaux dans les accords commerciaux aux échelons sous-régional et régional, ainsi que l'harmonisation des politiques environnementales dans le cadre du respect des accords internationaux en matière de commerce.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées, en majeure partie, moyennant l'échange de données d'information et la réalisation de consultations techniques avec la CNUCED, l'OMC, le SELA, la BID et l'OEA.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités menées. A cet égard, pour la réalisation des activités liées à la mondialisation et aux aléas de l'environnement international, on consultera périodiquement les responsables des activités correspondantes au siège des Nations Unies à New York, de la CNUCED et du SELA, ainsi que les groupes de pays latino-américains et des Caraïbes (GRULAC) à New York, Genève et Bruxelles.

En ce qui concerne les politiques commerciales et la promotion des exportations, des consultations seront effectuées périodiquement auprès de l'ALADI, de la Banque latino-américaine d'exportation (BLADEX), la Société andine de développement (SAD), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

Pour ce qui est des études comparatives entre l'Amérique latine et les économies des pays asiatiques, des consultations seront régulièrement effectuées auprès de la commission économique régionale des Nations Unies pertinente, à savoir la CESAP.

Dans le domaine du transport international et de la compétitivité, les travaux seront menés en étroite coopération avec l'ALADI, avec l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF), la COCATRAM, le JUNAC, le MERCOSUR, le SIECA et le SELA, ainsi qu'avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud et la Réunion des directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal, et avec la Banque mondiale et la BID.

Les activités ayant trait à la compétitivité de l'industrie minière seront menées à bien moyennant des consultations périodiques auprès de l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI), l'ALADI, le JUNAC et le SELA. Les activités concernant le commerce international et l'environnement seront réalisées en collaboration avec plusieurs programmes et services du système des Nations Unies, en particulier avec le PNUE.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont responsables de la formulation, de l'application et de la gestion de stratégies et de politiques de commerce extérieur et de négociation commerciale internationale. Certains produits seront également destinés aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux concernés par le transport international, l'industrie minière et l'environnement.

D'autres utilisateurs de ces produits seront certaines institutions du secteur privé, telles que les associations de producteurs et d'exportateurs, les chambres de commerce, les organisations professionnelles et de travailleurs, ainsi que d'autres organismes de développement dans le domaine en question.

Les produits de ce sous-programme seront également utilisés par les organismes régionaux et sous-régionaux, les établissements universitaires, les centres de recherche et d'autres entités concernées par la coopération technique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture du matériel et des services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET COOPERATION REGIONALE

Présentation

Le défi qu'implique l'harmonisation entre la mondialisation économique et les accords régionaux d'intégration afin d'éviter la segmentation de l'économie mondiale en blocs doit être envisagé, à l'échelon hémisphérique, dans le contexte de la pléthore d'engagements souscrits par de nombreux pays de la région aux niveaux bilatéral, plurilatéral, régional, sous-régional et hémisphérique.

Dans le même temps, le processus d'intégration régional montre deux volets: d'une part, les accords d'intégration de type unidimensionnel ou à portée limitée, visant à la libéralisation des marchés des biens, des services et des facteurs de production (à l'exception de la main-d'oeuvre) et, d'autre part, des accords d'intégration multidimensionnels ou profonds qui se sont déjà traduits par la création d'unions douanières et visent à la mise sur pied de marchés communs et d'unions économiques, ainsi qu'à la formulation de politiques coordonnées, harmonieuses, voire communes.

Les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à contribuer à l'étude des problèmes conceptuels et pratiques auxquels vont se heurter les pays de la région dans la mise en oeuvre des engagements d'intégration actuellement en cours d'exécution ou à souscrire; à aider les Etats membres et les institutions sous-régionales d'intégration sur les plans analytique et opérationnel, afin de perfectionner les zones de libre-échange existant dans la région, assurer leur éventuelle convergence et, dans la mesure du possible, faciliter leur transition de processus d'intégration limités vers des mécanismes à plus vaste portée; et suivre de près toutes les questions présentant une importance croissante dans le cadre de l'intégration de la région, telles que le volet social de l'intégration régionale et la mise sur pied d'une infrastructure qui favorise le processus d'intégration, en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 comprend quatre sphères thématiques. Les trois premières couvrent les activités liées à l'évolution et aux perspectives du processus d'intégration dans la région, notamment en ce qui concerne les aspects économiques, réglementaires et institutionnels nécessaires à la convergence future des différents accords; le processus d'internationalisation des entreprises latino-américaines, en particulier des petites et moyennes entreprises; et, le volet social de l'intégration en Amérique latine et aux Caraïbes. On prévoit en outre de poursuivre les activités de soutien du processus d'intégration hémisphérique.

Finalement, la sphère thématique 2.4 concerne le développement d'une infrastructure adéquate pour le processus d'intégration, notamment du point de vue de l'infrastructure et des services de transport régional.

1. Activités

Sphère thématique 2.1: Convergence du processus d'intégration: aspects économiques, réglementaires et institutionnels

a) Publications non périodiques

Deux rapports annuels sur l'évolution et les perspectives du processus d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans lesquels seront abordés les thèmes suivants: i) l'évolution du commerce et de l'investissement au sein de la région; ii) la nature des échanges commerciaux: le commerce intra-industriel; iii) l'internationalisation des entreprises latino-américaines et des Caraïbes; iv) la convergence du cadre réglementaire régional; v) la convergence au niveau des politiques de réglementation sociale.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'évolution et les perspectives du processus d'intégration régionale.

c) Activités intermédiaires

Appui au processus d'intégration hémisphérique. A l'issue du Sommet des Amériques, tenu à Miami (Etats-Unis) en décembre 1994, les chefs d'Etat et de gouvernement sont notamment convenus de créer la "Zone de libre-échange des Amériques", à l'horizon 2005. Ils ont également demandé à l'OEA, à la BID et à la CEPALC d'assister les gouvernements dans la réalisation de ces engagements. Pour ce faire, les trois institutions ont mené diverses activités conjointes qui se poursuivront certainement au cours de la période biennale comprise dans ce programme.

Sphère thématique 2.2: Les investissements au sein de la région: l'internationalisation des entreprises latino-américaines

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés de comparer le régionalisme ouvert en Amérique latine et en Asie, en particulier en ce qui concerne le comportement des petites et moyennes entreprises (PME).

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les expériences de régionalisme ouvert en Asie: l'investissement au sein de la région, l'association entre entreprises et l'innovation technologique.

ii) Une étude sur le rôle des petites entreprises des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les expériences des PME dans le contexte des mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 2.3: Le volet social de l'intégration régionalea) Publications non périodiques

Une étude sur les aspects, les bénéfices et les coûts sociaux du processus d'intégration, en particulier en ce qui concerne l'emploi et la sécurité sociale.

b) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande sur tout ce qui concerne le volet social de l'intégration régionale.

Sphère thématique 2.4: Infrastructure et services de transport régionala) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner les options en matière de cadres réglementaires et de mécanismes de marché susceptibles de créer et de préserver un équilibre dans la concurrence entre le mode ferroviaire et le mode routier.

ii) Une réunion d'experts sur l'intermédiation dans le transport international en Amérique latine et dans les Caraïbes, et son insertion aux services mondiaux d'appui.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les conséquences des différentes modalités de privatisation des chemins de fer et de la concession des services d'entretien routier sur la répartition modale et l'efficacité du secteur du transport terrestre en Amérique latine.

ii) Une étude sur l'incidence éventuelle de la concurrence au sein de marchés élargis sur l'évolution technologique et des entreprises des services de transport terrestre.

iii) Une étude sur les facteurs favorables à la concurrence sur les marchés des services d'intermédiation du transport.

c) Activités intermédiaires

Assistance à l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), à l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) et à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud, en matière d'infrastructure et de services de transport régional.

La réalisation des activités mentionnées aux points a) ii) et b) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées avec le concours du SELA, de la BID et de l'OEA, des secrétariats des différents mécanismes d'intégration existant dans la région et les organismes gouvernementaux et privés concernés par le thème de l'intégration.

Les activités en matière d'infrastructure et de services de transport régional seront menées à bien en étroite collaboration avec l'ALADI, l'ALAF et la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par la question de l'intégration et de la coopération régionales, et, pour certains produits, par le transport régional.

Les produits de ce sous-programme seront également utilisés par les organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération, les établissements universitaires, les centres de recherche et d'autres entités du secteur privé, telles que les associations de producteurs, les chambres de commerce et les organisations de travailleurs, professionnelles et techniques concernées par les thèmes en question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la prestation de services de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 3: DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES

Présentation

Vers la fin de cette décennie, la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes auront mené à bien et consolidé leur processus de stabilisation. Ils auront aussi progressé dans la restructuration de leurs économies. Le principal défi consistera dès lors à accélérer le rythme de croissance. A cet égard, le développement tardif offre l'avantage de pouvoir sauter certaines étapes technologiques et d'évoluer rapidement vers la frontière des possibilités de la production internationale. Pour appliquer une telle stratégie, il convient d'identifier, parmi les meilleures pratiques et technologies actuellement disponibles à l'échelon international, celles qui conviennent le mieux aux conditions locales, les adapter et les divulguer rapidement dans les économies de la région. Il faut également, dans la réalisation de ce processus, disposer d'une infrastructure adéquate et dynamique dans les domaines scientifique, technologique et de diffusion.

En outre, le caractère systémique de l'effort indispensable à l'accroissement de la compétitivité exige la mise en oeuvre dans la région de politiques de type micro-économique et méso-économique visant à faciliter la modernisation de l'entreprise, y compris la micro-entreprise et les unités de production rurales, ainsi qu'à améliorer l'efficacité du support de l'entreprise, à savoir les aspects liés à l'infrastructure, le système de formation et le marché des capitaux.

L'Amérique latine et les Caraïbes possédant une abondante dotation de ressources naturelles, leur itinéraire de développement devra nécessairement passer par une industrialisation fondée sur l'exploitation de leurs richesses naturelles parallèlement à l'expansion des activités connexes. A cet égard, il convient de souligner l'intérêt des complexes productifs basés sur la pêche, la sylviculture, l'industrie minière, les ressources énergétiques et l'agriculture.

Finalement, la mise au point d'une politique de développement productif exige une étude approfondie du comportement de différents types d'entreprises, de la petite et moyenne entreprise (PME) aux grandes sociétés transnationales. Ces dernières constituent un facteur-clé dans la mondialisation et le réaménagement actuels des marchés internationaux, ainsi que dans le processus d'innovation technologique actuellement en cours.

Les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à assister les pays dans l'étude et la mise en oeuvre de politiques et de mesures visant à renforcer l'aspect technologique des activités productives, à accroître la compétitivité, à résoudre les goulots d'étranglement sur les marchés des facteurs-clés de production, et à encourager le développement des entreprises; à mieux appréhender le fonctionnement des complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles afin de déterminer les politiques favorisant leur consolidation et expansion; et à étudier de plus près le comportement des différents types d'entreprises, de la petite et moyenne entreprise (PME) aux grandes sociétés transnationales, en attachant une importance particulière à l'apport potentiel de ces dernières au développement économique des pays de la région. Un autre objectif consiste à aider les pays de la région dans les efforts qu'ils consentent pour améliorer l'efficacité globale de l'infrastructure de transport urbain et interurbain.

Les activités prévues pour la période biennale 1998-1999 sont regroupées en six sphères thématiques. Le groupe formé par les cinq premières sphères thématiques comprend la réalisation

d'activités liées à la dynamique de la production et l'élaboration de politiques de compétitivité dans les pays de la région; le potentiel offert par les complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles; l'étude de l'évolution des marchés des facteurs de production et son incidence sur les aspects macro-économique, méso-économique et micro-économique, la dynamique démographique et le progrès technologique; le développement des systèmes d'innovation technologique et leur adaptation aux exigences de la compétitivité et de l'insertion internationale; ainsi que les facteurs déterminants du comportement des principaux opérateurs, tels que les sociétés transnationales, les groupes nationaux et la petite et moyenne entreprise.

Finalement, la sixième sphère thématique couvre les activités menées dans le domaine du transport urbain et interurbain, secteur où devraient surgir de graves problèmes en raison des pressions accrues de la demande sur une capacité physique de l'infrastructure dont la capacité d'expansion est limitée à court terme.

1. Activités

Sphère thématique 3.1: Etude de la dynamique productive et élaboration de politiques de compétitivité en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la structure industrielle et de la compétitivité internationale de la région.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les propositions de politiques de compétitivité industrielle.

iii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les résultats de l'étude sur la position compétitive des pays de la région en matière de produits agricoles et agro-industriels.

iv) Une réunion d'experts chargés d'analyser les conclusions des travaux sur le rôle des sociétés transnationales dans la promotion des exportations.

b) Publications non périodiques

i) Quatre études analytiques sur l'évolution de la structure industrielle et la compétitivité internationale de la région, mettant l'accent sur la proposition de politiques de compétitivité.

ii) Une étude sur la position compétitive des pays de la région en matière de produits agricoles et agro-industriels.

iii) Deux études de cas sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce extérieur, dans des pays ou des secteurs à préciser.

iv) Un document de synthèse sur les sociétés transnationales, l'investissement étranger et le commerce extérieur.

v) Une étude comparative des stratégies et des politiques nationales appliquées en matière d'investissement étranger direct, et leurs répercussions sur la compétitivité internationale des économies hôtes.

c) Matériel technique

Mise à jour annuelle des logiciels CAN (Analyse de la compétitivité des pays) et PADI (Programme d'analyse de la dynamique industrielle).

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la restructuration et les politiques de compétitivité industrielle.

ii) Formation collective

- Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours ou d'ateliers de formation en vue de l'utilisation des logiciels CAN et PADI.

- Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours de postgraduat dans certains domaines liés à la restructuration industrielle et à la compétitivité internationale.

e) Activités intermédiaires

i) Elaboration d'un projet à l'échelon régional sur le comportement et l'incidence de la petite et moyenne entreprise dans les domaines industriel et agricole, ainsi que ses répercussions sur la pérennité de l'environnement.

ii) Elaboration d'un projet à l'échelon régional visant à étudier les changements intervenus dans les politiques de compétitivité industrielle et à formuler des propositions de rechange dans ce domaine.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a) iv), b) iii), b) iv) et b) v) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.2: Le potentiel des complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'incidence de l'expansion des complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles sur le processus de développement et la compétitivité de la région.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier l'élaboration de politiques visant à favoriser le développement rural productif associé à certaines villes moyennes.

b) Publications non périodiques

i) Deux études sur le potentiel des complexes productifs structurés sur la base de ressources naturelles —tels que les industries et les services d'approvisionnement et de traitement, ou les industries et les services basés, en amont et en aval, sur des facteurs technologiques ou une structure de gestion connexes—, afin de détecter les politiques susceptibles de favoriser la consolidation des complexes productifs actuellement en expansion dans la région.

ii) Une étude sur le développement rural productif associé à certaines villes moyennes.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le développement industriel basé sur le traitement des ressources naturelles.

ii) Formation collective

Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours de postgraduat dans des domaines afférents aux thèmes mentionnés plus haut.

d) Activités intermédiaires

i) Cinq études de cas sur le développement rural productif associé à certaines villes à dimensions moyennes, dans des aires spatiales à préciser.

ii) Elaboration d'un projet à l'échelon régional sur le développement basé sur l'industrialisation des ressources naturelles.

On prévoit la mise en oeuvre, au cours de la période biennale, d'un projet sur le développement rural productif associé à certaines villes moyennes.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a) ii) et d) i) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.3: Etude de l'évolution des marchés de facteurs de la région et leur interdépendance avec les aspects macro-économique, méso-économique et micro-économique, la dynamique démographique et le développement technologique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les raisons qui sont à l'origine des changements intervenus sur les marchés des facteurs de la région et de formuler les recommandations de politique pertinentes.

b) Publications périodiques

Inversión extranjera en América Latina y el Caribe, publication annuelle (une par année de la période biennale).

c) Publications non périodiques

i) Une étude sur les marchés de facteurs de la région, mettant l'accent sur le repérage et l'examen des raisons qui sont à l'origine des mutations qu'ils enregistrent. Une attention particulière sera accordée aux rapports d'interdépendance avec les aspects macro-économique, méso-économique et micro-économique, la dynamique démographique et le développement technologique.

ii) Deux documents de mise à jour du cadre juridique et de l'information statistique en matière d'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes (un par année de la période biennale).

iii) Deux rapports sur les sociétés transnationales et l'investissement étranger, dans des domaines à préciser.

d) Matériel technique

Développement et mise à jour de la base de données sur l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes, comprenant le cadre juridique et l'information statistique.

Sphère thématique 3.4: Les systèmes d'innovation technologique de la région et leur adaptation aux exigences de la compétitivité et de l'insertion internationale

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les études sur les systèmes d'innovation technologique à la lumière des exigences de la compétitivité et de l'insertion internationale de la région.

b) Publications non périodiques

i) Deux études de cas sur les sociétés transnationales et leur incidence sur la modernisation technologique et sur l'accroissement de la compétitivité internationale des économies de la région.

ii) Deux études sur les systèmes d'innovation et de transfert technologique: l'une concernant le secteur industriel et l'autre, le secteur agricole.

c) Activités intermédiaires

Cinq études de cas sur les systèmes d'innovation technologique à la lumière des exigences de compétitivité et d'insertion internationale dans certains pays de la région.

On prévoit la mise en oeuvre, au cours de la période biennale, d'un projet sur les systèmes d'innovation et de transfert technologique.

Sphère thématique 3.5: Facteurs déterminants du comportement des opérateurs clés: sociétés transnationales, groupes nationaux, petite et moyenne entreprise

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur les répercussions des changements stratégiques opérés par les sociétés transnationales sur les économies de la région.

ii) Une étude sur l'internationalisation des sociétés latino-américaines moyennant les investissements à l'étranger, au sein et hors de la région.

iii) Une étude sur la dynamique de la petite et moyenne entreprise dans la région.

iv) Une étude sur les nouveaux facteurs déterminants —extérieurs et intérieurs— et les critères de politique nécessaires pour optimiser l'apport des sociétés transnationales au développement des économies hôtes.

b) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les options de politique susceptibles d'optimiser l'apport des sociétés transnationales au développement.

Sphère thématique 3.6: Transport urbain et interurbain

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les politiques de transport et les solutions apportées à la congestion urbaine dans les grandes agglomérations de la région.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'évaluation de l'impact de l'accroissement des flux de marchandises et de passagers sur le développement des centres urbains en question.

ii) Une évaluation comparative des options possibles pour améliorer le transport urbain régional moyennant des investissements permettant l'expansion de la capacité physique ou des mesures visant à modifier la distribution spatiale, modale ou temporelle de la demande.

c) Activités intermédiaires

Assistance à la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud ainsi qu'au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), en matière de transport urbain et interurbain.

La réalisation de l'activité mentionnée au point b) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec diverses organisations gouvernementales, universitaires et du secteur privé concernées par les thèmes en question, ainsi qu'avec la FAO, la CNUCED, le PNUD et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Des rapports de collaboration réciproque seront également établis avec diverses institutions internationales et régionales, telles que la Banque mondiale, la BID et le SELA.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités réalisées.

Les activités en matière de transport urbain et interurbain seront menées à bien en étroite collaboration avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud et avec le SIECA.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par l'analyse, la mise au point et l'application de politiques relatives au développement de la production, de la technologie et des entreprises des secteurs industriel et agricole, à l'investissement étranger et aux sociétés

transnationales, ainsi qu'aux systèmes d'innovation technologique. D'autres utilisateurs seront, pour certains produits, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux concernés par le transport urbain et interurbain.

Les produits de ce sous-programme seront également utilisés par diverses institutions du secteur privé, telles que les associations d'entreprises, de travailleurs et professionnelles, ainsi que les universités et d'autres institutions d'enseignement et de recherche, de même que les centres de développement et de diffusion technologique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 4: REFORMES ET POLITIQUES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Présentation

Les gouvernements de la région mettent actuellement en oeuvre des réformes ainsi que des politiques macro-économiques et institutionnelles de grande envergure afin d'instaurer de nouveaux modes de fonctionnement des économies. Le secrétariat épaulé ces efforts moyennant des travaux d'analyse de ces réformes, de suivi des résultats obtenus et le développement des systèmes d'information, de façon à améliorer la prise de décisions d'ordre public et privé ainsi que l'évaluation des résultats. A l'échelon macro-économique, le secrétariat assure un suivi des différentes politiques aux fins de l'élaboration de l'Estudio económico, du Panorama económico et du Balance preliminar qui, sur la base de données d'information comparables, figurent parmi les sources les plus actualisées d'évaluation macro-économique disponibles dans la région.

L'examen des réformes budgétaires, monétaires et de change ainsi que des politiques respectives a été réalisé en étroite collaboration avec les gouvernements, ce qui a permis de dégager des conclusions quant aux succès obtenus, aux difficultés rencontrées et aux défis à relever. Dans ce contexte, il faudra probablement, dans les prochaines années, accorder une attention croissante aux politiques propres à renforcer la capacité interne de générer des ressources financières aux fins de l'investissement et à permettre, dans le même temps, un fonctionnement adéquat des institutions et des mécanismes susceptibles d'acheminer ces ressources vers la formation de capital.

Ce sous-programme a pour objectifs principaux de: i) dresser un bilan systématique de l'application de politiques et de réformes économiques et en évaluer l'incidence sur le comportement des économies de la région; ii) participer activement, en collaboration avec les gouvernements, à la mise au point de ces politiques et de ces réformes, et iii) améliorer le recueil, l'élaboration et la diffusion des statistiques économiques nécessaires à la prise de décisions dans les secteurs public et privé.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 prévoit cinq sphères thématiques. Les deux premières regroupent les activités associées à l'étude de l'évolution des économies latino-américaines et des Caraïbes, ainsi que des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales de la région. La troisième sphère thématique couvre les activités en matière d'épargne, d'investissement et de financement et la quatrième concerne la gestion de l'information aux fins du développement.

Finalement, la cinquième sphère thématique englobe les activités associées à l'analyse des économies développées de l'hémisphère et leur incidence sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

1. Activités

Sphère thématique 4.1: Analyse globale et sectorielle du comportement des économies en Amérique latine et aux Caraïbes

Publications périodiques

- a) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1997-1998
- b) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1998-1999

Cette publication est élaborée chaque année et est essentiellement composée de deux sections. La première est consacrée à l'examen global de l'évolution récente de l'Amérique latine et des Caraïbes. On y analyse les changements intervenus dans la région à la lumière de l'économie internationale, de même que la politique économique, les problèmes structurels que présentent les différents types d'économies, l'évolution du niveau d'activité, de l'offre et de la demande globale, le comportement de l'investissement, l'épargne et la consommation, l'inflation, l'emploi et les salaires, ainsi que le secteur extérieur. La deuxième section comprend les rapports correspondant aux pays de la région, un examen systématique de l'évolution économique étant présenté pour chacun d'eux. La publication est accompagnée d'un ensemble de tableaux statistiques présentés sous formes de disquettes contenant des données relatives à la croissance, à l'emploi, au commerce extérieur, à la balance des paiements, à l'endettement extérieur, aux prix, aux salaires et à la situation monétaire et budgétaire. Au mois d'avril, un bref rapport préliminaire sur l'évolution de l'économie de la région pendant l'année précédente est élaboré (essentiellement à l'intention du Conseil économique et social), à titre de prélude à l'Estudio económico de América Latina y el Caribe.

- c) Panorama económico de América Latina, 1998
- d) Panorama económico de América Latina, 1999

Il s'agit d'un rapport publié en septembre de chaque année et qui contient une analyse succincte mais systématique de la performance économique de la région et des politiques en vigueur, ainsi qu'un ensemble de tableaux statistiques clés sur les tendances observées au cours du premier semestre de l'année en ce qui concerne la croissance, le chômage, le secteur extérieur, les salaires et rémunérations et d'autres variables économiques importantes dans les neuf ou dix principales économies de la région.

- e) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1998
- f) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1999

Le Balance preliminar est publié à la fin de chaque année et consiste en une description et une évaluation de la performance économique de la région. Il contient l'information détaillée la plus récente quant à l'évolution comparative des variables macro-économiques de l'ensemble de la région et de la plupart des pays. Cette publication est présentée lors d'une conférence de presse que le Secrétaire exécutif de la CEPALC offre chaque année à la fin du mois de décembre.

Sphère thématique 4.2: Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes

a) **Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts**

i) Une réunion d'experts chargés d'analyser les conclusions du document sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les conclusions du document sur les tendances de la productivité dans les économies de la région et leurs répercussions sur les variables macro-économiques.

b) **Publications non périodiques**

i) Une étude sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité. On y analysera plus particulièrement les privatisations et leurs répercussions sur l'investissement, tant à l'échelon global que sectoriel, ainsi que les nouvelles institutions créées pour superviser les entreprises privatisées dans certains secteurs caractérisés par des monopoles naturels et leur fonctionnement.....

ii) Une étude sur les politiques économiques nécessaires pour affronter les aléas extérieurs, en particulier les fluctuations des courants financiers dans des contextes de forte volatilité et leur incidence sur l'économie interne dans certains domaines tels que le taux de change, l'épargne et la stabilité du secteur bancaire.

iii) Une étude sur les tendances de la productivité dans les économies de la région et leurs répercussions sur les variables macro-économiques, en particulier la croissance économique, l'emploi et la balance des paiements. On analysera plus particulièrement les politiques susceptibles de favoriser l'accroissement de la productivité moyennant la création d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés.

iv) Une étude sur les dépenses sociales et leur capacité de contribuer à l'équité dans les sociétés latino-américaines sans compromettre la stabilité macro-économique. On mettra l'accent sur l'étude des dépenses en matière d'éducation et de santé, ainsi que sur leur incidence sur les équilibres budgétaires et sur la distribution du revenu et l'atténuation de la pauvreté.

c) **Matériel technique**

Mise sur pied, développement et entretien d'une base de données sur différents domaines associés au développement économique.

d) **Activités opérationnelles**

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le repérage de politiques susceptibles de favoriser l'investissement et la productivité, de résoudre

les problèmes liés aux courants financiers, d'accroître l'équité moyennant l'application de politiques sociales et de mettre sur pied des institutions propres à faciliter l'atteinte de ces objectifs.

ii) On prévoit, au cours de la période biennale, la réalisation de deux types d'activités dans certains domaines critiques de la politique économique: en premier lieu, une mise en oeuvre plus efficace des politiques budgétaires (recettes, dépenses, gestion fiscale et aspects institutionnels); en deuxième lieu, la décentralisation des finances publiques. Ces deux types d'activités s'inscrivent dans le cadre de l'appui à une seconde phase de réformes économiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.3: Epargne, investissement et financement

a) Publications non périodiques

i) Un document visant à analyser et à évaluer les politiques économiques susceptibles de favoriser l'épargne nationale.

ii) Une étude sur les expériences nationales en matière de drainage de fonds et d'intermédiation dans le financement de l'investissement, notamment en ce qui concerne les banques et les fonds d'investissement.

iii) Une étude sur les expériences nationales innovatrices quant au financement des politiques visant à la satisfaction des nécessités sociales de base, dans un domaine spécifique à préciser: systèmes de financement de la santé ou de financement du logement social.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les politiques susceptibles de favoriser l'épargne nationale, le développement des banques et des fonds d'investissement, et certains aspects liés au financement des politiques en matière de santé et de logement.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.4: Gestion de l'information aux fins du développement

a) Publications non périodiques

i) Un document sur les tendances des technologies et des industries de l'information et des communications et leur incidence sur le développement (on prévoit une version sur format électronique de ce document).

ii) Un document sur la situation et les tendances en matière d'élaboration et d'application des politiques publiques associées au développement du secteur de l'information.

iii) Une étude sur l'interdépendance entre la gestion de l'information, la gestion publique et la réforme de l'Etat.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région ou aux organismes de coopération et d'intégration régionales qui en font la demande en ce qui concerne la gestion de l'information et la modernisation organisationnelle de la gestion publique en matière d'information.

ii) Formation collective

- Trois séminaires nationaux sur la gestion de l'information.

- Deux ateliers de formation intensive dans certains domaines et techniques spécialisées de la gestion de l'information.

c) Activités intermédiaires

i) Appui à la préparation interdivisions de produits informatifs technologiques à forte valeur ajoutée installés sur des supports modernes d'information (CD-ROM, bases de données et produits informatifs sur INTERNET), dans le cadre du Comité de gestion de l'information.

ii) Suivi de l'environnement régional et international en matière de gestion de l'information; prestation de services d'orientation et d'information sur les politiques en vigueur, sur les thèmes nouveaux et sur les expériences innovatrices en matière de systèmes d'information (y compris l'utilisation intensive d'INTERNET).

On prévoit la mise en oeuvre, au cours de la période biennale, d'un projet sur les nouvelles tendances en matière de gestion de l'information, y compris la formation pertinente.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.5: Etude des économies développées de l'hémisphère et leur incidence sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Publications non périodiques

i) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie des Etats-Unis (en anglais seulement).

ii) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie du Canada (en anglais seulement).

iii) Deux bulletins d'information annuels sur l'économie de Porto Rico.

b) Matériel et services d'information

CEPAL News (24 numéros), publication mensuelle, en anglais seulement, du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.

c) Activités intermédiaires

i) Diffusion des documents de la CEPALC par le biais du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.

ii) Recueil, analyse et transmission de l'information au siège, aux bureaux sous-régionaux et autres bureaux de la CEPALC, à partir du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec divers programmes et services du système des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales en fonction des thèmes pertinents.

Pour les activités relatives à l'analyse des économies et des politiques économiques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier la préparation de l'Estudio económico, du Panorama económico et du Balance preliminar, les institutions gouvernementales des pays de la région seront consultées régulièrement. De même, ces trois publications serviront de source d'information pour les travaux du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques des Nations Unies, notamment pour l'Estudio económico mundial.

Les travaux concernant l'épargne, l'investissement et le financement seront essentiellement réalisés dans le cadre du Projet régional commun CEPALC/PNUD.

Finalement, les activités en matière de gestion de l'information aux fins du développement seront réalisées moyennant des consultations auprès d'organismes régionaux d'intégration tels que le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), le SIECA et l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL), ainsi que du Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) et l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux ministères des affaires économiques et des finances, aux bureaux de planification économique et sociale, aux universités et autres établissements d'enseignement, aux bibliothèques, aux chercheurs et aux professeurs concernés par le développement économique et social, aux organisations internationales, économiques et financières et tout autre organisme concerné.

Le Panorama económico et le Balance preliminar sont des publications couramment utilisées au sein et hors de la région. Les principaux utilisateurs sont les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux, les institutions internationales, les banques et d'autres entités du secteur privé, les instituts et les centres de recherche économique et, d'une manière générale, les institutions, les cadres et les chercheurs qui souhaitent avoir accès, d'une façon opportune, à des informations et des indicateurs dûment analysés leur permettant un suivi permanent de l'évolution économique des pays de la région.

L'Estudio económico est également utilisé par les universités et les établissements supérieurs qui l'incluent habituellement dans les bibliographies de leurs plans d'études.

Ces trois études feront l'objet d'une vaste diffusion, conformément à une liste actualisée d'institutions et de personnes. Les principaux destinataires de ces publications sont notamment les médias nationaux et internationaux car ils permettent d'en multiplier la divulgation. Elles seront également mises en vente à l'intention du public.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 5: L'ASSISE SOCIALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Présentation

Affronter les répercussions sociales de la récession des années 80, réformer les institutions et les politiques de sécurité sociale, d'éducation et de santé et renforcer le capital humain afin qu'il serve d'assise au développement économique figurent parmi les principaux défis que devront relever les gouvernements dans le domaine social.

Plusieurs activités du secrétariat de la CEPALC ont contribué à faciliter la tâche des pays de la région à cet égard. Conjointement avec les gouvernements, le secrétariat de la CEPALC étudie les réformes en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale et analyse de nouvelles propositions de politiques. Une attention spéciale a été accordée au thème de l'éducation et aux politiques susceptibles de renforcer le capital humain de la région à long et à moyen terme. Des efforts considérables ont été consentis pour contribuer à accroître la capacité nationale de production de données opportunes et fiables sur la pauvreté, l'enfance, les jeunes, la famille et les questions de genre. De même, une banque de données actualisées couvrant une vaste gamme de sujets a été mise sur pied. D'autre part, le Panorama social élaboré par la CEPALC constitue une publication d'avant-garde quant à l'évaluation des politiques et à l'analyse de l'agenda social des gouvernements.

Les objectifs généraux de ce sous-programme consistent à assister les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la mise au point et le suivi des politiques sociales ainsi que de leurs réformes et modifications. Plusieurs pays de la région ont appliqué des expériences novatrices en matière de réformes sociales qu'il est absolument indispensable d'évaluer et d'ajuster constamment. Ce sous-programme a également pour but d'analyser les répercussions sociales, économiques et institutionnelles associées à la production, au trafic et à l'abus des drogues et de proposer des stratégies intégrées et intersectorielles pour y faire face.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 est composé de cinq sphères thématiques. Les quatre premières prévoient la réalisation d'activités liées à la mise au point, la gestion et l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux; le diagnostic de la situation sociale de la population et de groupes cibles, en particulier la pauvreté; les répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité; l'analyse des conséquences de la production, du trafic et de l'abus des drogues et les stratégies intégrées pour y remédier. Finalement, la cinquième sphère thématique inclut des activités visant à l'intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes.

1. Activités

Sphère thématique 5.1: Mise au point, gestion et évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux

a) Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales

Réunion d'autorités gouvernementales afin d'étudier les progrès et les limitations des réformes en matière de politiques sociales.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'étudier les progrès et les limitations des réformes en matière de politiques sociales.

c) Publications non périodiques

i) Quatre études comparatives des réformes de politiques, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en particulier du point de vue de l'amélioration en termes de couverture et d'équité, de la qualité et de la décentralisation. Ces études seront publiées dans la série "Políticas sociales".

ii) Deux études sur les modifications du rapport public-privé et la mise sur pied de mécanismes de quasi-marché dans la prestation de services sociaux.

iii) Deux études sur les répercussions des réformes sectorielles sur la productivité du capital humain national, dans certains pays de la région.

iv) Deux études comparatives sur les réformes de type gestionnaire dans la prestation des services sociaux.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne l'évaluation des politiques, des programmes et des projets sociaux.

ii) Formation collective

- Organisation de deux cours régionaux sur l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux, pour un groupe choisi de techniciens gouvernementaux et de professeurs universitaires concernés par les projets sociaux.

- Organisation de plusieurs cours nationaux de formation en méthodologies de formulation et d'évaluation de programmes et de projets sociaux, à l'intention du personnel gouvernemental de type technique (on prévoit la réalisation de quatre cours pendant la période biennale).

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.2: Diagnostic de la situation sociale de la population et de groupes spécifiques, notamment du point de vue de la pauvreté

a) Publications non périodiques

i) Panorama social de América Latina, 1998

ii) Panorama social de América Latina, 1999

Cette publication est préparée chaque année, en commun, par la Division du développement social et par la Division des statistiques et des projections économiques. Il s'agit d'une approche conjoncturelle, nuancée d'une perspective à moyen terme qui couvre divers grands domaines tels que l'emploi, la distribution du revenu, la pauvreté et les dépenses sociales, ainsi que des mesures de l'inégalité entre les couches socio-économiques, par genre et par localisation rurale et urbaine, tant du point de vue des conditions de vie que des possibilités de mobilité sociale. Cette publication comprend également un agenda social dans lequel sont analysés les grands thèmes sociaux à l'ordre du jour dans la vie publique et politique des différents pays de la région afin d'en souligner les principales caractéristiques et la façon dont ils sont perçus. De plus, un sujet central est développé dans chaque édition du Panorama social.

On essayera, au cours de la période biennale, d'augmenter progressivement le nombre de pays envisagés, de mettre à jour l'information sur la base des chiffres les plus récents dont on pourra disposer et de couvrir les aspects les plus importants du développement social, à savoir essentiellement ce qui a trait aux politiques sociales (éducation, santé, sécurité sociale et logement) et aux tendances de la stratification sociale. On s'efforcera également de diversifier les sources d'information de base.

Quant aux sources d'information statistique, on assurera la mise à jour et la continuité du processus des enquêtes sur les ménages, ainsi que l'incorporation d'autres types d'informations disponibles dans la région, essentiellement par le biais de la reconversion des registres administratifs.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne les méthodologies de recueil et d'analyse de l'information statistique destinée à l'élaboration ou à la mise à jour du diagnostic social.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.3: Répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité

a) **Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts**

Réunion d'experts sur les transformations socio-économiques et les obstacles critiques existant sur les marchés du capital humain et de l'emploi et leur incidence en termes de bien-être et d'équité.

b) **Publications non périodiques**

Deux études sur les répercussions des politiques de développement socio-économique en termes de bien-être et d'équité, afin de proposer des instruments actifs qui permettent de surmonter les obstacles critiques existant sur les principaux marchés du capital humain et de l'emploi.

Sphère thématique 5.4: Etude des répercussions de la production, du trafic et de l'abus des drogues, et des stratégies pour y faire face

a) **Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales**

Réunion d'autorités gouvernementales afin d'arrêter des stratégies intégrées et intersectorielles pour affronter le problème de la drogue.

b) **Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts**

Réunion d'experts afin d'étudier et de définir les contextes et les effets sociaux, économiques et institutionnels de la production, du trafic et de l'abus des drogues.

c) **Publications non périodiques**

Trois études sur les répercussions sociales, économiques et institutionnelles de la production, du trafic et de l'abus des drogues. Il s'agira essentiellement de définir ces répercussions en fonction d'aspects tels que la violence, la désintégration familiale, l'érosion de la gouvernabilité et l'incidence macro-économique; on évaluera également divers programmes actuellement en vigueur dans les pays de la région afin de proposer des stratégies intégrées et intersectorielles pour affronter ce problème.

Sphère thématique 5.5: Intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) **Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales**

Réunions du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux réunions sont prévues pendant la période biennale).

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunions d'experts afin d'étudier les principaux aspects du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (deux réunions sont prévues pendant la période biennale).

c) Prestation de services d'appui aux réunions interinstitutions

Réunions interinstitutions avec des organisations et des institutions spécialisées des Nations Unies (deux réunions sont prévues pendant la période biennale).

d) Publications non périodiques

i) Rapports d'activités du secrétariat et documents de fond pour les réunions du Bureau.

ii) Quatre numéros de la série "Mujer y desarrollo" dans lesquels seront abordés les thèmes traités lors des réunions d'experts.

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point de politiques et la création et consolidation d'institutions liées à l'intégration de la femme au développement.

ii) Formation collective

Collaboration, sur la demande des pays, aux activités de formation organisées par des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des universités et des établissements d'enseignement, en ce qui concerne les questions de genre et de développement.

f) Activités intermédiaires

i) Documentation et rapports des réunions du Bureau.

ii) Rapports qui seront soumis aux réunions interinstitutions du système des Nations Unies.

iii) Etudes sur certains thèmes spécifiques pouvant contribuer à renforcer la prise en compte de la problématique de la femme dans les travaux du système de la CEPALC.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec les organisations gouvernementales concernées par les questions sociales, ainsi qu'avec l'OEA, le PNUD, l'Unesco, le FISE, le FNUAP et l'OPS. Des rapports de collaboration étroits seront également établis avec la Banque mondiale et la BID.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités réalisées. A cet égard, les activités relevant de l'étude des effets de la production, du trafic et de l'abus des drogues ainsi que des stratégies intégrées pour y faire face seront menées dans le cadre du Programme d'action mondial sur la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies contre l'abus des drogues, ainsi qu'avec les organismes gouvernementaux concernés par ce problème.

Finalement, en ce qui concerne l'intégration de la femme au développement, on continuera de collaborer avec divers organismes du système des Nations Unies, en particulier la Division de la promotion de la femme, dépendant du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW). On travaillera également en étroite collaboration, à l'échelon régional, avec les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment pour coordonner les activités menées dans le domaine de la femme.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par la mise au point, l'application et la gestion de politiques, de programmes et des projets sociaux, ainsi que par l'intégration de la femme au développement.

Ces produits seront également utilisés par divers organismes régionaux et sous-régionaux, les universités et d'autres institutions d'enseignement, les centres de recherche et d'autres entités et organisations non gouvernementales intéressées par les thèmes envisagés.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 6: GESTION STRATEGIQUE ET REFORME DE L'ETAT

Présentation

Intensifier l'incidence positive de l'action publique sur l'efficacité de l'ensemble du système économique, passe, entre autres mesures, par l'amélioration de la qualité de la gestion publique et l'adaptation des institutions de l'Etat en fonction de cette exigence. Il faut également qu'existe un climat stable et prévisible qui favorise l'activité du secteur privé. Par conséquent, la consolidation des institutions susceptibles de favoriser le développement, l'amélioration de la capacité de gestion de l'Etat et sa modernisation figurent au nombre des thèmes prioritaires de ce programme de travail.

Les objectifs généraux de ce sous-programme consistent, en premier lieu, à mettre l'accent sur la nécessité, pour les gouvernements et les sociétés, de susciter, d'une façon complémentaire, un appui social soutenu qui serve de base aux transformations économiques et sociales; et, deuxièmement, à forger une vision stratégique à moyen terme qui tienne compte des aspects à la fois techniques et politiques et favorise la mise en oeuvre de politiques de concertation et de participation des populations à ces transformations.

Le sous-programme prévoit trois grands types de démarches. Le premier, de type plus global, concerne l'interaction entre les réformes économiques et la gestion publique stratégique, notamment du point de vue du développement de nouvelles capacités institutionnelles qui répondent aux nouvelles fonctions publiques. Le deuxième type d'action est associé à la conception de politiques publiques, l'optimisation de leur gestion et la mise au point de méthodologies et de procédés d'évaluation à tous les niveaux de l'administration gouvernementale. La troisième catégorie d'activités est orientée vers l'analyse des innovations organisationnelles et des expériences de développement institutionnel qui accompagnent, d'une part, les processus de décentralisation aux échelons régional et local et, de l'autre, les processus de privatisation, de déréglementation des activités économiques et la mise sur pied des cadres réglementaires des secteurs naturellement peu compétitifs.

Les activités prévues pour la période biennale 1998-1999 comprennent les tâches confiées à l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale. Elles sont regroupées en cinq sphères thématiques qui incluent la réalisation d'activités —essentiellement de formation, de recherche appliquée et de services consultatifs— dans le domaine de la programmation du secteur public, la décentralisation et le développement, les politiques et la planification régionale, les projets et les programmes d'investissements, et la coopération entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes.

Viennent ensuite deux autres sphères thématiques. La première concerne les activités portant sur les changements intervenus dans la gestion des ressources minières des pays de la région et à la réforme du secteur énergétique en Amérique latine et dans les Caraïbes et la seconde porte sur les aspects institutionnels du développement.

1. Activités

Sphère thématique 6.1: Programmation du secteur public

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur le suivi et l'organisation des réformes économiques en cours dans les pays de la région.

ii) Un document sur la révision des méthodologies d'évaluation de la politique budgétaire.

iii) Une étude sur le cadre institutionnel et les arrangements organisationnels nécessaires à la réglementation des services publics.

b) Matériel et services d'information

Brochures de diffusion du Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique (une par année de la période biennale).

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la programmation du secteur public.

ii) Formation collective

Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, destiné à quelque 35 fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen et supérieur concernés par les questions économiques et membres d'universités des pays de la région (un cours par chaque année de la période biennale).

d) Activités intermédiaires

Promotion des cours, sélection des participants, conception des programmes, organisation et préparation du matériel pédagogique, réalisation d'ateliers et de séminaires, et direction et coordination des cours.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.2: Décentralisation et développement

a) Réunions techniques

Deux séminaires techniques préparatoires des activités de formation en matière de décentralisation et de développement (un par année de la période biennale).

b) Publications non périodiques

i) Deux études sur le développement économique local.

ii) Deux documents sur le développement, la concertation stratégique et la création d'emplois.

iii) Deux études sur la décentralisation et la participation populaire.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la décentralisation, le développement productif et le développement économique local, ainsi qu'en matière de concertation stratégique en vue de la création d'emplois productifs.

ii) Formation collective

- Deux cours internationaux sur la décentralisation, le développement économique et la concertation stratégique (un par année de la période biennale).

- Un séminaire sur la décentralisation et la participation populaire au Chili.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.3: Politiques et planification régionale

a) Réunions techniques

i) Une réunion technique sur diverses expériences de développement local en Amérique latine et en Espagne.

ii) Une réunion technique sur la culture, les opérateurs sociaux et le développement régional.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'ingénierie des interventions territoriales.

ii) Une étude comparative des résultats des stratégies de développement régional dans le cas d'un pays de la région.

iii) Une étude sur le degré d'avancement des processus de décentralisation en Amérique latine et aux Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la gestion du développement régional.

ii) Formation collective

Deux cours internationaux, Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales (LIDER), d'une durée de cinq semaines, avec une trentaine de participants par cours (un par année de la période biennale).

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.4: Projets et programmation des investissements

a) Réunions techniques

i) Une réunion technique sur divers systèmes d'information applicables à la gestion locale.

ii) Une réunion technique sur la façon d'harmoniser les investissements publics et privés.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'identification, la préparation et l'évaluation de programmes sociaux à l'échelon local.

ii) Un document sur les nouvelles approches en matière de programmation des investissements.

iii) Une étude sur l'identification, la préparation et l'évaluation de projets touristiques.

iv) Une étude sur les projets relatifs aux déchets ménagers solides évaluant leur incidence sur l'environnement.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la programmation des investissements et les méthodologies de préparation et d'évaluation des projets et programmes.

ii) Formation collective

Deux cours internationaux sur l'identification, la préparation et l'évaluation de projets d'investissements à l'échelon local.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.5: Coopération entre organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Réunions intergouvernementales

Organisation et prestation de services techniques et d'appui aux réunions des organismes nationaux de planification: i) dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes; ii) onzième réunion du Conseil régional de planification; et iii) vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification.

b) Publications non périodiques

Publication de quatre numéros du Boletín del Instituto (deux par année de la période biennale).

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.6: Modifications au niveau de la gestion des ressources minières et réforme du secteur énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts destinée à analyser les changements intervenus au niveau de la gestion des ressources minières des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les changements intervenus au niveau de la gestion des ressources minières de la région, en particulier quant au nouveau rôle de l'Etat et au comportement de l'investissement privé national et étranger.

ii) Une étude sur la réglementation des marchés énergétiques de la région à la fin des années 90, notamment en ce qui concerne les modifications de ces marchés sur les plans de l'organisation et des institutions. On analysera plus particulièrement les nouveaux cadres réglementaires relatifs à l'électricité et aux hydrocarbures, le rôle des organismes gouvernementaux relevant du secteur énergétique et les changements intervenus au niveau de la structure des entreprises de ce secteur.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la gestion des ressources minières et la réglementation de la gestion du secteur énergétique.

d) Activités intermédiaires

Assistance à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI) en matière de gestion des ressources minières, et à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en ce qui concerne la gestion et la réglementation du secteur énergétique.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.7: Aspects institutionnels du développement en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Réunions techniques

Une réunion technique sur les expériences concernant les aspects institutionnels des politiques de développement.

b) Publications non périodiques

Une étude sur l'analyse des aspects institutionnels du développement et la consolidation des éléments institutionnels de la transformation du processus de développement dans un climat d'équité dans la région.

c) Matériel technique

Documents techniques sur les expériences nationales et sectorielles servant de base à l'étude des aspects institutionnels du développement et des éléments institutionnels de la transformation du processus de développement dans un climat d'équité dans la région.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les aspects institutionnels du développement de la région.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec les organismes nationaux de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'avec les universités et les centres de recherche, les organismes privés et les organisations non gouvernementales concernées par la planification et la coordination des politiques publiques.

D'autres organisations seront également contactées d'une façon spécifique en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités réalisées. A cet égard, les activités relevant de la programmation du secteur public seront menées en étroite collaboration avec l'Institut international d'administration publique du gouvernement français (IIAP), le Secrétariat général de la planification et du budget du gouvernement espagnol et l'Association interaméricaine pour le budget public (ASIP).

Dans le domaine des politiques et des programmes sociaux, les activités seront réalisées avec la collaboration de l'OIT et de la FLACSO.

En ce qui concerne les modifications au niveau de la gestion des ressources minières et la réforme du secteur énergétique en Amérique latine et dans les Caraïbes, les activités seront menées en collaboration avec les ministères des mines et les organisations nationales représentatives du secteur privé, et en coordination avec l'OLAMI, ainsi qu'avec la coopération de l'OLADE. Les activités concernant la sous-région du Mexique et l'Amérique centrale seront réalisées avec la collaboration du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale, la BCIE et la BID.

Finalement, en ce qui concerne les aspects institutionnels du développement, des contacts seront établis avec les organismes intergouvernementaux et régionaux concernés, en particulier avec le programme de gestion publique de l'OCDE.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils font partie d'organismes de planification et de coordination des politiques économiques et sociales aux niveaux régional, national, de l'Etat et local, ainsi que toutes les personnes chargées de réaliser des activités de planification, de programmation et de gestion dans d'autres organisations et entreprises publiques. Certains produits seront également utilisés par les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux responsables des secteurs minier et énergétique.

D'autres utilisateurs de ces produits seront diverses institutions de la société civile, telles que les groupes et les partis politiques, les associations d'entrepreneurs, de travailleurs et de professionnels, ainsi que les universités et d'autres établissements d'enseignement et de recherche.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et la prestation de services d'information, les activités de coopération technique,

la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 7: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ESPACE

Présentation

Le souci pour la dimension environnementale du développement est de plus en plus présent sur la scène internationale et régionale et l'interdépendance étroite entre le développement et l'environnement est désormais admise par tous.

Le rôle stratégique que sont appelées à jouer les ressources naturelles et l'énergie dans la nouvelle phase de développement et d'industrialisation de la région obligera les pays à redoubler d'efforts afin de garantir que l'incorporation croissante des ressources naturelles à la production, leur gestion et, en particulier, les technologies qui seront appliquées ne portent pas préjudice à l'environnement.

Dans ce contexte, il est particulièrement important d'aborder certaines questions telles que la capacité des pays quant à la gestion des ressources hydriques, agricoles, minières et marines; l'incidence des modifications apportées au cadre réglementaire au niveau de l'exploitation des ressources naturelles ainsi que de la production et de l'utilisation de l'énergie; la gestion des déchets et la pollution dans certains secteurs vulnérables du point de vue écologique, et l'utilisation de technologies de production écologiquement rationnelles.

D'autre part, l'Amérique latine et les Caraïbes étant un continent essentiellement urbain, l'effort de transformation du processus de production dans un climat d'équité et de durabilité trouve dans les villes de la région un potentiel synergique indispensable à la réalisation de ce processus, sans pour autant ignorer les problèmes séculaires et nouveaux engendrés par la concentration urbaine.

De même, une gestion adéquate du processus urbain passe par le renforcement des autorités locales démocratiques à différents niveaux de façon à ce qu'un large éventail de ressources provenant de la société puisse être acheminé vers la réparation, le développement et la modernisation d'une infrastructure urbaine qui, dans une large mesure, est insuffisante et caduque. Il sera également nécessaire d'améliorer l'efficacité de la gestion en matière de logement afin d'éviter que ne se creuse le déficit actuel dans ce domaine.

Les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à appuyer les pays de la région dans l'analyse et la mise au point de politiques ainsi que dans l'application d'instruments propres à favoriser un développement écologiquement rationnel des ressources naturelles et énergétiques; à créer et consolider les mécanismes institutionnels de protection de l'environnement aux niveaux national et régional, en particulier dans certains domaines prioritaires tels que l'évaluation des effets sur l'environnement et le réaménagement du territoire; contribuer à une connaissance plus approfondie des conditions et des tendances des établissements humains dans la région et aider les pays quant au renforcement de systèmes d'établissements équilibrés et intégrés, à l'amélioration du logement, de l'infrastructure et des services, ainsi qu'à la gestion adéquate du processus urbain; et faciliter l'échange de données d'expérience entre les pays de la région dans ces domaines.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 comprend sept sphères thématiques. Les six premières concernent la réalisation d'activités liées à l'évaluation d'Action 21; les politiques de préservation de la biodiversité dans les pays de la région; les instruments de gestion de l'environnement et du développement durable et les systèmes d'aménagement de l'espace et de l'environnement; l'énergie

et le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes; le développement écologiquement rationnel des ressources en eau, et l'assistance technique quant à la négociation et l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles.

Finalement, la septième sphère thématique prévoit des activités en matière de structure, de dynamique et de durabilité des établissements humains en Amérique latine et aux Caraïbes.

1. Activités

Sphère thématique 7.1: Evaluation de la mise en oeuvre d'Action 21

a) Publications non périodiques

Une étude sur les politiques propres à assurer la pérennité de l'environnement dans les secteurs productifs et l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande sur les technologies associées au développement durable, notamment en ce qui concerne la gestion écologiquement rationnelle des déchets, ainsi que pour divulguer les progrès accomplis dans ce domaine.

ii) Formation collective

Organisation de deux cours régionaux destinés aux fonctionnaires publics et aux responsables des aspects environnementaux du secteur productif sur la mise en oeuvre de principes et de stratégies propres à assurer une gestion adéquate des déchets, même dangereux, du point de vue environnemental.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.2: Politiques de préservation de la biodiversité dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts destinée à évaluer les répercussions économiques pour les pays de la région des négociations portant sur la réglementation, la gestion et la préservation de la biodiversité.

b) Publications non périodiques

Deux études sur les politiques de préservation de la biodiversité de la région, mettant l'accent sur les instruments de gestion de l'environnement.

Sphère thématique 7.3: Instruments aux fins de la gestion de l'environnement et du développement et systèmes d'aménagement de l'espace et de l'environnement

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'analyse et les propositions propres au développement des systèmes d'évaluation des effets sur l'environnement de projets, plans et programmes.

ii) Une étude sur l'aménagement de l'espace et de l'environnement dans le contexte du processus de régionalisation et du transfert de responsabilités aux autorités locales. On accordera une importance particulière à la prise en compte de concepts de type écologique tels que la gestion de bassins hydrographiques et l'évaluation des effets sur l'environnement des plans d'aménagement du territoire.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les systèmes d'évaluation des effets sur l'environnement et les politiques d'aménagement du territoire respectueuses de l'environnement.

ii) Formation collective

Deux cours s'adressant aux fonctionnaires publics et d'organismes privés associés aux entreprises sur les systèmes, les normes et l'utilisation efficace de l'évaluation des effets sur l'environnement.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.4: Energie et développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'étudier les problèmes posés par la pérennité du secteur énergétique dans la région.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Une attention particulière sera accordée aux politiques propres à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie afin d'encourager les économies d'énergie et d'accroître la compétitivité des

activités fortement dépendantes de l'énergie, ainsi qu'aux dispositions et aux instruments prévus dans les conventions internationales souscrites en matière de développement durable du secteur.

ii) Une étude sur la mise au point de politiques énergétiques propres à favoriser le développement dans un climat d'équité sociale et de pérennité de l'environnement dans les pays de la région, mettant l'accent sur le développement des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

iii) Un document sur l'intégration énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes, comprenant une étude de cas dans un domaine spatial à préciser.

c) Activités intermédiaires

Assistance à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en matière d'intégration énergétique.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne l'utilisation et le développement écologiquement rationnels de l'énergie.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a) et b) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.5: Développement écologiquement rationnel des ressources en eau

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'étudier et d'évaluer les modifications de la législation en matière de ressources hydriques en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'évolution du droit de l'eau et les expériences pertinentes existant dans la région. On analysera plus particulièrement les systèmes et les marchés des droits de l'eau, les tarifs et les coûts financiers, la participation des consommateurs et l'organisation de l'administration à différents niveaux, ainsi que les aspects relatifs à l'environnement et à la qualité de l'eau.

ii) Une étude sur les politiques de gestion des ressources en eau dans les bassins couvrant de grandes concentrations urbaines, et en particulier l'analyse du fonctionnement des organismes chargés de la gestion des utilisations multiples de l'eau et la proposition de grands principes de politiques publiques propres à assurer un développement durable.

iii) Une étude sur l'application d'instruments économiques à la gestion de la qualité de l'eau.

iv) Une étude sur le degré d'avancement dans la mise en oeuvre des accords prévus au chapitre 18 d'Action 21.

c) Matériel et services d'information

i) Bulletin d'information, circulaire du Réseau de coopération en matière de gestion intégrale des ressources en eau aux fins du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (quatre numéros sont prévus durant la période biennale).

ii) Bulletin d'information, circulaire sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays (un numéro par année de la période biennale).

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne la législation, l'organisation d'institutions et la réglementation des services publics concernés par les ressources en eau.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points b) i) et c) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.6: L'assistance technique quant à la négociation et l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'application d'Action 21 et des conventions internationales en matière d'environnement aux écosystèmes côtiers et marins représentatifs d'Amérique latine et des Caraïbes. On étudiera la façon dont certains chapitres d'Action 21 ainsi que des instruments tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres accords internationaux peuvent être utiles aux pays de la région dans les stratégies de développement soutenable des zones côtières et marines.

ii) Une étude sur le rôle de la coopération régionale pour lutter contre la génération de déchets dangereux. On étudiera la possibilité de mettre le réseau latino-américain de centres régionaux et sous-régionaux de formation et de transfert de technologie prévus dans la Convention de Bâle, au service des pays afin qu'ils adoptent des modalités de production et de consommation soutenables qui permettent de réduire la génération de déchets dangereux.

iii) Une étude sur l'efficacité de l'Accord sur la pêche en haute mer en termes de protection des intérêts halieutiques de l'Amérique latine et des Caraïbes. On évaluera également l'effectivité de la Convention sur l'application des dispositions de la Convention des Nations sur le droit de la mer portant sur les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs, souscrite en 1995,

sur la base de l'examen des composantes économiques et environnementales des modèles de valorisation de la pêche mis au point durant la période biennale précédente.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande dans les domaines relevant de l'application des chapitres 9, 15, 16, 17, 20 et 39 d'Action 21 et des instruments juridiques y afférents, ainsi que sur les aspects techniques de l'établissement du régime d'exploitation minière pour la zone internationale des fonds marins et océaniques.

c) Activités intermédiaires

Assistance technique aux réunions d'experts gouvernementaux destinées à l'examen du projet d'accord régional sur la Convention de Bâle.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.7: Structure, dynamique et pérennité des établissements humains en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se tient tous les deux ans.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la situation, les caractéristiques et les fonctions des établissements humains urbains et ruraux de la région et les tendances et perspectives de leur évolution future.

ii) Une étude sur la structure du système d'établissements humains dans la région, particulièrement orientée vers l'analyse des stocks et du déficit en matière d'infrastructure urbaine et de logement, tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

iii) Une étude comparative des systèmes institutionnels et opérationnels utilisés dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques d'établissements humains dans les pays de la région.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande dans le domaine de la gestion des établissements humains, en particulier en ce qui concerne la conception, l'application et le suivi des politiques pertinentes.

d) Activités intermédiaires

Appui aux activités et préparation de documents de la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point b)ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec divers programmes et services du système des Nations Unies, en particulier avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

D'autres institutions seront également contactées en fonction des sphères thématiques abordées.

Les activités portant sur les ressources en eau seront réalisées avec la collaboration de la Commission sur le développement durable, le Sous-Comité pour le développement des ressources en eau du Comité administratif de coordination (CAC) des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations et institutions internationales telles que la FAO, l'OEA, l'Unesco, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la BID et la Banque mondiale. Dans le domaine de l'énergie, on continuera de coopérer avec l'OLADE.

En ce qui concerne les ressources marines, un système permanent de consultation sera mis en place avec le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du secrétariat des Nations Unies; le Centre d'activité du programme pour les mers régionales du PNUE; le Bureau régional de science et de technologie de l'Unesco pour l'Amérique latine et les Caraïbes; l'Association pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (IOCARIBE) de la Commission océanographique intergouvernementale (COI); la FAO; la Présidence du Groupe latino-américain participant à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer; les différents organismes de pêche institutionnalisés et d'autres organisations intergouvernementales telles que la Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS), ainsi que d'autres entités relevant des différentes sous-régions.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région directement concernés par les domaines de la gestion de l'environnement et du développement durable, ainsi que par la programmation, la coordination et la gestion des ressources naturelles et énergétiques et, pour certains produits, les responsables des établissements humains.

Ces produits seront également utilisés par les organisations régionales et sous-régionales, les universités, les centres de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que par d'autres organismes et organisations non gouvernementales, en particulier par les associations techniques et professionnelles, de travailleurs et de chefs d'entreprises concernées par les thèmes abordés.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION ET DEVELOPPEMENT

Présentation

Les variables démographiques ont fait l'objet d'un regain d'intérêt sur le plan régional, étant donné la mondialisation croissante des échanges résultant des processus d'ouverture et de réinsertion des pays au sein de l'économie mondiale.

Ce souci pour les questions de population est directement lié aux obstacles qui, dans ce nouveau contexte, entravent la progression en matière d'équité sociale. L'obstacle majeur est sans aucun doute la persistance de groupes importants et croissants qui se trouvent dans une situation extrêmement vulnérable, tels que les femmes, les personnes âgées, les populations autochtones et les petits producteurs agricoles dont le dénominateur commun est le risque élevé de pauvreté et le manque de protection sociale.

Par rapport aux couches non pauvres, ces groupes présentent des niveaux de fécondité généralement plus élevés, un plus grand nombre d'enfants non désirés et une espérance de vie notablement plus réduite, ce qui se traduit par de fortes pressions sur les ressources requises pour répondre à leurs besoins sur le plan des services sociaux -santé, hygiène en matière de procréation et planning familial, éducation- et pour rompre le cercle vicieux de la transmission de la pauvreté.

C'est pourquoi les quatre objectifs de ce sous-programme visent à encourager l'utilisation des données démographiques au niveau des interventions publiques destinées à améliorer l'équité dans les domaines social, spatial et de l'environnement. L'atteinte de cet objectif passe par la réalisation d'activités régionales avec le concours des gouvernements, une efficacité accrue dans la gestion des programmes et des services sociaux centraux, ainsi que par la prestation de services consultatifs aux autorités régionales et locales en matière de gestion publique.

Le premier objectif de ce sous-programme consiste à collaborer avec les pays de la région dans la mise en oeuvre et le suivi du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement. Celui-ci est le reflet de l'intérêt porté par les gouvernements à la réalisation d'activités régionales qui conduisent à la formation, à l'échange de données d'expérience, à la recherche et à la prise en compte effective des aspects démographiques dans les politiques publiques de développement.

Dans le cadre global de l'élimination de la pauvreté des certains groupes minoritaires, l'un des principaux objectifs est de gérer et combiner l'information socio-démographique provenant de différentes sources afin d'accroître l'efficacité de la gestion des programmes et des services sociaux centraux, moyennant l'échange d'expériences positives entre les différents pays de la région.

Un troisième objectif consiste à répondre au besoin croissant d'autonomie des autorités régionales et locales au niveau de la gestion publique moyennant une meilleure utilisation des bases de données censitaires, complétées par les données régionales et des référents spatiaux.

Le quatrième objectif concerne l'importance croissante que les variables environnementales sont appelées à prendre à l'échelon régional, notamment en vue de l'utilisation de données de type démographique dans les interventions réalisées dans les domaines de l'environnement et de l'espace.

Le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 comprend quatre sphères thématiques. La première concerne la collaboration avec les gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action régional sur la population et le développement. La deuxième porte sur la prise en compte des variables démographiques dans les politiques, les programmes et les projets sociaux ciblés sur les groupes prioritaires. La troisième sphère thématique a trait à l'utilisation de l'information multisectorielle aux fins de la gestion publique régionale; la quatrième et dernière sphère concerne la sélection et l'utilisation de données démographiques dans les interventions en matière d'environnement et d'espace.

1. Activités

Sphère thématique 8.1: Collaboration avec les pays de la région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement

a) Prestation de services aux réunions intergouvernementales

i) Prestation de services techniques au Comité spécial de session sur la population et le développement, y compris l'élaboration de documents techniques pour le suivi annuel du Plan d'action régional sur la population et le développement.

ii) Participation et travaux préparatoires connexes au sein de groupes spéciaux de travail dans des domaines relevant du suivi du Plan d'action régional.

b) Publications périodiques

Edition annuelle des bases de données bibliographiques en matière de population: Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL), sur disques optiques (CD-ROM), au lieu de la publication DOCPAL: Resúmenes sobre población en América Latina.

c) Publications non périodiques

i) Une étude sur les expériences censitaires des pays de la région, en préparation de la série de l'an 2000.

ii) Quatre numéros de la publication intitulée Notas de Población.

iii) Une étude sur les conséquences spécifiques de l'intégration en termes de courants migratoires.

d) Matériel technique

i) Mise à jour permanente de la base de données bibliographiques CELADE/DOCPAL sur la population.

ii) Développement du Réseau d'information en matière de population pour l'Amérique latine et les Caraïbes (IPALCA), favorisant l'interconnexion entre les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux dans ce domaine.

iii) Mise à jour permanente de la banque de données du Programme de recherche de la migration internationale en Amérique latine (IMILA).

iv) Entretien d'une banque de données actualisée d'information démographique sur INTERNET.

e) Matériel et services d'information

Publication d'un bulletin d'information sur les activités menées dans le cadre du Plan d'action régional.

f) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne l'analyse démographique et la préparation censitaire en vue de la série de l'an 2000, ainsi que la réalisation de recherches appliquées à la migration internationale sur la base d'informations actualisées.

ii) Formation collective

- Cours nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur l'analyse démographique aux fins du développement sectoriel ou régional, d'une durée de deux à quatre mois, avec quelques 25 participants par cours (on prévoit la réalisation de deux cours pendant la période biennale).

- Coopération avec les universités et les organisations non gouvernementales des pays de la région qui en font la demande afin de programmer et d'incorporer des cours sur les études démographiques, y compris la préparation du matériel de formation; en particulier, appui au cours de postgraduat en population et développement offert par l'Université du Chili avec le concours financier du Fonds des Nations Unies pour la population.

- Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux dans l'utilisation de méthodologies permettant de faire un meilleur usage des sources de données sur la migration internationale.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe c) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.2: Prise en compte des variables démographiques dans les politiques, les programmes et les projets sociaux ciblés sur les groupes prioritaires

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur la population, la pauvreté urbaine et la vulnérabilité dans certains pays de la région.

ii) Une étude sur certains aspects de l'hygiène sexuelle en matière de procréation et leur incidence sur la situation des femmes, dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes à préciser.

iii) Une étude sur la situation et les besoins de la population du troisième âge, dans certains pays de la région.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et les programmes sectoriels ciblés sur certains groupes vulnérables tels que les adolescents, les personnes du troisième âge et les populations autochtones.

ii) Formation collective

- Deux ateliers ou séminaires sur la dynamique démographique, le développement et la pauvreté.

- Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'utilisation de méthodologies permettant une meilleure utilisation des sources de données démographiques afin de faciliter la mise au point et l'application de politiques sectorielles.

c) Activités intermédiaires

Préparation de matériel pédagogique sur l'incorporation opérationnelle des variables démographiques aux politiques et aux programmes sectoriels en matière d'éducation, de santé et de logement, afin de l'utiliser dans les activités de formation organisées par le CELADE et d'assistance aux programmes gouvernementaux, aux universités et aux organisations non gouvernementales.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux paragraphes a) ii) et a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.3: Utilisation de l'information multisectorielle relative à la population et à la technologie afférente aux fins de la gestion publique

a) Publications périodiques

Quatre numéros de la publication intitulée Boletín demográfico.

b) Publications non périodiques

i) Deux études sur les applications de logiciels (software) en matière de population aux fins de la gestion publique.

ii) Une étude sur les expériences de prise en compte des variables démographiques dans les projets d'investissement socio-économique.

iii) Deux rapports sur les estimations et les projections de population, en coordination avec des institutions de certains pays de la région.

c) Matériel technique

i) Mise au point de logiciels facilitant l'utilisation de l'information multisectorielle relative à la population, notamment aux fins de la gestion publique locale, moyennant l'utilisation combinée du système de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur et des systèmes d'information géographique (WIN-REDATAM/SIG).

ii) Mise à jour d'une base de données sur les tendances démographiques de la population à l'échelon des pays.

iii) Mise à jour d'une banque régionale de données censitaires et d'enquêtes démographiques.

d) Matériel et services d'information

REDATAM informa (deux numéros, en espagnol et en anglais).

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays et organisations et institutions nationales ou régionales qui en font la demande en ce qui concerne la préparation d'estimations et de projections de la population, ainsi que dans le maniement des logiciels WIN-REDATAM/SIG, afin qu'il soit tenu compte de l'information démographique dans la gestion publique nationale, régionale et locale ou de favoriser l'utilisation intensive des données censitaires et d'autres données concernant la population sur de petites aires. Ces services pourront également être prêtés au siège du CELADE.

f) Activités intermédiaires

Appui aux réseaux d'utilisateurs des systèmes d'information utilisant des bases de données multisectorielles.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux paragraphes b) ii), c) ii), c) iii) et, partiellement, l'activité visée au paragraphe b) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.4: Analyses démographiques aux fins de la conception, du suivi et de l'évaluation de projets, de programmes et de politiques en matière d'environnement et de mise en valeur de l'espace

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur les tendances de la distribution spatiale de la population et de la migration interne en Amérique latine et aux Caraïbes.

ii) Une étude sur les expériences de prise en compte des variables démographiques dans les programmes de pérennité de l'environnement.

b) Matériel technique

Actualisation d'une base de données sur la dynamique démographique couvrant toute la région.

c) Activités opérationnellesi) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et les programmes publics de pérennité de l'environnement et de l'espace.

ii) Formation collective

Formation en cours d'emploi à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'application de méthodologies permettant d'améliorer l'utilisation des sources de données démographiques et faciliter de la sorte la mise au point et l'application de politiques en matière d'environnement et d'espace.

d) Activités intermédiaires

Elaboration d'une étude technique dans le cadre du suivi biennal des aspects démographiques d'Action 21.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe a)ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités relevant de ce sous-programme seront menées à bien en étroite collaboration avec plusieurs programmes et services du système des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Banque interaméricaine de développement, le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Division de la population des Nations Unies, la Division de statistique des Nations Unies et le Réseau d'information sur la population des Nations Unies (POPIN), ainsi qu'avec des institutions spécialisées telles que la FAO, l'OPS, le PREALC, l'Unesco, le FISE, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les principaux utilisateurs des produits de ce sous-programme seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux de la région, en particulier ceux qui s'intéressent aux questions de population dans les ministères de la santé, de l'éducation et du logement, ainsi que les bureaux nationaux de statistique, de même que d'autres organismes et organisations -publics et privés- chargés de l'élaboration, de l'application et de la gestion de programmes, de politiques et de projets dans divers domaines liés à la population, et les bureaux nationaux, régionaux et locaux chargés du développement économique et social.

Les produits de ce sous-programme s'adressent également aux universités et aux centres d'enseignement et de recherche, ainsi qu'à d'autres institutions concernées par les aspects traités dans ce sous-programme.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications et des rapports, les contacts établis lors des missions d'assistance technique, l'organisation de cours, d'ateliers et de réunions, ainsi que par la formation en cours d'emploi de fonctionnaires nationaux. L'information sera également divulguée par courrier électronique.

SOUS-PROGRAMME 9: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

Présentation

Dans les années à venir, les systèmes statistiques nationaux de la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes continueront sans doute de subir de profonds changements et de s'adapter aux progrès technologiques existants, notamment dans le domaine de l'informatique. La CEPALC a, tout en appuyant ce processus, accumulé une vaste expérience dans ces domaines et mis au point de nouvelles modalités de travail moyennant la création de grandes bases de données intégrées dans un réseau dont l'accès est standardisé.

Ce sous-programme, exécuté par la Division des statistiques et des projections économiques, prévoit, pour la période biennale 1998-1999, la réalisation d'activités visant essentiellement, en premier lieu, à poursuivre les études prospectives des nouveaux modes de développement existant dans les pays de la région, afin d'étudier comment y sont abordés l'insertion à l'extérieur, la transformation productive et institutionnelle et le rayonnement social de la croissance économiques; en deuxième lieu, à promouvoir la modernisation des systèmes statistiques des pays de la région et des banques de données de la CEPALC, en termes de couverture, de qualité, du caractère opportun et comparable, ainsi que pour offrir le meilleur accès possible aux usagers publics et privés.

Les travaux portant sur la mise sur pied d'un cadre régional d'information seront centrés sur l'entretien, la mise à jour et le développement des banques de données existantes, ainsi que sur la création de nouvelles banques de données et un accès plus facile de la part des usagers. Dans ce domaine, il s'agit de perfectionner les systèmes informatisés d'accès aux banques de données et leur incorporation aux réseaux internes et du Système d'information économique et sociale des Nations Unies, moyennant la connexion informatisée à distance, ainsi que des bureaux nationaux de statistique de la région; on encouragera également l'utilisation d'INTERNET et d'autres réseaux internationaux en vue du recueil et de la diffusion de données statistiques.

En matière de développement statistique et d'analyse quantitative, l'objectif est de continuer à déterminer et améliorer des méthodologies permettant la création de nouveaux systèmes statistiques, ainsi que l'estimation et la mesure des concepts liés aux divers aspects du développement social et humain afin de faciliter la mise au point et l'application de stratégies et de politiques de développement dans la région. On prêtera assistance aux Etats membres, d'une part, dans la mise en oeuvre des nouvelles classifications statistiques internationales recommandées par la Commission de statistique des Nations Unies et du nouveau système de comptabilité nationale et, d'autre part, dans l'élaboration de méthodes permettant d'effectuer des estimations de la répartition du revenu, la quantification des situations de pauvreté, le développement d'indicateurs concernant divers aspects du développement humain et la création d'un système d'indicateurs sociaux standardisés.

En ce qui concerne les études prospectives, il s'agira d'évaluer le processus de développement économique et social des pays de la région à moyen et à long terme afin d'étudier et d'arrêter des politiques permettant aux gouvernements d'adopter de nouveaux modes de développement. Etant donné que la préparation de ces projections passe par une révision et une mise à jour permanentes de l'information de base ainsi que par l'étude de thèmes spécifiques sur la base de modèles et de méthodologies, une importance croissante devra être accordée au perfectionnement constant des modèles

appliqués moyennant l'incorporation de nouveaux instruments méthodologiques et de nouvelles sphères thématiques et la reformulation des types d'analyse sur lesquels ils sont basés.

Face au processus croissant de mondialisation de l'économie mondiale et à l'influence exercée par les facteurs extérieurs sur l'évolution des pays en développement, il faudra suivre de près la situation, le comportement et les perspectives de l'économie internationale et des pays industrialisés, ainsi que la structure du commerce international et le dynamisme des différents secteurs dont il est composé. On s'efforcera, pour ce faire, de systématiser et d'analyser l'information des études prospectives réalisées par les institutions internationales et les organismes publics et privés des pays développés afin de s'en servir de base pour l'étude des perspectives d'insertion internationale des pays de la région.

Finalement, on intensifiera les contacts entre les institutions techniques régionales qui élaborent des études prospectives en favorisant l'échange de données d'expérience et en aidant les organismes gouvernementaux afin qu'ils soient mieux à même de recueillir et d'analyser l'information prospective.

1. Activités

Sphère thématique 9.1: Banque de données statistiques sur l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes, et diffusion de statistiques et d'indicateurs régionaux

a) Publications périodiques

i) Anuario estadístico de América Latina y el Caribe (deux numéros pendant la période biennale, éventuellement remplacés par des éditions sur médias électroniques en tant que modalités nouvelles de diffusion).

ii) Synthèse statistique et estimation du bilan préliminaire annuel de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux publications pendant la période biennale, comprises dans le Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe).

iii) Indicadores principales de coyuntura (huit publications pendant la période biennale, une par trimestre).

b) Matériel technique

Entretien et mise à jour des bases de données existantes et création de nouvelles bases de données dans d'autres domaines d'information. Organisation et développement de systèmes d'accès aux bases de données permettant une utilisation plus fluide et rapide de l'information. Amélioration des mécanismes de connexion avec les réseaux informatiques internes de la CEPALC et avec le système d'information économique et social des Nations Unies. Mise sur pied de réseaux régionaux et création de bureaux nationaux de statistique afin de faciliter le recueil et l'échange de données.

c) Activités intermédiaires

i) Préparation de l'information statistique en vue de l'élaboration de l'Estudio económico de América Latina y el Caribe.

ii) Appui statistique aux travaux interdivisions et aux projets de la CEPALC.

Sphère thématique 9.2.: La comptabilité nationale et les indicateurs du développement économique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale.

b) Publications périodiques

Cuadernos estadísticos de la CEPAL, deux numéros pendant la période biennale: le premier sur les statistiques du secteur extérieur et le deuxième sur les séries régionales de comptabilité nationale.

c) Publications non périodiques

i) Deux rapports sur les expériences nationales quant à la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale des Nations Unies.

ii) Deux études sur les indices de production sectorielle et des prix internes.

iii) Une étude sur les statistiques du secteur extérieur.

Sphère thématique 9.3: Coopération technique avec les Etats membres et avec divers organismes régionaux de statistique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion de directeurs de statistique des Amériques, en 1998.

ii) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution du système régional de données conjoncturelles.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux Etats membres ou organismes de statistique qui en feront la demande, en ce qui concerne l'organisation statistique, les statistiques économiques et la comptabilité nationale, les technologies de diffusion électronique des données statistiques et la mise au point de modèles et de méthodologies de projection en vue de l'élaboration et de l'application de politiques et de stratégies de développement.

Sphère thématique 9.4: Evaluation et analyse prospective du processus de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives et des projections économiques.

b) Publications non périodiques

ii) Deux rapports sur les perspectives à long et à moyen terme du développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes.

ii) Deux études sur les perspectives de l'économie et du commerce international, centrés à la fois sur les économies des pays développés les plus susceptibles de servir de partenaires commerciaux de la région et sur l'insertion extérieure de cette dernière.

iii) Deux études sur les projections macro-économiques globales et sectorielles à moyen et à long terme.

Sphère thématique 9.5: Statistiques sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts en statistique et en indicateurs sociaux afin d'étudier: i) le renforcement des enquêtes sur les ménages; et ii) la reconversion des registres administratifs dans la région (activité commune de la Division du développement social et de la Division des statistiques et des projections économiques).

b) Publications non périodiques

Cinq rapports sur les estimations en matière de distribution du revenu, de pauvreté, d'emploi, de main-d'oeuvre et d'autres indicateurs sociaux.

c) Matériel technique

Entretien et mise à jour des bases de données existantes et création de bases de données dans de nouveaux domaines d'information.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux Etats membres et aux organismes régionaux qui en font la demande en ce qui concerne:

- les enquêtes sur les ménages, les statistiques et les indicateurs sociaux, ainsi que la quantification, la description et l'analyse du phénomène de la pauvreté.

- l'organisation d'ateliers ou de séminaires sur l'application des recommandations de la Commission de statistique des Nations Unies dans les domaines de la création d'information en matière sociale, des méthodologies d'analyse des situations de pauvreté et des techniques spécialisées en statistique, y compris l'informatique.

ii) Formation collective

Formation en ce qui concerne l'estimation et l'utilisation d'indicateurs sociaux relatifs à la distribution du revenu, aux situations de pauvreté et aux caractéristiques de l'emploi dans différents groupes sociaux.

e) Activités intermédiaires

Appui statistique aux études et projets de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées de façon coordonnée et en étroite collaboration avec la Division de statistique des Nations Unies, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les secrétariats des organismes régionaux d'intégration. On travaillera également en contact avec les bureaux nationaux de statistique des Etats membres. Les activités relatives aux statistiques économiques, à la comptabilité nationale et aux indicateurs du développement économique seront effectuées en coordination avec celles de la Banque mondiale, de la BID, de la FAO, de l'OMC, de l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT) et de la CNUCED.

Les activités de coopération technique et de formation en matière de statistique seront réalisées en étroite coordination avec le PNUD, l'UNSTAT —en particulier avec la section de la comptabilité nationale et le Programme pour développer la capacité nationale d'effectuer des enquêtes sur les ménages (NHSCP)—, avec les bureaux régionaux des institutions spécialisées du système des Nations Unies et le Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement de la Communauté européenne (CESD-Madrid). Certaines activités seront menées avec la collaboration du Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), l'OEA et la CNUCED.

Les activités en matière de projections économiques seront menées à bien en étroite collaboration avec la Division des politiques et de l'analyse du développement du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (DIESAP) des Nations Unies et avec le centre de recherche du projet LINK; des contacts seront régulièrement établis auprès d'autres centres et d'institutions spécialisées du système des Nations Unies, ainsi qu'avec des organismes gouvernementaux des pays de la région.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les principaux utilisateurs des produits de ce sous-programme seront les institutions gouvernementales des Etats membres, en particulier les bureaux nationaux de statistique, les banques centrales et les ministères du secteur économique, de même que les associations de chefs d'entreprises, de travailleurs et technico-professionnelles associées aux secteurs productifs, les universités, les centres de recherche, les organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et toutes autres utilisateurs, qu'ils soient publics ou privés, ayant besoin d'une information comparable des pays de la région, notamment les experts du PNUD et d'autres institutions des Nations Unies chargés d'élaborer des rapports et des projets de coopération technique.

En matière de projections économiques, les principaux utilisateurs seront les agents publics et privés chargés d'élaborer des politiques devant tenir compte des perspectives des pays de la région.

Les utilisateurs devront avoir un accès direct, par des média électroniques, aux banques de données en ligne, ainsi qu'aux études, ou une synthèse de leur contenu, élaborées dans le cadre du sous-programme. Les utilisateurs seront également contactés moyennant la distribution des documents et des publications, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 10: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE

Présentation

Dans les années 1990, les pays de la sous-région du Mexique et de l'Amérique centrale ont mené diverses réformes structurelles visant à améliorer leur insertion internationale, l'efficacité de leur secteur public, libéraliser les systèmes financiers et, d'une manière générale, à renforcer les mécanismes du marché. Ils ont notamment concentré leurs efforts sur l'intégration hémisphérique et sous-régionale, moyennant la consolidation et l'expansion de zones de libre-échange et l'intensification de l'ouverture extérieure de la sous-région. Dans le même temps, ces pays ont poursuivi la mise en oeuvre de leurs programmes d'ajustement et accompli de grands progrès sur la voie de la stabilisation de leurs économies.

Cependant, de graves problèmes, dont certains de longue date, persistent encore. Les niveaux de l'épargne et de l'investissement sont restés relativement faibles dans un contexte marqué par des courants de capitaux extérieurs instables, des indicateurs de pauvreté et de chômage élevés et une situation d'iniquité persistante. En dépit d'une amélioration en termes de modernisation et de compétitivité des secteurs productifs, les progrès accomplis ont été inégaux et certains secteurs continuent d'accumuler un retard technologique considérable, notamment en milieu rural et dans les petites entreprises urbaines. La dégradation de l'environnement reste un trait commun aux villes et à la campagne. Vers le milieu de la décennie, la crise enregistrée dans un pays important de la sous-région a constitué un signal d'alarme quant à la nécessité de redoubler d'efforts en matière de transformation du processus de production et de consolidation des réformes structurelles.

Dans un tel contexte, les activités de ce sous-programme, mis en oeuvre par le bureau sous-régional de la CEPALC pour le Mexique et l'Amérique centrale, visent à répondre aux grands défis que devront affronter les pays de la sous-région durant la période biennale 1998-1999. Elles auront pour but de contribuer à la consolidation des réformes structurelles afin de parvenir à une croissance soutenue, fondée sur une productivité accrue du travail et du capital et accompagnée d'une amélioration en termes d'équité. Ces activités tendront également à favoriser la création et la consolidation de la Zone de libre-échange des Amériques et l'application de l'approche du régionalisme ouvert à l'intégration sous-régionale et aux accords conclus avec des partenaires n'appartenant pas à la région.

Une attention particulière sera accordée au rôle de la politique fiscale pour encourager l'épargne et l'investissement; au volet environnemental de la croissance; au progrès technologique et à son incidence sur l'emploi; à la convergence des politiques sociale et à la mondialisation. En ce qui concerne l'insertion internationale, l'accent sera mis sur la participation des opérateurs économiques au commerce international, à la capacité concurrentielle de l'industrie manufacturière de la sous-région, aux politiques propres à améliorer la compétitivité des exportations agricoles et la modernisation du secteur agricole. L'intégration électrique restera un thème prioritaire, de même que l'étude de l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale et des politiques de régulation de ce secteur.

Le programme de travail est composé de six sphères thématiques. En ce qui concerne l'épargne, l'investissement et la croissance économique, on continuera d'étudier le comportement économique des 10 pays de la sous-région, notamment du point de vue de la convergence entre les politiques nationales et sous-régionales et les défis de la mondialisation économique. On analysera les rapports existant entre la croissance, l'investissement et la consolidation de l'épargne intérieure, ainsi que l'effet de la politique fiscale sur l'encouragement et l'acheminement de l'épargne intérieure et l'accroissement de

l'investissement. De même, on étudiera la faisabilité d'un développement basé sur la mise en valeur rationnelle des ressources naturelles de façon à tirer un meilleur parti des avantages comparatifs, ainsi que l'incidence des problèmes environnementaux sur le développement durable des activités productives dans la sous-région.

Les activités prévues en matière de compétitivité industrielle et de modernisation agricole consisteront essentiellement à étudier les politiques favorables à la compétitivité, au développement technologique -en particulier le renforcement des filières productives- et au développement organisationnel des entreprises rurales, ainsi qu'à l'intégration rurale dans la sous-région. De plus, dans le domaine de la compétitivité industrielle, on étudiera de plus près les défis de l'industrialisation dans des petits pays relativement moins avancés à mesure que progresse l'intégration économique avec des économies plus avancées et de plus grandes dimensions.

En ce qui concerne les marchés de l'emploi, le genre et l'équité, les répercussions des processus d'intégration seront envisagées du point de vue de l'emploi et des normes du travail; on prévoit également d'aider les pays de la sous-région dans la mise en oeuvre du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social. De même, on étudiera l'incidence du processus de mondialisation dans certains domaines tels que la sécurité sociale, la formation de ressources humaines et la migration dans les pays d'Amérique centrale.

En matière de commerce international, la priorité sera accordée à l'examen de l'évolution commerciale et l'intégration centraméricaine, ainsi qu'aux études interdisciplinaires permettant de détecter les instruments et les politiques propres à favoriser la participation des opérateurs économiques, notamment petits et moyens, aux courants commerciaux extérieurs des pays.

Dans le domaine de l'intégration économique et de la coopération régionale, on attachera une importance particulière aux activités liées à l'intégration hémisphérique, notamment pour définir les principaux éléments susceptibles de faciliter le passage de systèmes partiels d'intégration à un mécanisme plus complexe à l'échelon hémisphérique. On poursuivra l'étude des effets des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique entre les pays de la sous-région et on cherchera à déterminer les instruments de politique commerciale, sur les plans national et sous-régional, propres à améliorer la qualité de l'insertion extérieure de chaque pays tout en favorisant le processus de convergence entre tous les pays.

Finalement, en ce qui concerne l'intégration énergétique de la sous-région, on continuera d'assister les pays dans les efforts qu'ils déploient dans ce domaine, de même que le fonctionnement des instances pertinentes. On évaluera également les progrès des réformes entreprises dans l'industrie énergétique au Mexique et en Amérique centrale, trois ans après le début du processus. Finalement, on étudiera les corrélations entre l'énergie et l'environnement afin d'appuyer les mesures adoptées par les pays de la sous-région en matière de développement durable des ressources énergétiques.

1. Activités

Sphère thématique 10.1: Epargne, investissement et croissance économique

a) Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur le rôle de la politique fiscale pour favoriser l'épargne et l'investissement.

ii) Réunion d'experts sur la prise en compte des facteurs environnementaux dans la mise au point et l'application des politiques de développement économique dans les pays desservis par la Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la conception de politiques fiscales susceptibles de favoriser l'épargne et l'investissement dans un contexte de mondialisation et d'ouverture économique.

ii) Une étude sur la coordination entre politiques monétaire et fiscale en vue de favoriser l'investissement et l'épargne dans la sous-région.

iii) Une étude sur les corrélations entre la politique macro-économique et la pérennité des équilibres sociaux au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale.

c) Matériel technique

i) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1997 (10 documents).

ii) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1998 (10 documents).

iii) Participation à l'élaboration du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1998.

iv) Participation à l'élaboration du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1999.

v) Panorama económico de México, 1998.

vi) Panorama económico de México, 1999.

vii) Mise à jour et développement de la base de données statistiques économiques et sociales, et préparation d'indicateurs de la conjoncture économique et du développement.

d) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point et l'évaluation de politiques économiques globales et de programmes de développement.

e) Activités intermédiaires

Assistance technique aux réunions intergouvernementales tenues dans la sous-région.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux paragraphes b) ii) et b) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.2: Compétitivité industrielle et modernisation agricolea) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner les défis auxquels va se heurter le développement industriel dans le contexte de l'intégration hémisphérique.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les politiques d'appui à la modernisation des micro-entreprises et des unités de production rurales.

iii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les politiques visant à accroître la compétitivité des exportations agricoles.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur le développement technologique dans les petits pays de la sous-région afin de mettre au point des politiques susceptibles de conduire à l'adoption, de la part des entreprises, de stratégies favorisant la modernisation technologique, en particulier dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement.

ii) Une étude prospective à long terme sur le profil de production des pays de la sous-région, mettant un accent spécial sur l'examen des rapports entre l'agriculture et l'industrie.

iii) Une étude sur la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière dans les petits pays de la sous-région afin de détecter les obstacles qui freinent la participation active des entreprises au marché hémisphérique intégré et de proposer des solutions pour en venir à bout.

iv) Une étude sur les conditions requises pour renforcer les relations en amont et en aval des filières de production et tirer un meilleur parti des marchés, dans le cadre de l'intégration centraméricaine.

v) Une étude sur le développement technologique au niveau de la production et du traitement des produits agricoles, dans le contexte de la préservation des ressources naturelles.

vi) Une étude sur les politiques de promotion et de modernisation de l'agriculture dans le contexte de l'intégration régionale.

vii) Une étude sur le développement organisationnel des entreprises et des unités de production rurales dans les pays de la sous-région.

c) Matériel technique

i) Développement des bases de données sur l'industrie manufacturière du Bureau sous-régional et diffusion de leur utilisation au niveau des pays.

ii) Recueil, mise à jour, systématisation et diffusion de l'information relative au secteur agricole dans les pays de la sous-région.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la compétitivité industrielle et la modernisation agricole.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux paragraphes b) iii) et b) vii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.3: Marchés de l'emploi, genre et équité

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts pour examiner certaines questions liées à la productivité de la main-d'oeuvre et au chômage dans les pays de la sous-région.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la technologie et la pauvreté dans laquelle seront analysés divers aspects de la révolution technologique et leurs répercussions sur la productivité de la main-d'oeuvre et sur le chômage dans certains pays de la sous-région à préciser.

ii) Une étude sur l'intégration et la convergence des politiques sociales (marchés de l'emploi, sécurité sociale, ressources humaines, migration) dans certains pays de la sous-région à préciser.

iii) Une étude sur l'incidence de la mondialisation sur l'économie paysanne, en particulier sur les politiques visant à mitiger les répercussions de l'ouverture sur les groupes pauvres ruraux, ainsi que les modalités d'organisation rurale à des fins de protection dans certains pays de la sous-région à préciser.

iv) Un rapport d'évaluation du degré d'exécution du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, dans certains pays de la sous-région à préciser.

c) Matériel technique

Elaboration d'indicateurs sociaux de base du Mexique et des pays centraméricains.

La réalisation des activités mentionnées aux paragraphes b) iii) et b) iv) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.4: Commerce international

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner la participation des petites et moyennes entreprises d'exportation aux courants commerciaux.

b) Publications non périodiques

Une étude sur la participation des opérateurs économiques, notamment petits et moyens, aux courants commerciaux extérieurs.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays et organismes intergouvernementaux et régionaux qui en font la demande en ce qui concerne les politiques de commerce international et les négociations commerciales.

ii) Formation collective

Organisation d'un cours sur l'insertion commerciale aux courants mondiaux, l'intégration et la coopération économiques, avec la collaboration d'institutions régionales ou nationales.

d) Activités intermédiaires

Elaboration d'un projet régional dans le domaine de la compétitivité et l'efficacité économique des exportations.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.5: L'intégration économique et la coopération régionale

a) Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts chargés d'étudier les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique dans le contexte de la convergence du processus d'intégration et du régionalisme ouvert.

ii) Une réunion d'experts sur les problèmes d'ajustement et sur les coûts de la transition qu'implique l'adhésion à la Zone de libre-échange des Amériques, et sur les mesures proposées pour mitiger ces coûts.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les répercussions des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique conclus par les pays de la sous-région, entre eux et vis-à-vis de pays tiers, dans le cadre des perspectives de l'intégration hémisphérique.

ii) Une étude sur la mise sur pied de la Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005, les coûts de la transition et les mesures proposées pour les mitiger.

c) Matériel technique

Mise à jour et développement de la base de données statistiques, documentaires et bibliographiques sur le commerce, l'intégration et la coopération dans les pays de la sous-région.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'intégration économique et la coopération régionale.

e) Activités intermédiaires

Appui technique aux réunions intergouvernementales sur l'intégration économique et la coopération régionale.

Sphère thématique 10.6: L'intégration énergétique

a) Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales

Prestation de services techniques au Forum régional énergétique de l'Amérique centrale (FREAC), au Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) et au Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale (CCHAC), notamment lors des réunions annuelles, ordinaires et extra-ordinaires, convoquées par les secrétariats provisoires respectifs.

b) Publications non périodiques

i) Un rapport sur les progrès accomplis en matière d'intégration électrique en Amérique centrale et dans le Groupe des trois (Colombie, Mexique et Venezuela).

ii) Une étude sur l'approvisionnement en hydrocarbures en Amérique centrale.

iii) Une étude sur le développement écologiquement rationnel du secteur énergétique en Amérique centrale.

iv) Une étude sur les marchés et les cadres réglementaires dans l'industrie énergétique du Mexique et de l'Amérique centrale.

v) Une étude sur la gestion publique dans le secteur énergétique des petits pays d'Amérique centrale.

c) Matériel technique

Mise à jour de la base de données sur l'énergie au Mexique et dans les pays de la sous-région.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'intégration et la gestion dans le domaine énergétique.

ii) Formation collective

Un séminaire ou atelier sur les répercussions des réformes sur les marchés pétroliers de l'isthme d'Amérique centrale.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées au paragraphe b) ii) et v) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront menées à bien essentiellement moyennant la réalisation d'actions concertées et de consultations régulières avec le siège de la CEPALC, avec d'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la CNUCED, l'OMC, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique (SIECA), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le Secrétariat du Conseil monétaire d'Amérique centrale (CONMONECA). De plus, des rapports plus étroits seront établis avec divers organismes représentatifs du secteur privé et des organisations non gouvernementales.

Des consultations spécifiques pourront être effectuées en fonction de la sphère thématique et du type d'activités prévues. Ainsi, les travaux relatifs au commerce international seront menés d'une façon concertée avec la CNUCED, l'OMC, la BID, le SIECA et la BCIE. En outre, divers organismes sous-régionaux et nationaux du secteur privé seront régulièrement consultés, en particulier la Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama (FEDEPRICAP) et les fédérations des chambres de commerce et de l'industrie d'Amérique centrale et des Caraïbes.

En ce qui concerne l'intégration énergétique, on fera appel à la coopération de l'OLADE, ainsi que du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale, de la BCIE et de la BID. Les activités en matière d'intégration économique et de coopération régionale seront menées à bien avec la collaboration du SIECA, du Secrétariat du Conseil monétaire d'Amérique centrale (CMCA) et de la BCIE, ainsi que du SELA, de la CNUCED et de l'OMC.

En ce qui concerne la compétitivité industrielle et la modernisation du secteur agricole au Mexique et en Amérique centrale, les travaux seront réalisés avec la collaboration des organismes gouvernementaux pertinents, ainsi qu'avec diverses organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la FAO, l'ONUDI, l'IICA, le Conseil agricole centraméricain, le SIECA et l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI). On contactera également les associations de producteurs, les centres de recherche et d'autres entités non gouvernementales, en particulier la Fédération de chambres de commerce et associations industrielles en Amérique centrale (FECAICA) et la Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama (FEDEPRICAP).

Pour les activités relatives aux marchés de l'emploi, le genre et l'équité, des contacts étroits seront établis avec l'OIT et les ministères du travail des pays de la sous-région.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux chargés des affaires économiques et sociales et l'élaboration et l'application de politiques, de programmes et de projets dans les domaines pertinents, ainsi que les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération. Ces produits pourraient servir de propositions et d'éléments de référence à ce type d'utilisateurs dans leurs domaines de compétence respectifs.

Ces produits seront également utiles à d'autres institutions des secteurs public et privé, telles que les associations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de professionnels, ainsi que les universités, les centres de recherche appliquée, de développement et de diffusion technologique

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES

Présentation

Le Bureau sous-régional de la CEPALC poursuivra l'étude des questions revêtant une importance particulière pour le développement économique et social des pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), en formulant des recommandations et en prêtant une assistance technique et des services consultatifs en fonction des besoins de ces pays.

L'ouverture économique a rendu les pays des Caraïbes très vulnérables aux transformations subies par l'économie mondiale, et en particulier à la libéralisation des échanges commerciaux. Ces mutations exerceront une influence sur la production, les échanges et le développement économique et social des Caraïbes. L'étude de ces phénomènes vise donc à faciliter aux pays de la sous-région la prise de décision quant aux stratégies et aux politiques pertinentes à adopter afin de tirer le meilleur parti de cette situation. C'est pourquoi le programme de travail prévoit des sphères thématiques relatives à l'insertion de la sous-région au sein de l'économie mondiale et à sa compétitivité à l'échelon international, ainsi qu'aux rapports avec d'autres pays de l'hémisphère, en particulier du point de vue des thèmes émergents sur les plans mondial et hémisphérique tels que la création d'espaces économiques, les différents aspects du rapport entre les pays des Caraïbes et d'Europe et la récente mise sur pied de l'Association des Etats de la Caraïbe.

Le secrétariat du CDCC continuera de chercher à concilier, d'une part, la volonté des pays des Caraïbes de renforcer leur intégration régionale et, d'autre part, la nécessité de s'intégrer progressivement aux mécanismes mondiaux et hémisphériques de coopération économique. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'étude des accords de coopération économique conclus dans le cadre de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales et de la Communauté des Caraïbes. Il est également prévu, dans le programme de travail de 1998-1999, de mener des travaux visant à renforcer la coopération entre les pays membres du CDCC et entre ces derniers et les pays latino-américains, compte tenu, en outre, de la nécessité d'incorporer les membres de l'Association des Etats de la Caraïbe. On attachera une importance particulière au programme de réduction des barrières linguistique, étant donné le caractère prioritaire que les pays membres attribuent à la suppression des facteurs qui font obstacle au développement de la coopération.

Au cours de la période biennale, le secrétariat continuera de prêter son assistance au Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) afin de contribuer au développement de la capacité scientifique et technologique dans la sous-région et à la reconnaissance des potentialités de la technologie en termes de développement durable. On s'intéressera également aux sources d'énergie renouvelables et à leur contribution au développement des Caraïbes. La CEPALC et le Conseil étudieront les aspects technologiques du développement économique et social dans les Caraïbes et le comportement des secteurs des manufactures et du tourisme.

Le secrétariat du CDCC continuera d'analyser le comportement économique des pays de la sous-région afin d'offrir la perspective des Caraïbes. Il se penchera en outre sur les différents aspects de la gestion et de la planification de l'économie à l'échelon national et l'évolution de la situation aux niveaux régional et mondial; on élaborera également des études comparatives de plusieurs cas de développement fondés sur l'essor des exportations, faisant intervenir des expériences situées au sein et hors de la région.

Le secrétariat poursuivra ses travaux en matière de statistiques et de développement statistique. Ces études ont pour but de contribuer à la modernisation des méthodes employées par les pays des Caraïbes dans le recueil des données comprises dans la comptabilité nationale et à la formation quant à l'utilisation adéquate de technologies et de systèmes liés à l'information. Le Centre de documentation pour les Caraïbes du secrétariat continuera de prêter des service d'appui aux activités de fond et d'aider les pays membres afin qu'ils soient mieux à même de mettre sur pied et de développer des systèmes informatisés de stockage de données.

Le secrétariat continuera de s'intéresser aux questions liées à la population et au développement, à la femme et au développement et au développement social, thèmes qui revêtent une importance particulière à la lumière des nouvelles mesures d'ajustement économique. Il continuera également d'appuyer les pays membres du CDCC dans la mise en oeuvre des programmes d'action adoptés lors des conférences mondiales des Nations Unies dans les domaines pertinents.

Le Bureau sous-régional mènera également des activités en matière d'environnement et de développement ainsi que dans d'autres domaines ayant une incidence sur le développement durable des petits Etats insulaires. Le programme de travail prévoit la mise à jour des bases de données sur l'environnement et la préparation d'études liées à la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, les aspects transfrontaliers de l'environnement et du développement dans la sous-région des Caraïbes et d'autres éléments du développement présentant une importance particulière pour ces Etats.

Finalement, le secrétariat du CDCC continuera de prêter son concours au Système d'information pour la planification économique des Caraïbes, tant pour ce qui est de son programme de travail que pour répondre aux besoins des pays membres.

1. Activités

Sphère thématique 11.1: Insertion au sein de l'économie mondiale et compétitivité des économies des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les répercussions des événements économiques hémisphériques et mondiaux sur les processus d'intégration économique et l'insertion internationale des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les événements économiques mondiaux et hémisphériques et leurs répercussions sur la politique économique des Caraïbes.

ii) Une étude sur divers aspects liés à l'expansion du secteur des services dans les Caraïbes.

iii) Un document sur la progression des négociations commerciales internationales visant à intensifier la libéralisation des échanges commerciaux mondiaux et leurs répercussions pour les Caraïbes.

iv) Un document sur les effets éventuels de la mondialisation des marchés financiers aux Caraïbes.

v) Une étude sur la compétitivité de certaines économies des Caraïbes dans le contexte des événements mondiaux et hémisphériques.

vi) Un rapport d'évaluation des politiques menées par la CARICOM en matière de commerce, d'investissement et de paiements, dans le cadre du développement économique mondial et hémisphérique.

vii) Une étude sur les événements relatifs à la coopération économique hémisphérique et leur importance pour les économies des Caraïbes.

viii) Un rapport sur les statistiques commerciales des Caraïbes contenant une analyse des échanges commerciaux entre la sous-région et l'Amérique latine afin d'identifier les marchés traditionnels et émergents.

c) Matériel et services d'information

Publication trimestrielle d'un bulletin d'information sur le secteur extérieur.

Sphère thématique 11.2: Intégration et coopération régionale

a) Prestation de services techniques aux réunions intergouvernementales

Une session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et une réunion du Comité de surveillance du CDCC.

b) Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'analyser les questions de coopération aux fins du développement concernant les pays membres du CDCC.

c) Publications non périodiques

i) Une étude actualisée sur les échanges commerciaux entre les pays membres du CDCC, et entre ces derniers et les autres pays de l'hémisphère.

ii) Une étude sur l'intégration économique des Caraïbes dans le contexte du développement commercial hémisphérique et mondial.

iii) Une étude sur la coopération économique entre les Etats membres des Caraïbes et les autres membres de l'Association des Etats de la Caraïbe.

iv) Une étude des effets éventuels de la création de la Zone de libre-échange des Amériques sur les économies des pays non indépendants des Caraïbes, ainsi que des possibilités de collaboration avec ces pays dans le cadre du programme d'action du Sommet des Amériques.

v) Une étude concernant la capacité des membres associés de la CEPALC de mener à bien, à l'échelon national, certaines activités prévues dans les programmes d'action des conférences mondiales des Nations Unies sur l'environnement, les petits Etats insulaires en développement, les femmes, la réduction des catastrophes naturelles, la population, le développement social et les établissements humains.

d) Matériel technique

Mise à jour de la base de données statistiques sur le commerce entre les pays membres de l'Association des Etats de la Caraïbe, et entre cette Association et le reste du monde.

e) Matériel et services d'information

i) Publication du bulletin trimestriel Focus sur les activités du CDCC.

ii) Publication du bulletin mensuel (Associate) sur certains thèmes intéressant les membres associés de la CEPALC.

Sphère thématique 11.3: Développement productif et technologique

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Deux sessions plénières du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) et quatre réunions de son Comité exécutif.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner divers aspects technologiques et leur rapport avec le développement économique et social des Caraïbes.

c) Publications non périodiques

i) Un document sur le fonctionnement et la gestion des services et des institutions concernés par la science et la technologie dans les pays membres du CCST.

ii) Une étude visant à évaluer les possibilités d'intensifier le développement des secteurs industriels dans certains pays des Caraïbes.

iii) Une étude sur les aspects technologiques de la diversification et du développement économiques dans les pays des Caraïbes.

iv) Une étude d'évaluation des réseaux de science et de technologie fonctionnant dans la sous-région et de leur efficacité.

v) Un document sur les tendances et les événements récents dans le secteur manufacturier dans certains pays des Caraïbes à préciser.

vi) Une étude sur la promotion et l'adoption de nouvelles technologies respectueuses dans le contexte du développement durable.

vii) Une étude visant à évaluer l'efficacité des projets en matière de sources d'énergie renouvelables exécutés dans les Caraïbes.

viii) Une étude sur la participation du secteur touristique au développement économique dans certains pays des Caraïbes à préciser.

d) Matériel et services d'information

Publication du bulletin trimestriel d'information du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST).

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux organismes gouvernementaux et organisations non gouvernementales qui en feront la demande, en matière de développement productif et technologique.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe d) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.4: Développement économique et information aux fins du développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'analyser divers aspects de la gestion économique dans les pays de la sous-région à la lumière de l'environnement mondial et régional.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la diversification et le développement économiques dans les économies des Caraïbes basées sur la monoculture.

ii) Deux résumés de l'évolution économique des pays du CDCC (un par année de la période biennale).

iii) Une étude comparative sur les politiques macro-économiques dans certains petits pays insulaires des Caraïbes et d'autres régions.

iv) Une étude sur la participation de l'investissement étranger au développement économique des Caraïbes.

v) Un document évaluant les approches et les méthodologies utilisées dans la préparation des projections économiques dans les pays des Caraïbes.

vi) Une étude sur les méthodologies appliquées dans les pays des Caraïbes pour la compilation de la comptabilité nationale.

vii) Deux rapports sur certains indicateurs statistiques des pays des Caraïbes (un par année de la période biennale).

viii) Une étude sur l'utilisation efficace de la technologie et des systèmes d'information des Caraïbes.

c) Matériel et services d'information

Publication sur imprimé et sur média électroniques du bulletin mensuel Current Awareness Bulletin.

d) Matériel technique

i) Publication de la base de données du CARISPLAN sur CD-ROM, selon la disponibilité de ressources extra-budgétaires;

ii) Mise à jour d'une base de données contenant une information bibliographique et des textes complets, accessible à distance.

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne la planification économique et la mise au point de politiques, ainsi que pour l'élaboration de bases de données et l'organisation statistique.

ii) Prestation d'une assistance technique aux centres de documentation des pays de la sous-région qui en feront la demande.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.5: Développement humain et social

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes.

ii) Réunion d'experts sur la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

iii) Réunion d'experts pour étudier certains aspects de la pauvreté et de la distribution du revenu aux Caraïbes, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social.

b) Publications non périodiques

i) Un document sur plusieurs aspects de l'intégration sociale aux Caraïbes.

ii) Une étude sur divers aspects liés à la pauvreté et à la distribution du revenu dans les Caraïbes.

iii) Un résumé des indicateurs du développement social dans les pays des Caraïbes.

iv) Une étude sur les tendances récentes de la croissance démographique dans les pays membres du CDCC.

v) Un document évaluant les efforts consentis par les gouvernements des Caraïbes pour tenir compte des considérations démographiques dans la planification du développement.

vi) Un rapport sur les mécanismes et les modalités de mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans les pays des Caraïbes.

vii) Une étude sur certains aspects de la planification et de l'égalité des genres dans les Caraïbes.

viii) Un rapport sur la mise en oeuvre, dans les pays des Caraïbes, de la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes, à la lumière du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.

ix) Une étude sur la multiplication des possibilités d'emploi pour les femmes dans les pays des Caraïbes.

c) Matériel technique

i) Mise à jour de la base de données sur les indicateurs du développement social.

ii) Mise à jour et développement de la base de données socio-démographiques.

iii) Mise à jour et développement des systèmes d'information sur les statistiques vitales.

iv) Mise à jour de la base de données bibliographiques informatisées sur la femme et le développement dans les Caraïbes.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres du CDCC qui en font la demande dans les domaines suivants: évaluation et analyse des statistiques démographiques, mise au point et application de politiques démographiques, intégration de la femme au développement et promotion du développement social.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.6: Pérennité de l'environnement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts visant à analyser les aspects du développement durable concernant les pays des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude analytique de certains aspects du développement soutenable présentant une importance spéciale pour les Caraïbes, dans le contexte du Programme d'action aux fins du développement durable des petits Etats insulaires en développement.

ii) Une étude sur les problèmes transfrontières liés à l'environnement et au développement dans les pays des Caraïbes.

iii) Un rapport sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement.

c) Matériel technique

Mise à jour et développement de la base de données environnementales des pays des Caraïbes.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres du CDCC qui en font la demande en ce qui concerne la pérennité de l'environnement, ainsi que pour la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec le siège de la CEPALC et les tâches prévues dans chacun des domaines mentionnés seront menées à bien de façon coordonnée et en consultation constante avec différents organismes et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales présentes dans la sous-région.

Les activités concernant l'insertion dans l'économie mondiale et la compétitivité des économies des Caraïbes ainsi que l'intégration et la coopération régionales seront menées en consultant régulièrement et en collaboration avec les secrétariats d'organisations régionales telles que l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OEEO), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Système économique latino-américain (SELA) et le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), ainsi qu'avec les pays membres de l'Association des Etats des Caraïbes (AEC) et leurs banques centrales respectives.

Les activités relevant du développement productif et technologique dans les Caraïbes seront réalisées avec la coopération de la CARICOM, de l'OEEO et du Groupe de la technologie et de l'énergie de la Banque de développement des Caraïbes (BDC). Sur le plan international, on continuera de collaborer avec l'Unesco, le PNUD, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et, chaque fois que nécessaire, avec d'autres institutions internationales étrangères au système des Nations Unies. A l'échelon national, des contacts seront établis avec les institutions nationales réalisant des activités afférentes à la science et à la technologie.

Les travaux relatifs au développement économique et à l'information seront effectués en étroite collaboration avec la Division du développement économique du siège de la CEPALC et avec le secrétariat de la CARICOM.

En matière de développement humain et social dans les Caraïbes, les activités seront menées en collaboration avec les organisations régionales et internationales concernées par les questions concernant la population et le développement, la femme et le développement et le développement social, en particulier les secrétariats de la CARICOM et de l'OEEO, le FNUAP, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le FISE, le PNUD et l'OIT.

Les activités en matière de pérennité de l'environnement dans les Caraïbes seront effectuées avec le concours de la Division de l'environnement et du développement du siège de la CEPALC, ainsi que du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du PNUD et d'autres organisations des

Nations Unies, et des secrétariats de la CARICOM et de l'OECD. Cette collaboration pourra inclure la réalisation conjointe de projets et programmes.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux chargés des affaires économiques et sociales et de l'élaboration et l'application de politiques, de programmes et de projets dans les domaines pertinents, ainsi que les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération. Ces produits pourraient servir de propositions et d'éléments de référence à ce type d'utilisateurs dans leurs domaines de compétence respectifs.

Ces produits seront également utiles à d'autres institutions des secteurs public et privé, telles que les associations de chefs d'entreprise, de travailleurs et de professionnels, ainsi que les universités, les centres de recherche appliquée, de développement et de diffusion technologique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

Annexe

TYPE D'ACTIVITES

1. Réunions1.1 Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Ce point concerne les réunions de représentants d'institutions gouvernementales des pays membres organisées pour aborder un thème spécifique lié aux fonctions exercées par ces institutions. Dans la plupart des cas, la CEPALC élaborera un rapport ou un document de fond sur le thème envisagé.

1.2 Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Il s'agit de réunions de spécialistes n'appartenant pas à la structure organique des Nations Unies chargés de prêter des services consultatifs au Secrétaire exécutif de la CEPALC dans un domaine spécifique. Pour ces réunions, la Commission élabore généralement un rapport ou un document de fond sur la question envisagée, lequel servira de base aux débats.

2. Documents et publications2.1 Publications périodiques

Il s'agit d'études et/ou de bulletins publiés par la CEPALC selon un calendrier établi au préalable dans le Programme de publications du Secrétariat, comme l'Estudio económico de América Latina y el Caribe, le Boletín demográfico, etc.

2.2 Publications non périodiques

Il s'agit d'études publiées par la CEPALC conformément au calendrier prévu dans le Programme de publications, mais d'une façon non régulière.

2.3 Matériel technique

Ce matériel correspond à l'information stockée dans les bases de données, les logiciels, etc. et qui ne possède pas la catégorie de produit fini.

3. Matériel et services d'information

Ce matériel comprend tous les produits élaborés dans le but de divulguer les activités de la CEPALC tels que les brochures, les notes d'information et de presse, les panneaux d'expositions et autres modalités de représentation visuelle, les documentaires cinématographiques et sur vidéocassette, le matériel de radiodiffusion, les visites guidées, les cérémonies spéciales, etc.

4. Activités opérationnelles

4.1 Services consultatifs

Il s'agit de la prestation de services d'assistance technique aux pays membres qui en font la demande expresse.

4.2 Formation collective

Ce titre correspond à l'organisation et la réalisation, de la part de la CEPALC, de séminaires et de cours de spécialisation à l'intention des pays membres.

5. Activités intermédiaires

Il s'agit de toutes les activités de type permanent dont les résultats peuvent servir à l'élaboration de produits finis.